

MUNICIPALITE D'ALEXANDRIE

LOIS

ET

RÈGLEMENTS

1906







MUNICIPALITÉ D'ALEXANDRIE

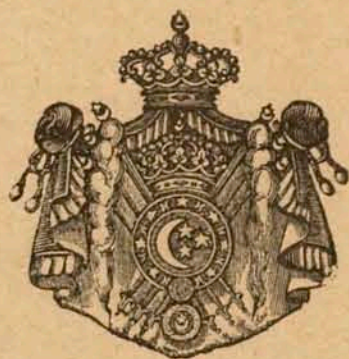
---

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS

ET

RÈGLEMENTS

INTÉRESSANT LA MUNICIPALITÉ D'ALEXANDRIE



ALEXANDRIE

IMPRIMERIE GÉNÉRALE A. MOURÈS & cie

1906







INSTITUTION

ET

ADMINISTRATION







# INSTITUTION ET ADMINISTRATION

---

## DÉCRET

**du 5 Janvier 1890 instituant une Commission Municipale  
à Alexandrie.**

---

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis  
conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Le Conseil Législatif entendu ;

Vu l'assentiment des Puissances à l'art. 31 et aux paragraphes  
*a, b, c, d, e* de l'art. 40.

DÉCRÉTONS :

### TITRE PREMIER

#### Organisation de la Commission Municipale d'Alexandrie

##### ARTICLE PREMIER

Il est institué à Alexandrie une Commission Municipale dont  
l'organisation et les attributions sont arrêtées par le présent  
Décret.

##### ART. 2.

Cette Commission est composée de vingt-huit membres,  
comme suit :

6 Membres de droit,

8 Membres nommés par le Gouvernement,



6 Membres élus par le collège électoral institué par les articles 4 à 11 du présent Décret,

3 Membres élus par les négociants exportateurs,

3 Membres élus par les négociants importateurs,

2 Membres élus par les propriétaires d'immeubles situés dans la ville d'Alexandrie et sa banlieue.

Il ne pourra être admis dans la Commission Municipale plus de trois Membres élus d'une même nationalité, indigène ou étrangère.

### ART. 3.

Les six membres de droit sont :

1° Le Gouverneur d'Alexandrie ou son remplaçant ;

2° Le Procureur général de la Cour d'Appel Mixte ou son substitut ;

3° Le Directeur général des Douanes ou son remplaçant ;

4° Le chef du Parquet près le Tribunal Indigène d'Alexandrie ou son substitut ;

5° Le médecin occupant à Alexandrie le poste le plus élevé dans le personnel de la Direction des Services sanitaires ;

6° L'ingénieur occupant à Alexandrie le poste le plus élevé dans le personnel des Travaux publics.

### *Des Elections.*

### ART. 4.

Nul n'est éligible s'il n'est électeur.

Sont électeurs toutes les personnes du sexe masculin âgées d'au moins 25 ans et occupant, à Alexandrie ou sa banlieue, un local inscrit sur les registres de la Daïra Baladieh pour une valeur locative de L. E. 75 et au-dessus, et n'étant pas dans un des cas d'incapacité prévus par l'article suivant.

### ART. 5.

Ne seront pas électeurs :

a) Les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à l'exil, à l'interdiction des droits civiques ou à l'internement dans une



localité désignée, ainsi que les condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs ;

b) Ceux qui auront été révoqués des fonctions qu'ils remplissaient au service du Gouvernement, soit à la suite d'une condamnation judiciaire ou par décision du Conseil de discipline, pour manquement au devoir, malversation, prévarication ou concussion ;

c) Ceux qui sont en état de faillite déclarée et les interdits.

#### ART. 6.

Les huit membres nommés par le Gouvernement ne pourront être choisis que parmi les électeurs.

#### ART. 7.

Les élections se font au scrutin de liste et à la majorité absolue des suffrages exprimés.

S'il est nécessaire de procéder à un second tour de scrutin, l'élection aura lieu à la majorité relative des suffrages exprimés.

Les membres des catégories spéciales (exportateurs, importateurs et propriétaires d'immeubles) établiront entre eux un mode d'élection qui devra être approuvé par le Ministre de l'Intérieur, et, à défaut, il sera procédé d'office par le Gouvernement à la désignation des représentants de ces diverses catégories.

#### ART. 8.

La durée du mandat des membres de la Commission Municipale est de quatre ans.

Il sera procédé, tous les deux ans, au renouvellement de la moitié de ses membres, à l'exception des membres de droit.

Après la première période de deux années, les membres sortants seront désignés par le tirage au sort.

Le roulement s'établira ensuite par l'expiration du mandat des autres membres à la fin de la quatrième année.

Tous les membres sortants peuvent être réélus ou nommés de nouveau.



ART. 9.

Ne peuvent être électeurs ni membres de la Commission Municipale, les membres du Corps diplomatique et consulaire et tous fonctionnaires et employés relevant des Consulats, à quelque titre que ce soit.

ART. 10.

En cas de vacance parmi les membres élus, il ne sera procédé à de nouvelles élections partielles que si le nombre de ces membres élus est réduit de plus du quart.

ART. 11.

Les fonctions de membre de la Commission Municipale sont gratuites. Aucun membre de la Commission Municipale ne peut, directement ou indirectement, se charger d'entreprises ou de fournitures municipales, sous peine d'exclusion.

ART. 12.

Le Gouverneur de la ville d'Alexandrie ou le fonctionnaire qui le remplace est Président de droit de la Commission Municipale.

Le Vice-Président est élu, au scrutin secret et à la majorité absolue des voix, par les membres de la Commission Municipale, lors de sa première réunion.

Si, au premier tour de scrutin, aucun membre n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un second tour, si, à ce deuxième scrutin, le même résultat se produit, le troisième sera restreint aux deux membres ayant obtenu, à la seconde épreuve, le plus grand nombre de voix.

En cas de partage des voix, à la suite du troisième scrutin, l'élection du Vice-Président sera faite par voie de tirage au sort.

ART. 13.

La Commission Municipale d'Alexandrie constitue une personnalité civile de nationalité indigène,



ART. 14.

La circonscription de la ville d'Alexandrie et de sa banlieue est déterminée dans le plan arrêté par Notre Ministre de l'Intérieur et annexé au présent décret.

**TITRE II**

**Attributions de la Commission Municipale (\*).**

ART. 15.

La Commission Municipale est compétente pour prendre et faire exécuter toutes décisions relatives aux questions et services suivants :

- 1° Le Budget de la ville ;
- 2° L'assiette et la perception des droits municipaux, ainsi que l'administration des revenus municipaux de toute nature ;
- 3° L'ouverture, la fermeture et l'entretien des rues, places, ponts, promenades et jardins publics ; la fixation du tarif pour les voitures publiques, les bêtes de selle, de somme et de trait ; les projets de voirie, d'alignement, et, d'une façon générale, l'ensemble des services publics de la ville, tel que les eaux, l'éclairage, le pavage, le nettoyage, les halles et marchés, les cimetières, les abattoirs, les égouts, les théâtres, tous les établissements et bains publics et tout ce qui peut contribuer à l'embellissement et à la prospérité de la ville ;
- 4° Le service des pompiers et toutes mesures relatives aux incendies ;
- 5° L'assistance des indigents, les hospices, les hôpitaux, les écoles et autres établissements municipaux de bienfaisance ;
- 6° Le service de santé et d'hygiène de la ville, sauf ce qui rentre dans les attributions du service sanitaire, maritime et quarantenaire ;

---

(\*) L'arrêt du 30 Novembre 1892 de la Cour d'Appel Mixte, dispose que les règlements édictés par la Municipalité d'Alexandrie sont applicables aux étrangers sans besoin de la sanction de la Cour d'Appel Mixte.



7° Tous autres objets sur lesquels la loi, les règlements ou le Gouvernement l'appellent à délibérer ;

8° Tout projet de constructions, de grosses réparations, de démolitions et, en général, de tous travaux à entreprendre par les particuliers, devra être préalablement soumis à la Commission Municipale, pour l'examen des conditions d'hygiène et de sécurité publique et l'autorisation à obtenir.

### **TITRE III**

#### **Dispositions diverses concernant l'exercice des attributions de la Commission Municipale.**

##### **ART. 16.**

La Commission Municipale préparera son règlement intérieur dans les trois mois qui suivront la publication du présent décret, et le soumettra à l'approbation de Notre Ministre de l'Intérieur.

##### **ART. 17.**

La Commission Municipale s'assemblera de droit, en session ordinaire, au moins une fois par mois, et, en session extraordinaire, toutes les fois que le Président l'estimera nécessaire ou que huit membres en auront fait la demande par écrit.

En cas de session extraordinaire, la Commission Municipale ne peut s'occuper que des objets pour lesquels elle a été convoquée.

##### **ART. 18.**

Le Ministre de l'Intérieur a la faculté de se faire représenter à toutes les réunions de la Commission Municipale, par un délégué spécial ayant voix consultative.

##### **ART. 19.**

La Commission Municipale soumet ses délibérations, dans le délai de trois jours, à l'approbation de Notre Ministre de l'Intérieur,



Elles ne seront exécutoires qu'autant qu'elles auront été approuvées par Notre Ministre de l'Intérieur ou si, dans les huit jours après la transmission, il n'en a pas suspendu l'exécution.

Si, dans les trente jours après la transmission à Notre Ministre de l'Intérieur, une délibération suspendue n'a pas été annulée, elle deviendra exécutoire.

ART. 20.

La force exécutoire des règlements ne s'étend pas au delà des questions réglementaires rentrant dans les attributions de la Commission Municipale; les questions de droit individuel peuvent toujours être portées devant les tribunaux compétents.

ART. 21.

Le Président de la Commission Municipale représente la Municipalité dans tous les actes qui la concernent; il est chargé, sous le contrôle de la Commission Municipale et la surveillance du Ministère de l'Intérieur :

1° De veiller aux intérêts généraux et particuliers de la Municipalité;

2° De faire tous actes conservatoires de ses droits;

3° De la gestion des revenus et de la surveillance des établissements et services confiés à la Municipalité;

4° De souscrire les marchés, de passer les adjudications des travaux, dans les formes établies par les lois et les règlements;

5° De souscrire, dans les mêmes formes, les actes de vente, d'acquisition ou de transaction, lorsque ces actes ont été régulièrement autorisés;

6° De la proposition, au Ministère de l'Intérieur, du budget voté en séance de la Commission Municipale, et de l'ordonnancement des dépenses sur les crédits régulièrement ouverts;

7° De représenter la Municipalité en justice, soit en demandant soit en défendant;

8° De contracter des emprunts avec l'autorisation du Gouvernement.



ART. 22.

Le Président représente seul l'Administration Municipale, il nomme et révoque, dans les formes qui seront établies par le règlement intérieur, tous les employés de la Municipalité.

Les agents et employés de tout ordre et de toute catégorie attachés aux services municipaux relèvent directement du Président de la Commission Municipale. Ils n'ont droit, de la part du Gouvernement, à aucune pension ou indemnité, à quelque titre que ce soit.

ART. 23.

Toute infraction ou contravention aux arrêtés du Président, rendus en conformité des délibérations de la Commission Municipale et sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur, entraînera les peines de simple police prévues par le Code pénal indigène et le Code pénal mixte.

ART. 24.

Le public n'est pas admis aux séances de la Commission.

ART. 25.

Les questions sur lesquelles la Commission Municipale est appelée à délibérer sont portées à l'ordre du jour par le Président.

La Commission ne peut délibérer sur des questions étrangères à l'ordre du jour; en cas d'infraction à cette disposition, le Président doit lever la séance.

ART. 26.

La Commission Municipale ne peut délibérer valablement qu'autant que quinze de ses membres au moins assistent à la séance et prennent part au vote.

Lorsque les membres de la Commission ne sont pas réunis en nombre suffisant pour délibérer valablement, le Président



procède à une seconde convocation pour une nouvelle réunion qui ne peut avoir lieu qu'après un délai de 48 heures. Les délibérations de cette seconde séance sont valables, quel que soit le nombre des membres présents.

ART. 27.

Les délibérations de la Commission Municipale sont prises à la majorité des voix des membres présents.

En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Aucun vote ne peut être émis par un membre présent au nom d'un membre absent.

ART. 28.

Les membres de la Commission ne peuvent prendre part à des délibérations relatives aux affaires dans lesquelles ils ont un intérêt, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires.

ART. 29.

Tout membre de la Commission qui, sans motifs légitimes, a manqué à trois convocations consécutives, peut être déclaré démissionnaire par le Président.

Le Président prononce, sauf recours à Notre Ministre de l'Intérieur, l'exclusion de tout membre qui ne remplit pas les conditions requises par l'article 4, ou qui se trouve dans l'un des cas prévus aux articles 5, 9 et 11.

ART. 30.

La Commission Municipale décide valablement, sous réserve des dispositions contenues à l'article 19, sur les projets, plans et devis des travaux neufs ou d'entretien, dont la dépense totale n'excède pas L.E. 1.000.

Lorsque la dépense dépasse la limite ci-dessus, les travaux ne peuvent être entrepris qu'après l'approbation du Ministre des Travaux publics.



ART. 31.

La Commission Municipale délibère sur le budget, les recettes et les dépenses ordinaires ou extraordinaires, et, en général, sur toutes les questions qui intéressent l'édilité de la ville. Elle ne peut créer, sous une forme quelconque, des taxes nouvelles, ni apporter des modifications aux taxes existantes, mais elle peut faire toute proposition tendant :

1° A l'établissement de centièmes additionnels aux taxes existantes :

2° A la création de nouvelles taxes ;

3° A l'ouverture d'emprunts, dont la totalité ne pourra jamais dépasser L.E. 500.000, en indiquant l'emploi proposé pour ces ressources extraordinaires.

Il appartiendra au Conseil des Ministres exclusivement de statuer sur ces propositions.

La décision du Conseil rendra exécutoire la mesure proposée ; mais, si elle est contraire au texte formel des traités, elle ne deviendra exécutoire qu'avec l'assentiment des Puissances.

Toutefois, cet assentiment ne sera pas nécessaire pour les taxes sur les matières suivantes et autres exclusivement affectées à la Municipalité et ayant un caractère purement municipal : Voirie (Tanzim), égouts, poids publics, marchés, entrepôts publics, pompes funèbres, concession de terrain dans les cimetières, occupation de la voie publique, voitures publiques et privées, droit de stationnement, balayage, arrosage, hôtels, clubs-cercles, maisons meublées, cafés, cabarets, cafés-concerts, bals, concerts, théâtres, jeux et fêtes publiques, foires, maisons de tolérance, omnibus, tramways, charrois, chiens, bêtes de somme, de selle et de trait, etc., etc.

ART. 32.

La Police relève uniquement du Gouvernement.

En aucun cas, la Commission Municipale ne peut s'immiscer dans les mesures prescrites par la Police, quelles qu'elles soient.



ART. 33.

Les Lois, Décrets ou Règlements ne peuvent faire l'objet de délibérations de la part de la Commission Municipale.

Les mesures prescrites par les Lois, Décrets et Règlements, ou par arrêtés ministériels, sont applicables purement et simplement.

ART. 34.

La Commission Municipale ne peut accepter aucun legs ou don à titre gracieux ou onéreux, sans l'autorisation du Ministre de l'Intérieur.

ART. 35.

Toute délibération portant sur un objet étranger aux attributions de la Commission est nulle de plein droit.

Sont également nulles de plein droit, toutes les délibérations prises par la Commission, en dehors de sa réunion légale.

ART. 36.

La Commission Municipale peut être suspendue par arrêté du Ministre de l'Intérieur, et dissoute par Décret rendu sur le rapport du Conseil des Ministres.

En cas de suspension, le Gouvernement se trouvera de plein droit substitué à la Commission Municipale, et pourvoira à l'administration municipale, soit directement, soit par une Commission spéciale dont il désignera les membres.

Le Gouvernement procédera à de nouvelles élections dans un délai de six mois.

**TITRE IV**

**Budget et Comptabilité de la Municipalité.**

ART. 37.

Avant le 15 novembre de chaque année, la Commission Municipale vote un projet de budget de recettes et de dépenses, par chapitres et articles, pour l'exercice de l'année suivante.



Ce projet de budget n'est rendu définitif et applicable qu'après sa sanction par le Ministre de l'Intérieur.

Il est rendu officiel sous forme d'arrêté du Président de la Commission Municipale, portant approbation du Ministre.

#### ART. 38.

Si, au 31 décembre, l'approbation ministérielle n'a pas été obtenue pour le budget proposé, le budget de l'année qui prend fin continue à servir de base pour l'exercice suivant, jusqu'à l'approbation d'un nouveau budget.

#### ART. 39.

L'état des prévisions budgétaires de la Municipalité est établi pour une période de douze mois, commençant le 1<sup>er</sup> janvier et finissant le 31 décembre de chaque année, ou à toutes autres dates qui pourraient être fixées par le Ministère des Finances.

#### *Recettes.*

#### ART. 40.

Les ressources des recettes budgétaires sont les suivantes :

- a) Produit net de  $\frac{1}{2}$  pour mille sur la valeur des exportations ;
- b) Produit net de  $\frac{1}{2}$  pour mille sur la valeur des importations ;

(Ces taxes ne sont établies que pour une période de cinq ans à partir de la publication du présent Décret)

- c) Produit net de 1 pour cent au maximum sur la valeur locative des propriétés bâties, payable par les propriétaires ;

- d) Produit net de 2 pour cent au maximum sur les loyers, payables par les locataires ;

(Il appartiendra à Notre Gouvernement, d'accord avec la Commission Municipale, de déterminer l'époque à laquelle ces deux taxes commenceront à être perçues, et d'en fixer le montant dans les limites ci-dessus.)

- e) Produit net de la taxe sur les voitures et bêtes de somme ;
- f) Produit des Jardins Nouzha ;
- g) Droit de voirie ;



h) Produit net de 50 pour cent des recettes nettes de l'octroi d'Alexandrie, dont le montant garanti par le Gouvernement est de L.E. 31.780 ;

i) Autres recettes dûment autorisées.

### *Dépenses.*

#### ART. 41.

Les dépenses budgétaires à la charge de la Municipalité sont les suivantes :

Arrosage, balayage et eau, gaz, tanzim et travaux publics, pompiers, allocation aux hôpitaux, jardin Nouzha, pavage, entretien, améliorations et embellissement de la ville, frais d'administration, etc., etc.

#### ART. 42.

Les dépenses ordinaires énoncées à l'article précédent, ainsi que le montant des condamnations judiciaires qui pourraient être prononcées contre la Commission Municipale, sont obligatoires ; toutes autres dépenses sont facultatives.

Si la Commission Municipale ne vote pas les dépenses obligatoires, ou si elle ne vote que des sommes insuffisantes pour assurer les services, les allocations nécessaires sont inscrites d'office au budget, par un arrêté du Ministre de l'Intérieur.

Tous travaux et dépenses imprévus ne peuvent être faits que sur autorisation spéciale du Ministre de l'Intérieur.

En cas de travaux accidentels ayant un caractère d'urgence, si la Commission Municipale ne prend pas les dispositions nécessaires pour leur exécution, le Ministre de l'Intérieur peut y faire procéder d'office, par arrêté ministériel, et inscrire la dépense au budget.

#### ART. 43.

Dans le courant du premier mois de chaque exercice, le compte de l'exercice clos, avec les développements et explications nécessaires, est soumis à la Commission Municipale pour lui permettre d'apprécier les actes d'administration du Président.



Les comptes examinés par la Commission Municipale seront soumis à la vérification de la Comptabilité générale de l'Etat.

Les comptes administratifs, approuvés par le Ministre de l'Intérieur, sont rendus publics par voie d'insertion au *Journal Officiel*.

ART. 44.

La Comptabilité Municipale est établie conformément aux prescriptions et règlements de la Comptabilité générale de l'Etat.

Les services de l'Administration Municipale peuvent, à toutes époques, être soumis à la vérification et à l'inspection des agents du Gouvernement.

*Dispositions spéciales.*

ART. 45.

Le Ministre de l'Intérieur déterminera, par un règlement spécial, l'organisation administrative et de perception de la Municipalité, les relations de la Commission Municipale avec les Administrations de perception du Gouvernement, ainsi que la forme dans laquelle ces Administrations auront à faire remise des sommes perçues au profit de la Caisse Municipale.

ART. 46.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Décret.

Fait au palais d'Abdin, le 5 janvier 1890.

MÉHÉMET THEWFIK.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,*

*Ministre de l'Intérieur,*

RIAZ.



## ARRÊTÉ

du 25 janvier 1890, du Ministre de l'Intérieur, relatif aux élections municipales à Alexandrie.

---

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le décret du 5 Janvier 1890, instituant une Commission Municipale à Alexandrie ;

ARRÊTE :

### ARTICLE PREMIER

Le Gouverneur d'Alexandrie dressera, dans les huit jours qui suivront la date du présent arrêté, une liste, par ordre alphabétique, en double exemplaire, de toutes les personnes indigènes ou étrangères, du sexe masculin, âgées d'au moins 25 ans et occupant, à Alexandrie ou sa banlieue, un local inscrit sur les registres de la Daïra Baladieh, pour une valeur locative de L.E. 75 et au-dessus et n'étant pas dans un des cas d'incapacité suivants :

a) Condamnation aux travaux forcés, à la détention, à l'exil, à l'interdiction des droits civiques ou à l'internement dans une localité désignée, ainsi que condamnation pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs, quelle que soit la peine encourue ;

b) Révocation des fonctions au service du Gouvernement, soit à la suite d'une condamnation judiciaire, soit par décision d'un conseil de discipline, pour manquement au devoir, malversation, prévarication ou concussion ;

c) Déclaration en état de faillite et interdiction. Ne seront inscrits dans cette liste, ni les membres du Corps diplomatique et



consulaire, ni aucun fonctionnaire ou employé relevant des consulats, à quelque titre que ce soit.

ART. 2.

Cette liste électorale municipale restera affichée au siège du Gouvernorat et sur le perron de la Bourse Khédiviale jusqu'au 15 février 1890.

ART. 3.

Toute personne qui se croira omise sur la liste pourra réclamer son inscription et toute personne inscrite pourra réclamer l'inscription de toute personne indûment omise ou la radiation de tout individu indûment inscrit.

Ces réclamations pourront être produites jusqu'à fin février 1890.

Elles seront adressées au gouverneur d'Alexandrie qui devra ouvrir un registre sur lequel les réclamations seront inscrites par ordre de date.

Il sera donné récépissé de chaque réclamation.

L'électeur dont l'inscription aura été contestée en sera averti, sans frais, par le gouverneur et pourra présenter ses observations.

ART. 4.

Les réclamations seront jugées, sans frais, du 1<sup>er</sup> au 15 mars 1890, par une Commission composée d'un délégué du Ministère de l'Intérieur, qui en aura la présidence, et de deux électeurs dont l'inscription n'aura pas été contestée dont l'un indigène et l'autre étranger, choisis par le dit délégué.

Les délibérations de cette Commission qui seront prises à la majorité, avec voix prépondérante du président en cas de partage, seront notifiées aux intéressés, par écrit et à domicile, sans frais, dans les trois jours, par les soins du Gouvernorat.

Les intéressés pourront se pourvoir contre les délibérations de la dite Commission des réclamations devant la Commission Municipale, dans le délai de dix jours à dater de sa première réunion. La Commission les jugera dans les vingt jours subséquents au plus tard.



La délibération de la Commission des réclamations aura toutefois son effet jusqu'à la décision de la Commission Municipale.

En général, les réclamations ne pourront arrêter la marche des élections qui seront faites sur la base de la liste électorale municipale affichée et des modifications qui pourront y être faites jusqu'au moment des élections.

Un exemplaire de la liste électorale définitive sera adressé au Ministre de l'Intérieur, dans le délai de deux mois, à partir de la première réunion de la Commission Municipale.

#### ART. 5.

Chaque année aura lieu une révision de la liste électorale municipale, à laquelle le Gouverneur ajoutera les personnes qu'il reconnaîtra avoir acquis les qualités requises par la loi et dont il retranchera les individus décédés et ceux qui auront perdu les qualités requises.

Cette liste révisée sera affichée au siège du Gouvernorat et sur le perron de la Bourse Khédiviale du 1<sup>er</sup> au 15 janvier de chaque année, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1891.

Les réclamations contre cette liste pourront être produites du 15 au 31 janvier de chaque année, au vice-président de la Commission Municipale, qui devra ouvrir un registre sur lequel les réclamations seront inscrites par ordre de date et qui donnera récépissé de chaque réclamation.

L'électeur dont l'inscription aura été contestée en sera averti, sans frais, par le vice-président de la Commission Municipale et pourra présenter ses observations.

Ces réclamations seront jugées souverainement par la Commission Municipale du 1<sup>er</sup> au 15 février de chaque année.

#### ART. 6.

L'élection de six membres de la Commission Municipale élus par le collège électoral, se fera au jour, à l'heure et au lieu qui seront fixés par le Gouverneur d'Alexandrie, au moins huit jours avant l'élection, au scrutin de liste et à la majorité absolue des suffrages exprimés. S'il est nécessaire de procéder à un second



tour de scrutin, l'élection aura lieu à la majorité relative des suffrages exprimés.

Nul ne peut être admis à voter, s'il n'est inscrit sur la liste électorale municipale.

Le droit d'élection ne peut être exercé que personnellement.

Chaque bulletin de vote ne pourra contenir qu'autant de noms qu'il y a de membres à élire. Si un nom est répété dans un même bulletin, il ne pourra, en aucun cas, être compté que pour un seul suffrage.

Les bulletins blancs ne sont pas comptés comme suffrages exprimés pour l'établissement de la majorité absolue.

La direction de l'élection appartient à une Commission électorale composée de quatre électeurs inscrits, sachant lire et écrire, élus par les électeurs présents au moment de l'ouverture de l'opération électorale qui aura lieu à l'heure fixée, quel que soit le nombre des électeurs présents, et d'un délégué du Ministre de l'Intérieur qui en aura la présidence. Cette Commission électorale nomme dans son sein un secrétaire.

Le délégué ministériel, président de la Commission électorale, prendra les mesures nécessaires pour veiller à la liberté du suffrage et à la régularité de l'opération électorale.

#### ART. 7.

Les électeurs ne peuvent s'occuper d'autres objets que de l'élection des membres de la Commission Municipale. Toute discussion, toute délibération sont interdites.

Les électeurs seuls assistent à l'Assemblée. Ils ne peuvent pas s'y présenter en armes.

#### ART. 8.

Le président de la Commission électorale rappellera aux électeurs réunis les dispositions du décret instituant la Commission Municipale, concernant les qualités requises pour l'éligibilité, leur expliquera le procédé à suivre dans l'opération électorale et les engagera à donner leur vote en bonne conscience et dans le seul but du bien de la ville d'Alexandrie.



ART. 9.

Le président de la Commission électorale a la police de l'Assemblée. Si la règle établie par l'article 7 du présent arrêté n'est pas scrupuleusement observée, il doit user du rappel à l'ordre. Si, malgré ses efforts, il ne peut se faire obéir, il doit lever la séance pour la remettre à une autre heure.

Il pourra enfin, s'il ne lui restait aucun moyen de faire respecter la loi, requérir la force armée, par l'intermédiaire du Gouverneur.

ART. 10.

Le président de la Commission électorale doit constater, au commencement de l'opération, l'heure à laquelle le scrutin est ouvert, montrer aux électeurs présents que la caisse dans laquelle doivent être déposés les bulletins est vide, et la fermer avec une clef qui restera entre ses mains.

Il constate également l'heure à laquelle il déclare le scrutin clos.

ART. 11.

Trois membres de la Commission électorale au moins doivent être présents pendant tout le cours des opérations.

Le secrétaire compte au nombre des trois membres dont la présence simultanée est requise pendant toute la durée du vote.

Si la Commission, pendant le cours des opérations, ne se trouve plus composée de trois membres, le président doit la compléter en prenant parmi les électeurs présents le nombre de membres nécessaires.

En cas d'absence, le président est remplacé par le membre qu'il désignera.

Le président désignera aussi le membre qui aura à remplacer le secrétaire absent momentanément.

ART. 12.

La Commission électorale juge, séance tenante et en dernier ressort, sauf la disposition contenue dans l'article 23 du présent



arrêté, toutes les difficultés qui s'élèvent sur les opérations de l'Assemblée.

Les décisions sont motivées.

La délibération de la Commission est secrète ; la décision est prononcée à haute voix par le président.

#### ART. 13.

Les décisions de cette Commission sont prises à la majorité. En cas de partage dont il sera fait mention au procès-verbal, la voix du président est prépondérante.

Toutes réclamations et décisions sont insérées au procès-verbal.

Toutefois, le défaut de mention au procès-verbal des difficultés survenues et des décisions prises, ne peut motiver l'annulation des opérations électorales.

#### ART. 14.

Le vote reste ouvert depuis une heure après le lever du soleil jusqu'à une heure avant le coucher du soleil et se fera par scrutin secret.

Les membres de la Commission, en tant qu'ils sont électeurs, votent les premiers.

#### ART. 15.

Les électeurs qui ne savent pas écrire pourront exprimer leur vote de vive voix, dans les mêmes conditions que celles établies par le scrutin secret. Dans ce cas, le vote de chaque électeur est enregistré sur une liste en marge de son nom.

L'enregistrement est fait par le secrétaire de la Commission, sous le contrôle d'un membre de cette Commission choisi par l'électeur.

Celui-ci pourra exprimer son vote de manière à ce qu'il ne soit entendu que du secrétaire et du membre qu'il aura désigné.

#### ART. 16.

Nul n'est éligible s'il n'est électeur.



ART. 17.

Les votes donnés conditionnellement sont nuls.

La Commission électorale délibère immédiatement et souverainement sur la validité ou l'invalidité des votes, sans préjudice de la disposition contenue dans l'art. 23 du présent arrêté.

ART. 18.

Le vote ne durera qu'un jour. Toutefois, si des circonstances imprévues en ont empêché le commencement, la continuation ou la clôture, il peut être prorogé au jour suivant. Cette prorogation doit être notifiée aux électeurs dans le mode qui sera établi par la Commission électorale.

ART. 19.

Dès que tous les électeurs présents auront donné leur vote, le président de la Commission électorale déclare le scrutin clos.

Le président et les membres de la Commission électorale signent la liste de vote.

Ces opérations achevées, le nombre des votants sera vérifié et notifié immédiatement à l'Assemblée par le président de la Commission.

On procédera ensuite, devant les électeurs présents, au dépouillement des votes.

ART. 20.

Si deux candidats obtiennent le même nombre de suffrages, la majorité est acquise à celui qui sera désigné par le sort. Le tirage sera fait par le président de la Commission électorale.

Si plus de trois membres appartenant à une même nationalité sont élus, l'élection n'aura effet que pour les trois membres qui auront obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, il sera appliqué la règle prévue au premier paragraphe de cet article.



ART. 21.

Le président de la Commission électorale proclamera les noms des membres de la Commission Municipale élus.

Le président et tous les membres de la Commission électorale signeront, séance tenante, le procès-verbal de l'élection qui sera transmis directement, avec tous les actes électoraux, au Ministre de l'Intérieur, dans la huitaine.

Il restera un double, certifié conforme par le président et les membres de la Commission électorale, auprès du Gouverneur.

ART. 22.

Le Ministre de l'Intérieur adressera, sans délai, à chacun des membres élus de la Commission Municipale, s'il possède les qualités d'éligibilité requises, un certificat d'élection. Ce certificat autorise le membre élu à exercer ses fonctions et établit la présomption de la validité de son élection jusqu'à décision contraire.

ART. 23.

Toutes réclamations contre la validité des élections devront être présentées dans les huit jours, à peine de déchéance, au président de la Commission Municipale et seront jugées souverainement par cette Commission.

ART. 24.

Le Gouverneur d'Alexandrie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait au Caire, le 25 janvier 1890.

RIAZ.



## ARRÊTÉ

du 8 février 1890, du Ministre de l'Intérieur, relatif aux élections  
de la Commission Municipale d'Alexandrie.

---

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 7 du décret du 5 janvier 1890, disposant que les membres des catégories spéciales des exportateurs, importateurs et propriétaires d'immeubles, établiront entre eux un mode d'élection des représentants de chacune d'elles dans la Commission Municipale d'Alexandrie, que ce mode devra être approuvé par le Ministre de l'Intérieur, et qu'à défaut, il sera procédé d'office par le Gouvernement à la désignation de ses représentants ;

ARRÊTE :

### ARTICLE PREMIER

Les membres de chacune des trois catégories susmentionnées sont invités, conformément aux dispositions de l'article ci-dessus visé, à présenter au Gouverneur d'Alexandrie, le 20 février courant au plus tard, pour être soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur, le mode d'élection qu'ils auront établi entre eux pour leur représentation respective dans la Commission Municipale.

### ART. 2.

Cet arrêté sera, par les soins du Gouverneur d'Alexandrie, affiché dans les divers quartiers de la ville et de sa banlieue.

Le Caire, le 8 Février 1890.

RIAZ.



## ARRÊTÉ

du **Ministre de l'Intérieur** du **11 février 1894** fixant la durée des fonctions du **Vice-Président** de la **Commission Municipale d'Alexandrie**.

---

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu la délibération de la Commission Municipale d'Alexandrie du 31 janvier 1894, concernant la durée des fonctions du Vice-Président ;

Considérant qu'il n'existe aucune disposition qui fixe cette durée, ni dans le décret du 5 janvier 1890 instituant la Commission Municipale, ni dans l'arrêté ministériel du 18 mars, même année, qui en a déterminé l'organisation ;

Qu'il y a lieu, cependant, de tenir compte que le Vice-Président est élu par les Membres de la Commission à la majorité absolue, aux termes de l'art. 12 du décret précité :

### ARRÊTÉ :

#### ARTICLE PREMIER

La durée des fonctions du Vice-Président de la Commission Municipale d'Alexandrie est de deux ans.

Son élection aura lieu à la première réunion de la Commission qui suivra le renouvellement des onze Membres auquel on procède tous les deux ans.

En cas de vacance avant l'expiration des deux ans, les fonctions du nouveau Vice-Président qui sera élu cesseront à la fin de ce délai.

#### ART. 2.

Pour la période des deux années, qui a commencé au mois de janvier dernier, l'élection sera faite à la première réunion après la publication du présent arrêté.

Fait au Caire, le 11 février 1894.

RIAZ.



## DÉCRET

**du 26 mars 1900, portant modification du règlement d'organisation judiciaire pour les procès mixtes (compétence).**

---

Nous, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Vu le règlement d'organisation judiciaire pour les procès mixtes en Egypte ;

Après accord intervenu entre notre Gouvernement et les Puissances qui ont adhéré à la Réforme judiciaire ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

DÉCRÉTONS :

### ARTICLE PREMIER

Les articles 9 et 11 du titre I<sup>er</sup>, chapitre I<sup>er</sup>, paragraphe 2, du règlement d'organisation judiciaire sont remplacés respectivement par les articles nouveaux ci-après :

« 9. — Ces Tribunaux connaîtront seuls des contestations en matière civile et commerciale entre indigènes et étrangers et entre étrangers de nationalités différentes, en dehors du statut personnel.

« Ils connaîtront seulement des actions réelles immobilières entre indigènes et étrangers ou entre étrangers de même nationalité ou de nationalités différentes.

« *La Municipalité d'Alexandrie, dans ses rapports avec les indigènes, n'est pas justiciable des Tribunaux mixtes.*

« 11. — Les Tribunaux ne pourront pas statuer sur la propriété du domaine public.



« Ils ne pourront connaître des actes de souveraineté ni des mesures prises par le Gouvernement, en exécution et en conformité des lois et règlements d'administration publique.

« Mais, sans pouvoir interpréter un acte d'administration ou en arrêter l'exécution, ils seront compétents pour juger les atteintes portées par cet acte à un droit acquis d'un étranger, reconnu soit par des traités, soit par des lois, soit par des conventions. »

ART. 2.

Ces dispositions entreront en vigueur un mois après la publication qui en sera faite dans les formes prévues par l'art. 35, titre I<sup>er</sup>, du Règlement d'organisation judiciaire.

ART. 3.

Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais d'Abdin, le 26 Mars 1900.

ABBAS HILMI.

---



## RÈGLEMENT

**Relatif à la création d'une Caisse de Prévoyance pour les employés de la Municipalité, arrêté par la Commission Municipale dans sa séance du 16 Mai 1900.**

---

### ARTICLE PREMIER.

#### *Institution.*

Il est créé une Caisse de Prévoyance pour les employés classés de la Municipalité n'ayant pas droit à une pension de la part du Gouvernement.

### ART. 2.

#### *Ressources.*

Cette Caisse est alimentée :

1° Par une affectation obligatoire de 5 % des appointements mensuels des dits employés.

2° Par le versement qu'effectuera la Municipalité d'une somme égale, sans toutefois que sa participation puisse excéder douze cents livres égyptiennes par an.

3° Par tout autre don ou attribution qui seraient faits à la Caisse et qui devront être soumis à l'acceptation de la Commission municipale.

Les versements de la Municipalité, en y comprenant les allocations déjà votées en vue de l'institution de la Caisse, sont faits sous condition d'insaisissabilité et d'incessibilité pour tous leurs effets et suites.

Ce même caractère est attaché à l'acceptation visée ci-dessus, sauf le cas de conditions contraires de la part du donateur.

### ART. 3.

#### *Emploi.*

L'emploi sera fait en titres du Gouvernement Egyptien et en valeurs à lots productives d'intérêts. Il ne pourra cependant être



fait en valeurs à lots que sur les versements de la Municipalité et pour le cinquième de leur montant.

ART. 4.

*Dispositions de comptabilité.*

Il sera établi deux comptes distincts :

1° *Compte Versements du personnel.* — Ce compte sera crédité des sommes provenant du 5 %, des appointements du personnel ainsi que des intérêts en provenant, comme il sera indiqué au § 4 du présent article.

Chaque employé ayant droit aura un compte ouvert dans un livre « Compte courant », le total des soldes de ce livre devant toujours être égal au total des sommes figurant au crédit du personnel sous la rubrique « Compte versements du personnel ».

2° *Compte Municipal*, dans lequel figureront tous les versements de la Municipalité ou dons des tiers, ainsi que les bénéfices de titres sortis au tirage avec prime.

Ce compte s'augmentera en cas de plus-value ou sera diminué en cas de perte des différences pouvant résulter dans la valeur du Portefeuille Titres, évaluée chaque année aux cours du 31 Décembre.

Ce compte sera, en outre, crédité de tous les intérêts encaissés à quelque titre que ce soit, et débité des intérêts bonifiés au compte « Versements du personnel ».

3° A la fin de chaque année, après régularisation des intérêts, les comptes devront être arrêtés et le total des comptes « Versements du personnel et Compte municipal » devra être égal au total du compte « Titres » et des soldes éventuels des espèces en caisse.

4° *Intérêts.* — Afin de simplifier les calculs des intérêts revenant aux versements des employés, un taux fixé sera établi par le Conseil de Direction à la fin de chaque année pour l'exercice écoulé en prenant pour base le rendement des titres en portefeuille.

5° Dans le cas où des employés ayant droit réclameraient la liquidation de leur compte pendant un exercice en cours, le règlement proportionnel de leur part dans le fonds général s'effectuera



sur le solde de ce compte arrêté au 31 Décembre de l'année précédente, en négligeant la plus ou moins-value que ce compte aurait pu subir depuis cette époque. Les intérêts sur les comptes individuels seront calculés au même taux que ceux fixés pour l'exercice précédent.

ART. 5.

*Droits des employés participants.*

a) Sauf les cas prévus aux paragraphes qui suivent, les employés ne peuvent, pour quelque motif que ce soit, réclamer la liquidation de leur part dans le compte : « Versements du personnel et compte Municipal » avant 25 années révolues de service à la Municipalité (instituée le 5 janvier 1890), sans qu'aucun service antérieur ait à être pris en considération. Exception est faite à cette règle de durée de services pour les employés ayant dépassé l'âge de 55 ans ou qui deviendraient inaptes à leurs fonctions par suite d'infirmités constatées.

Les employés quittant le service dans ces conditions auront droit à leur quote-part proportionnelle dans les deux comptes.

Ces mêmes droits seront acquis aux employés licenciés par économie ou suppression d'emploi ou en cas de décès au service ou en congé.

En ce dernier cas (décès au service ou en congé), la part provenant du fonds municipal sera partagée entre la veuve ou les veuves et les fils ou filles de l'employé, par parts égales entre tous. S'il n'y a, par exemple, qu'une veuve et point d'enfants, la veuve recevra tout et réciproquement. A défaut de veuves ou d'enfants, la dite part sera dévolue aux père, mère, frères et sœurs de l'employé, par parts égales entre tous et dans les mêmes conditions que ci-dessus. S'il n'y a ni père, ni mère, ni frère, ni sœur, la dite part restera acquise au fonds municipal.

Et, quant à la part provenant des versements personnels de l'employé, une distinction sera faite : si l'employé était musulman, la dite part sera dévolue à ses héritiers légaux ; si l'employé était non-musulman, elle sera attribuée dans les mêmes conditions que la part provenant du fonds municipal ; si cependant l'employé non-musulman ne laisse ni veuve, ni enfants, ni père, ni mère, ni frère, ni sœur, la part provenant de ses versements personnels sera dévolue à ses héritiers légaux.



Les dévolutions ci-dessus ne peuvent être modifiées par aucune donation entre vifs ou disposition testamentaire (1).

b) Au cas de démission avant la période de services ou la limite d'âge prévues ci-dessus, l'employé n'aura droit qu'au remboursement du cinq pour cent de ses appointements personnels, versé par lui, augmenté des intérêts y afférents, sans aucune participation au compte municipal.

Au cas de révocation d'un employé par mesure disciplinaire, la juridiction disciplinaire (Délégation) statuera, mais elle ne pourra lui allouer au delà du montant des versements effectués par lui, sans participation au compte municipal ni aux intérêts dont il aurait été déjà crédité, lesquels feront retour au profit de la masse et feront partie du compte municipal.

c) Au cas où aucune demande de liquidation n'est régulièrement formulée dans les trois années qui suivent le décès ou dans les six mois qui suivent la sortie du service, la somme reste acquise au compte municipal, aussi bien celle provenant des versements de l'employé que celle lui revenant du fonds municipal.

## ART. 6.

### *Administration.*

La Caisse de prévoyance est gérée, sous la responsabilité de la Municipalité, par un conseil de direction composé du président, du vice-président de la Municipalité, du président du Comité des finances, de deux membres nommés par la Commission et des trois plus anciens chefs de service participants.

Le président ou, à défaut, le vice-président de la Municipalité, préside ce comité. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les décisions du Conseil ne sont valables que si au moins quatre membres sont présents.

Au cas de départ ou d'empêchement prolongé de deux des plus anciens chefs de service, ils sont suppléés par les deux chefs de service les plus anciens après eux.

---

(1) La dévolution, en cas de décès, a été fixée comme ci-dessus, par le Comité chargé d'arrêter définitivement les termes de cette disposition.



Le Comité détermine l'emploi des fonds, décide la vente et le remplacement des titres ; il établit la liquidation des comptes ; il représente la Caisse en justice et, d'une manière générale, procède à tous les actes que comporte le fonctionnement de la Caisse.

Des procès-verbaux seront tenus aux séances.

Le compte-rendu de la Caisse de prévoyance est annexé au compte annuel de la Municipalité et soumis à l'approbation de la Commission Municipale.

#### ART. 7.

##### *Modifications.*

Aucun article du présent règlement ne pourra être modifié par la Commission municipale si elle n'est pas composée des deux tiers de ses membres et si la majorité n'est pas des trois quarts.

#### ART. 8.

##### *Disposition transitoire.*

Le présent règlement entrera en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1900 pour ce qui concerne le 5 % des appointements des employés et s'appliquera, par suite, aux appointements de juin ; pour l'année 1900, le versement de la Municipalité restera tel qu'il figure au budget.

---



## RÈGLEMENT

du 7 août 1901, relatif aux élections des propriétaires.

---

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le décret du 5 janvier 1890, instituant une Commission Municipale à Alexandrie ;

Vu l'arrêté du 8 février 1890 ;

Vu le règlement arrêté, en leur séance du 10 juin 1901, par les propriétaires d'immeubles d'Alexandrie pour établir le mode d'élection des représentants des propriétaires à la Commission Municipale,

ARRÊTE :

### ARTICLE PREMIER

Le règlement établissant le mode d'élection à la Commission Municipale d'Alexandrie des représentants des propriétaires d'immeubles, dont le texte est annexé au présent arrêté est approuvé.

### ART. 2.

Le Gouverneur d'Alexandrie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Alexandrie, le 7 août 1901.

*Le Ministre de l'Intérieur p. i.,*

H. FAKHRY.

---

**RÈGLEMENT** établissant le mode d'élection pour les représentants des propriétaires d'immeubles à la Commission Municipale d'Alexandrie.

---

### ARTICLE PREMIER

Sont électeurs au collège des propriétaires, les propriétaires d'immeubles situés dans la ville d'Alexandrie et sa banlieue, inscrits sur la liste municipale générale.



ART. 2.

La liste des électeurs propriétaires sera arrêtée chaque année par une commission composée de S. E. le Gouverneur, du Vice-Président de la Municipalité, d'un conseiller nommé par la Commission et des deux conseillers élus par les propriétaires.

La liste restera affichée au siège du Gouvernorat et sur le perron de la Bourse Khédiviale du 5 au 20 janvier de l'année suivante.

Les réclamations seront adressées du 20 au 31 janvier au Vice-Président de la Commission Municipale, qui devra ouvrir un registre sur lequel elles seront inscrites par ordre de date ; récépissé sera donné de chaque réclamation.

L'électeur dont l'inscription aura été contestée par un électeur-propriétaire inscrit en sera averti, sans frais, par le Vice-Président de la Commission Municipale et pourra présenter ses observations.

Ces réclamations seront jugées souverainement par la Commission Municipale du 1<sup>er</sup> au 15 février.

ART. 3.

Nul n'est éligible s'il n'est électeur.

ART. 4.

Il est procédé à l'élection au jour et au lieu qui sont fixés par le Gouverneur d'Alexandrie au moins huit jours d'avance.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si cette majorité n'est point atteinte, l'élection s'opère à un second tour de scrutin secret, à la majorité relative.

Le droit d'élection ne peut être exercé que personnellement.

Chaque bulletin de vote ne peut contenir qu'autant de noms qu'il y a de membres à élire. Si ce nombre est dépassé, les premiers noms inscrits sont seuls comptés.

Les bulletins blancs ne sont pas comptés comme suffrages exprimés pour l'établissement de la majorité absolue.

La direction de l'élection appartient à une commission électorale composée de quatre électeurs-propriétaires sachant lire et écrire, choisis par les électeurs présents au moment de l'ouverture de l'opération électorale qui aura lieu à l'heure fixée, quel que soit



le nombre des électeurs présents, et d'un délégué du Ministère de l'Intérieur, qui en aura la présidence. Cette Commission électorale nomme dans son sein un secrétaire.

ART. 5.

Les électeurs-propriétaires ont seuls l'accès à la salle de vote. Ils ne peuvent pas s'y présenter en armes.

ART. 6.

Le délégué ministériel, président de la Commission électorale, prend les mesures nécessaires pour assurer la liberté du suffrage et la régularité des opérations électorales.

Il a la police de l'Assemblée. Il peut rappeler tout assistant à l'ordre et, au besoin, requérir la force armée par l'intermédiaire du délégué du Gouverneur. Il peut lever la séance pour la remettre à une autre heure, en cas de nécessité absolue.

ART. 7.

Le président de la Commission électorale doit constater, au commencement de l'opération, l'heure à laquelle le scrutin est ouvert, montrer aux électeurs présents que la caisse dans laquelle doivent être déposés les bulletins est vide et la fermer avec une clef qui reste entre ses mains.

Il constate également l'heure à laquelle il déclare le scrutin clos.

ART. 8.

Trois membres de la Commission électorale, au moins, doivent être présents pendant tout le cours des opérations.

Le secrétaire compte au nombre de ces trois membres.

Si, à un moment donné, la Commission ne se trouve plus composée de trois membres, le président doit la compléter parmi les électeurs présents.

Lorsqu'il s'absente lui-même, momentanément, le président est remplacé par le membre du bureau qu'il désignera.

Le président désigne aussi le membre du bureau qui doit remplacer le secrétaire absent momentanément.



ART. 9.

La Commission électorale apprécie, séance tenante et sous réserve des dispositions de l'art. 16, toutes les difficultés qui s'élèvent sur les opérations de l'Assemblée.

Les délibérations sont secrètes. Les décisions sont prises à la majorité, en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Elles sont motivées et prononcées à haute voix par le président et insérées au procès-verbal, de même que toutes les réclamations.

Toutefois, le défaut de mention au procès-verbal des difficultés survenues et des décisions prises, ne peut motiver l'annulation des opérations électorales, sauf à l'intéressé à l'établir par les moyens de droit.

ART. 10.

Le scrutin reste ouvert de 9 heures et demie du matin à 4 heures et demie de relevée.

Les membres de la Commission électorale, en tant qu'ils sont électeurs, votent les premiers.

ART. 11.

Les électeurs qui ne savent pas écrire pourront exprimer leur vote de vive voix, dans les mêmes conditions que celles établies par le scrutin secret. Dans ce cas, le vote de chaque électeur est enregistré sur une liste en marge de son nom.

L'enregistrement est fait par le secrétaire de la Commission, sous le contrôle d'un membre de cette Commission choisi par l'électeur.

Celui-ci pourra exprimer son vote de manière à ce qu'il ne soit entendu que du secrétaire et du membre qu'il aura désigné.

ART. 12.

Les votes formulés conditionnellement sont nuls.

La Commission délibère immédiatement et prononce sur la validité ou l'invalidité des votes sans préjudice de la disposition contenue à l'art. 16.

ART. 13.

Dès que, à l'heure de clôture, tous les électeurs présents auront donné leur vote, le président de la Commission électorale déclarera le scrutin clos.



Le président et les membres de la Commission électorale signent la liste de vote.

Ces opérations achevées, le nombre des votants est vérifié et déclaré immédiatement à l'Assemblée par le président de la Commission.

Il est ensuite procédé, devant les électeurs présents, au dépouillement des votes.

#### ART. 14.

Si deux candidats obtiennent le même nombre de suffrages, il est procédé au tirage au sort.

Si l'élu ou l'un d'eux appartient à une nationalité comprenant déjà trois élus, celui ou ceux qui auront réuni, après lui, le plus grand nombre de suffrages, seront nommés.

#### ART. 15.

Le président de la Commission électorale proclame les noms des membres élus.

Le président et tous les membres de la Commission électorale signent, séance tenante, le procès-verbal de l'élection qui est transmis directement, avec tous les actes électoraux, au Ministre de l'Intérieur, dans la huitaine.

Un double, certifié conforme par le président et les membres de la Commission électorale, reste auprès du Gouverneur.

#### ART. 16.

Toutes réclamations contre la validité des élections doivent être présentées, dans les huit jours, à peine de déchéance, au président de la Commission Municipale et sont jugées souverainement par cette Commission.

Le président de la Commission Municipale communiquera d'urgence la contestation au Ministère de l'Intérieur.

#### ART. 17.

A l'expiration de ce délai, le Ministère de l'Intérieur adresse à chacun des membres élus, possédant les qualités d'éligibilité requises et dont l'élection n'a pas été contestée, un certificat d'élection.

Ce certificat permet au membre élu d'exercer ses fonctions.

Pour ceux dont l'élection est contestée, il est sursis jusqu'à décision de la Commission Municipale,



## ARRÊTÉ <sup>(1)</sup>

du 13 février 1904, relatif aux élections des importateurs.

---

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le Règlement arrêté, en sa séance du 27 janvier 1904, par le Comité de l'Association du Commerce d'importation, et transmis au Ministère par le président de la dite association ;

Vu l'art. 7 du décret du 5 janvier 1890, instituant une Commission Municipale à Alexandrie,

### ARRÊTE :

Le Règlement établissant le mode d'élection à la Commission Municipale d'Alexandrie des représentants des négociants importateurs, dont le texte est annexé au présent arrêté, est approuvé.

Le Caire, le 13 février 1904.

MOUSTAPHA FEHMY.

---

### RÈGLEMENT pour les élections des négociants importateurs à la Commission Municipale d'Alexandrie.

---

#### ARTICLE PREMIER.

Sont électeurs au collège des négociants importateurs :

a) Les négociants qui achètent en gros des marchandises à l'étranger et les vendent en gros en Egypte.

b) Les négociants commissionnaires qui importent en gros des marchandises de l'étranger et les vendent en gros en Egypte.

c) Les premiers directeurs de sociétés par actions recevant en gros des marchandises de l'étranger et les vendant en gros en Egypte.

---

(1) Modifié par arrêté du 7 juin 1905.



ART. 2.

Nul n'est électeur s'il ne figure sur la liste générale électorale

ART. 3.

Nul n'est éligible s'il n'est électeur.

ART. 4

Le vote n'appartient pas à la raison sociale, mais à chacun de ses membres inscrits sur la liste générale électorale.

ART. 5.

La liste des électeurs importateurs est arrêtée chaque année par une commission composée de cinq membres nommés par le comité de l'Association du Commerce d'importation. La liste reste affichée au siège de la dite association, à la Bourse Khédiviale, à la Municipalité et au Gouvernorat, du 10 au 25 janvier.

Les réclamations doivent être adressées au président de l'Association du Commerce d'importation et sont reçues jusqu'au 31 janvier.

Le président donnera récépissé de chaque réclamation.

L'électeur dont l'inscription est contestée par un électeur importateur, en est averti par le président de l'Association du Commerce d'importation et peut présenter ses observations jusqu'au 10 février.

Ces réclamations sont jugées souverainement par le Comité de l'Association du Commerce d'importation, du 1<sup>er</sup> au 15 février.

ART. 6.

Il est procédé à l'élection au jour fixé par le gouverneur et au lieu fixé par le Comité de l'Association du Commerce d'importation. L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si cette majorité n'est point atteinte, l'élection s'opère à un second tour de scrutin secret à la majorité relative.

Le droit de vote ne peut être exercé que personnellement. Dans le cas où un électeur n'est connu par aucun des membres de la Commission électorale, cette dernière a le droit de lui demander d'amener deux témoins à elle connus pour certifier son identité.



Le bulletin de vote ne peut contenir plus de noms qu'il n'y a de membres à élire. Si ce nombre est dépassé, les premiers noms inscrits sont seuls comptés. Si un nom est répété dans un même bulletin, il ne pourra, en aucun cas, être compté que pour un seul suffrage.

Les bulletins blancs, ceux qui ne contiennent pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se font connaître, n'entrent point en compte dans le résultat du dépouillement, mais ils sont annexés au procès-verbal.

La direction de l'élection appartient à une Commission électorale composée de cinq électeurs importateurs choisis par le Comité de l'Association du Commerce d'importation. Cette Commission électorale nomme dans son sein un président et un secrétaire.

ART. 7.

Les électeurs importateurs ont seuls accès à la salle de vote.

ART. 8.

Le président de la Commission électorale prend les mesures nécessaires pour assurer la liberté du suffrage et la régularité des opérations électorales.

Il a la police de l'Assemblée.

Il peut rappeler tout assistant à l'ordre et au besoin requérir la force armée par l'intermédiaire du Gouverneur. Il peut lever la séance pour la remettre à une autre heure, en cas de nécessité absolue.

ART. 9.

Le président de la Commission électorale doit constater au commencement de l'opération, l'heure à laquelle le scrutin est ouvert, faire vérifier par les électeurs présents que la caisse dans laquelle doivent être déposés les bulletins est vide et la fermer avec une clef qui reste entre ses mains.

Il constate également l'heure à laquelle il déclare le scrutin clos.

ART. 10.

Trois membres de la Commission électorale au moins doivent être présents pendant tout le cours des opérations.



Le secrétaire compte au nombre de ces trois membres.

Si, à un moment donné, la Commission ne se trouve plus composée de trois membres, le président doit la compléter parmi les électeurs présents.

Lorsqu'il s'absente lui-même, momentanément, le président est remplacé par le membre du bureau qu'il désigne.

Le président désigne aussi le membre du bureau qui doit remplacer le secrétaire absent momentanément.

#### ART. 11.

La Commission électorale apprécie séance tenante et sous réserve des dispositions de l'article 18, toutes les difficultés qui s'élèvent sur les opérations de l'Assemblée.

Les délibérations sont secrètes. Les décisions sont prises à la majorité ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Elles sont prononcées à haute voix par le président et insérées au procès-verbal, de même que toutes les réclamations.

Toutefois, le défaut de mention au procès-verbal des difficultés survenues et des décisions prises, ne peut motiver l'annulation des opérations électorales.

#### ART. 12.

Le scrutin reste ouvert de 9 heures et demie du matin à 4 heures et demie de relevée.

Les membres de la Commission électorale votent les premiers.

#### ART. 13.

Les votes formulés conditionnellement sont nuls.

La Commission en délibère immédiatement et se prononce sur la validité ou l'invalidité des votes, sans préjudice de la disposition contenue à l'article 18.

#### ART. 14.

Dès que, à l'heure de la clôture, tous les électeurs présents ont voté, le président de la Commission électorale déclare le scrutin clos.

Le président et les membres de la Commission électorale signent la liste de vote.



Ces opérations achevées, le nombre des votants est vérifié et déclaré immédiatement à l'Assemblée par le président de la Commission.

Il est ensuite procédé, devant les électeurs présents, au dépouillement des votes.

ART. 15.

Si deux candidats obtiennent le même nombre de suffrages, il est procédé à un tirage au sort entre eux. Si l'élu ou l'un d'eux appartient à une nationalité comprenant déjà trois élus, le ou les candidats d'une autre nationalité qui ont réuni, après lui, le plus grand nombre de suffrages, sont proclamés élus.

ART. 16.

Le président de la Commission électorale proclame les noms des membres élus.

Le président et tous les membres de la Commission électorale signent, séance tenante, le procès-verbal de l'élection qui est transmis directement, avec tous les actes électoraux, au Ministre de l'Intérieur, dans la huitaine.

Un double, certifié conforme par le président et les membres de la Commission électorale, reste au siège de l'Association du Commerce d'importation.

ART. 17.

Le Ministère de l'Intérieur, aussitôt qu'il aura été informé du résultat des élections, adressera à chacun des membres élus, possédant les qualités d'éligibilité requises, un certificat d'élection. Ce certificat autorise le membre élu à exercer ses fonctions jusqu'à décision contraire.

ART. 18.

Toutes réclamations contre la validité des élections devront être présentées dans les huit jours, à peine de déchéance, au président de l'Association du Commerce d'importation qui les transmettra avec rapport au président de la Commission Municipale; elles seront jugées souverainement par cette Commission.

---



## ARRÊTÉ

du Ministre de l'Intérieur du 27 juin 1904, portant réorganisation  
de la Municipalité d'Alexandrie.

---

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 45 du décret du 5 janvier 1890,

ARRÊTE :

### TITRE PREMIER

Délégation des pouvoirs municipaux. — Composition de la Délégation Municipale.

#### ARTICLE PREMIER

La Commission Municipale élit, parmi ses membres, un collège composé de sept membres, en dehors du président et du vice-président de la Commission, et qui a la dénomination de Délégation Municipale.

La Délégation est présidée par le président de la Commission et, à défaut, par le vice-président, qui en sont membres de droit.

*Election des membres de la Délégation Municipale  
et durée de leurs fonctions.*

#### ART. 2.

Les membres de la Délégation sont nommés au scrutin secret et à la majorité absolue des voix des conseillers en fonctions.

Si, au premier tour de scrutin, la majorité absolue n'est pas atteinte, il est procédé à un second tour et, alors, l'élection a lieu à la majorité relative des suffrages exprimés.

Au cas de partage des voix, l'élection se règle par tirage au sort. Ils sont nommés pour une année ; ils sont rééligibles.



Au cours des élections municipales, la Délégation Municipale continue ses fonctions, mais elle ne peut être alors composée que de membres non-sortants.

Les membres sortants, qu'ils soient élus ou nommés par le Gouvernement, sont remplacés par des membres nommés par la Commission avant les élections.

*Attributions générales de la Délégation Municipale.*

ART. 3.

La Délégation est l'organe administratif et exécutif permanent de la Municipalité.

Elle est assistée par un administrateur, placé sous son autorité, qui est nommé par la Commission Municipale, sauf agrément du Ministère.

En cas d'absence ou d'empêchement prolongé de l'administrateur, la Délégation prend les mesures nécessaires pour assurer la bonne marche des affaires.

L'administrateur doit, sauf empêchement, assister aux séances de la Délégation ; il y a voix consultative.

*Attributions spéciales de la Délégation Municipale.*

ART. 4.

Les attributions de la Délégation Municipale sont plus spécialement les suivantes :

a) La correspondance présentant une certaine importance et particulièrement avec le Ministère, les administrations et autorités, les concessionnaires de service ou travaux publics ; elle sera signée par le président ou le vice-président.

b) L'examen des propositions budgétaires.

c) L'étude de toutes propositions relatives à l'augmentation ou à la modification de tous crédits inscrits au budget des dépenses ou à l'ouverture de nouveaux crédits.

d) L'étude de toutes propositions tendant à l'établissement de centièmes additionnels aux taxes existantes, à la création de nouvelles taxes et à l'ouverture d'emprunts, dans les limites fixées par l'article 31 du décret du 5 janvier 1890.



- e) L'examen du compte annuel prévu à l'art. 43 du dit décret.
- f) L'étude des projets, plans et devis des travaux neufs ou d'entretien.
- g) L'étude préparatoire et les propositions relatives aux affaires contentieuses.
- h) L'étude de toutes autres questions du ressort de la Commission.
- i) L'élaboration de toute modification au règlement intérieur.
- j) Les décisions à prendre pour l'exécution des délibérations de la Commission Municipale ou sur les questions qui lui seront spécialement dévolues par la Commission.
- k) Le concours à prêter au président au vœu de l'article 22 du décret du 5 janvier 1890, pour les nominations, promotions et congés des employés au-dessus de 14 livres, ainsi que pour le licenciement de tous employés classés, et ce, sur avis de l'administrateur.
- l) La juridiction disciplinaire à l'égard du personnel dans les limites du règlement et sur rapport de l'administrateur.
- m) Les décisions à prendre sur les dégrèvements de taxes et impôts pour motifs de droit, sur les pénalités fiscales ou sur les matières de même nature pouvant affecter les revenus municipaux, sur les taxes arriérées, etc.
- n) La fixation de l'ordre du jour des séances de la Commission, sauf dans le cas d'extrême urgence, où le président l'arrêtera lui-même.
- o) L'instruction des réclamations contre la validité des élections et la rédaction des rapports à présenter à ce sujet à la Commission.

*Attributions de l'administrateur.*

ART. 5.

L'administrateur est l'agent exécutif de la Municipalité ; il formule la correspondance en général, d'après les instructions de la Délégation ; il la signe dans les affaires courantes, il élabore le projet du budget et le relevé des comptes définitifs, mensuels et annuels ; il effectue les dépenses autorisées par les prévisions budgétaires ou par délibération spéciale de la Commission ; il le fait sur sa seule initiative, pour les travaux de réparation et entretien



jusqu'à cent livres, et, au delà, sur décision de la Délégation Municipale ; dans les mêmes limites, il souscrit les marchés et procède aux adjudications publiques. Il passe tous actes d'achat, de vente, de transaction ou d'emprunt régulièrement autorisés et, d'une manière générale, tous actes intéressant la Municipalité ; il ordonnance les dépenses sur les crédits régulièrement ouverts ; il présente toutes propositions auprès de la Délégation, des Comités et de la Commission ; il assure et transmet la présentation des rapports des services sur tous objets demandés par la Commission et par les Collèges Municipaux ; il consulte les Comités sur toutes les questions lorsqu'il le croit utile ; il peut déléguer, sous sa responsabilité, certains pouvoirs de signature dans les conditions établies par le règlement.

Les employés municipaux relevant directement de l'administrateur, il leur donne les ordres voulus ; il propose au président la nomination des employés jusqu'à 14 L.E. ; il accorde les congés à ces derniers ; il exerce à l'égard du personnel le pouvoir disciplinaire dans les limites réglementaires ; il nomme les agents hors cadre, dans les limites et les conditions déterminées par le règlement intérieur.

## **TITRE II.**

### **Des Comités Municipaux.**

#### **ART. 6.**

La Commission nomme, dans les formes de l'article 2, des Comités permanents. Ces Comités ont un droit de surveillance générale sur les principaux objets de l'Administration. Ils étudient les questions qu'ils croient utiles, ainsi que celles qui leur sont renvoyées par la Commission ou la Délégation Municipale et en font, s'il y a lieu, rapport à la Commission.

Ils se tiennent à la disposition de la Délégation et à la disposition les uns des autres pour tous avis dans les questions courantes.

#### **ART. 7.**

La Commission peut aussi nommer, de la même manière, sur certains objets spéciaux ou pour des enquêtes, des Comités transitoires et même y comprendre des membres de la Délégation.



ART. 8.

Les Comités élisent dans leur sein un président ; ils peuvent élire un vice-président et, le cas échéant, un rapporteur.

Le président, le vice-président et l'Administrateur ont le droit d'assister et de prendre part, à titre consultatif, aux travaux de ces Comités, jusqu'au moment du vote.

**TITRE III.**

**Des Services Municipaux.**

ART. 9.

Les services municipaux comprennent les divisions suivantes :

- a) Les services administratifs et financiers.
- b) Les services techniques.
- c) Les services sanitaires.

Ils comprennent, dans leurs diverses branches, tous les objets visés par les articles 15 et 31 du décret du 5 janvier 1890 et ceux attribués par décisions ultérieures.

**TITRE IV.**

**Du Budget.**

ART. 10.

Les recettes et les dépenses de la Municipalité ne peuvent être effectuées qu'en conformité du budget de l'exercice ou d'autorisations supplémentaires dûment approuvées.

*Recettes.*

ART. 11.

Les revenus municipaux comprennent deux catégories :

- a) Les revenus perçus directement par la Municipalité, qu'ils proviennent de taxes, d'impôts, contributions, redevances, rentes,



loyers, intérêts, pénalités, amendes, etc., ou de la vente de propriétés mobilières ou immobilières, de legs autorisés, etc.

b) Les revenus perçus pour le compte de la Municipalité par d'autres administrations ou les sommes accordées par le Gouvernement.

Les revenus de la première catégorie sont encaissés ou recouvrés par les soins des services financiers de la Municipalité chargés de ce mandat.

Les revenus de la seconde catégorie seront versés, soit directement à la caisse municipale, soit au crédit du compte de la municipalité, auprès d'une banque déterminée et aux conditions qui seront arrêtées entre la Municipalité et le Ministère des Finances.

### *Dépenses.*

#### ART. 12.

Les mandats d'ordonnancement des dépenses, signés par l'administrateur, doivent énoncer le nom de l'ayant droit, la nature de la dépense, la cause du paiement, la somme à payer, le crédit sur lequel la dépense est imputée. Ils doivent être appuyés des pièces justificatives prescrites par les règlements de la comptabilité générale de l'Etat et, particulièrement, des autorisations prévues par le décret du 5 janvier 1890 et par l'article 5 du présent arrêté.

#### ART. 13.

La Commission Municipale édictera, dans son règlement intérieur, les dispositions convenables pour fixer les responsabilités des fonctionnaires chargés par elle de l'ordonnancement et du contrôle de toutes opérations financières, recettes ou dépenses, et pour assurer l'établissement régulier de la comptabilité municipale, en conformité des règles prévues par l'article 44 du décret du 5 janvier 1890.

### *Comptes.*

#### ART. 14.

La comptabilité de la Municipalité est soumise à la vérification des agents comptables désignés par le Directeur Général de la Comptabilité de l'Etat.



Cette vérification sera opérée dans les bureaux de la Municipalité toutes les fois que le Ministère le jugera nécessaire.

Le compte annuel de la Municipalité doit présenter, par colonnes distinctes et dans l'ordre des chapitres et des articles du budget,

En recettes :

- a) La nature des recettes.
- b) Les évaluations du budget.
- c) Les sommes recouvrées.

En dépenses :

- a) Les articles des dépenses du budget.
- b) Le montant des crédits ouverts au budget ou accordés par des autorisations ultérieures.
- c) Le montant des sommes payées sur ces crédits dans le courant de l'exercice.

Un extrait du compte général de la Municipalité, visé par l'administrateur et signé par le président ou, à son défaut par le vice-président de la Commission Municipale, est transmis au Ministère de l'Intérieur, dans le courant du mois d'avril de l'année suivante, avec un extrait certifié du procès-verbal de la séance de la Commission où le compte a été examiné.

En outre, des états mensuels des recettes et des dépenses seront envoyés chaque mois au Ministère de l'Intérieur.

## **TITRE V.**

### **Des Affaires Contentieuses.**

#### **ART. 15.**

Aucune action ne peut être intentée et aucune défense ne peut être présentée en justice, au nom de la Municipalité, sans une autorisation de la Commission Municipale.

Pour les procédures conservatoires ou urgentes, l'autorisation pourra être donnée par la Délégation et la délibération de la Délégation sera soumise pour approbation à la première réunion de la Commission.



## **TITRE VI.**

### **Du Règlement Intérieur.**

#### **ART. 16.**

Le règlement intérieur contiendra toutes les dispositions d'organisation et de détails que comporte le fonctionnement de la Municipalité et, spécialement, les dispositions se rapportant à l'organisation des différents services et bureaux municipaux, aux attributions des fonctionnaires, chefs de service et employés supérieurs, à l'admission, aux traitements et à l'avancement du personnel municipal, aux règlements disciplinaires, à la préparation du budget et à l'établissement des comptes de la Municipalité.

## **TITRE VII.**

### **Du Périmètre Municipal.**

#### **ART. 17.**

Est annexé au présent arrêté, une copie conforme au plan qui délimite la circonscription de la ville d'Alexandrie et de sa banlieue, d'après l'article 14 du décret du 5 janvier 1890 et l'article 1<sup>er</sup> du décret du 16 mai 1901.

#### **ART. 18.**

Les arrêtés ministériels, en date des 18 mars 1890 et 11 janvier 1892, sont abrogés et remplacés par le présent arrêté.

Cependant, les dispositions des dits arrêtés qui ne sont pas contraires à celles du présent règlement, demeureront en vigueur jusqu'à la promulgation du règlement intérieur de la Municipalité.

#### **ART. 19.**

Le président de la Commission Municipale d'Alexandrie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Caire, le 27 juin 1904.

*Le Ministre de l'Intérieur,*  
MOUSTAPHA FEHMY.



## INSTRUCTIONS

**concernant les archives municipales, arrêtées par la Délégation  
dans sa séance du 30 Mai 1905.**

---

### ARTICLE PREMIER

Les archives se composent de la collection des registres, des correspondances, des minutes ou copies des correspondances expédiées, ainsi que des pièces justificatives de Comptabilité.

Les archives sont formées par les bureaux auxquels appartiennent les pièces au fur et à mesure de leur réception.

### ART. 2.

Les services créeront des dossiers pour chaque affaire ou groupe d'affaires de même nature dans lesquels les pièces seront classées par ordre chronologique. Ces dossiers comporteront également les minutes de lettres se référant à l'affaire et tout document la concernant, tels que : décisions de la Délégation, de la Commission et des différents Comités. Ces pièces seront enregistrées sur le dossier avec mention du numéro d'ordre, de la date, de la provenance et de l'objet en résumé de la pièce.

Ces dossiers seront numérotés consécutivement, la série des numéros se reportant chaque année.

### ART. 3.

Au cas où une seule pièce se réfère à deux différentes questions, copie en sera mise dans un dossier et l'original dans l'autre.

### ART. 4.

Les dossiers sont clôturés et classés année par année. Mais pour certaines affaires importantes dont l'examen peut s'étendre à plus d'un exercice, les dossiers resteront auprès des services jusqu'à ce que l'affaire soit complètement terminée.



ART. 5.

Chaque service aura à désigner un employé spécial pour la formation de ses dossiers, lequel employé sera responsable de la bonne tenue des dossiers et de l'observation des dispositions des présentes instructions. Chaque service tiendra une table répertoire de tous les dossiers et registres composant ses archives, afin de faciliter les recherches.

ART. 6.

Les bureaux communiqueront chaque mois, au service administratif, les numéros des dossiers dans lesquels la pièce reçue a été classée. Ces numéros seront reportés sur le registre d'enregistrement en regard des lettres auxquelles elles se rapportent.

ART. 7.

Les procès-verbaux de la Délégation, de la Commission, les rapports annuels sur les budget et comptes de la Municipalité, les ordres de service, les notes, etc., seront réunis indistinctement par chaque bureau et classés par ordre chronologique. Ces documents restent toujours dans les bureaux pour être consultés en cas de nécessités.

ART. 8.

D'une manière générale, les archives doivent être divisées en trois catégories :

a) Les registres et documents inutiles, c'est-à-dire ceux qui, l'année finie, ne présentent plus d'intérêt, soit au point de vue des renseignements, soit pour la solution des affaires auxquelles ils se réfèrent ou qui y sont traitées, soit pour la sauvegarde des intérêts de la Municipalité ou des particuliers ;

b) Les registres et documents à conserver pour un certain temps ;

c) Les registres et documents à conserver indéfiniment, c'est-à-dire ceux qui sont d'un intérêt perpétuel et utiles à consulter.

Comme ces trois catégories diffèrent pour chaque bureau, il sera annexé à la présente une table indiquant la nomenclature et la durée des années des pièces à conserver.



ART. 9.

Les services conserveront les archives de l'année en cours et de l'année précédente, c'est-à-dire les archives de deux années.

A l'expiration de deux années, ils consigneront leurs dossiers et registres, au plus tard au mois d'avril.

ART. 10.

Les registres doivent être consignés en bon état et reliés, au besoin, avant leur consignation aux archives centrales. Ils porteront une fiche indiquant leur nature et l'année.

ART. 11.

La consignation se fera au moyen de bordereaux de consignation du modèle prescrit par le code financier. Ces bordereaux seront dressés en double exemplaire, signés par le chef du bureau et l'archiviste. Un exemplaire sera conservé dans le bureau pour la décharge, le second sera consigné aux archives qui formeront un dossier de ces bordereaux, avec sous-dossier pour chaque bureau. Ces bordereaux seront copiés dans un copie-lettres spécial.

Des bordereaux séparés seront dressés pour les dossiers à conserver indéfiniment et pour les dossiers à supprimer dans un délai déterminé.

Les archives inutiles seront mises dans des sacs fermés et seront consignées à l'archiviste par un carnet de consignation indiquant le nombre des sacs.

ART. 12.

L'archiviste aura soin de voir, en prenant consignation des registres, que ces derniers ne portent aucune déchirure de pages.

ART. 13.

Le retrait de documents des archives centrales peut se faire par les services moyennant une note remplaçante. Les chemises des dossiers ne doivent, en aucun cas, sortir des archives.



Les pièces formant le dossier seront, au cas où tout le dossier doit être consulté, mises dans un dossier en blanc et une note remplaçante sera placée dans le dossier conservé aux archives.

ART. 14.

Il est permis seulement aux employés ayant une autorisation écrite de la part du chef du service de faire des recherches dans les archives.

ART. 15.

L'archiviste aura soin de dresser, au mois de juillet de chaque année, un état des archives à supprimer, et celles dont le délai de conservation est expiré. Cet état sera soumis à la Délégation qui décidera de leur vente.

ART. 16.

Les archives à supprimer ne doivent être détruites que deux années après leur consignation aux archives.

ART. 17.

L'archiviste central tiendra un répertoire séparé et des casiers spéciaux pour chaque service. Ce répertoire indiquera le numéro du dossier, le titre et la lettre indicative du carton dans lequel il sera placé.

ART. 18.

Le service administratif aura à exercer un contrôle permanent sur les archives des services et en référera à l'Administration, en cas de négligence ou de dérogation aux présentes instructions. Les chefs des services sont également tenus de veiller à ce que les dossiers conservés dans leurs bureaux soient continuellement à jour et tenus d'une façon propre et intelligente.

---



## ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 7 juin 1905 comportant des modifications au Règlement  
du Collège des Importateurs.

---

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le Règlement établissant le mode d'élection des représentants des négociants importateurs à la Commission Municipale d'Alexandrie, approuvé par arrêté de ce Ministère du 13 Février 1904;

Vu les modifications aux art. 1 et 5 du dit Règlement, délibérées par le Comité de l'Association du Commerce d'Importation;

Vu l'art. 7 du Décret du 5 janvier 1890 instituant une Commission Municipale d'Alexandrie;

### ARRÊTE :

Sont approuvées les modifications aux art. 1 et 5 du Règlement pour les élections des représentants des négociants importateurs à la Commission Municipale d'Alexandrie, délibérées par le Comité de l'Association du Commerce d'Importation dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le Caire, le 7 juin 1905.

Signé : MOUSTAPHA FEHMY.

### ANNEXE

---

*Modifications aux art. 1<sup>er</sup> et 5 du Règlement pour les élections des représentants des négociants importateurs à la Commission Municipale d'Alexandrie, délibérées par le Comité de l'Association du Commerce d'Importation.*

#### ARTICLE PREMIER

Sont électeurs au collège des négociants importateurs :

Les négociants, les premiers directeurs de Sociétés par actions, les premiers directeurs qui sont fondés de pouvoirs des maisons



d'importation dont les chefs résident hors d'Alexandrie et qui reçoivent en gros à Alexandrie, directement et d'une façon régulière, des marchandises importées de l'étranger, dans un des buts suivants :

- a) Pour les vendre ou les livrer en gros ;
- b) Pour les vendre au détail ; dans ce cas, le local qu'ils occupent doit être uniquement destiné à leur vente et le loyer doit être inscrit sur les registres municipaux pour une valeur d'au moins soixante-quinze livres égyptiennes, la marchandise vendue au détail ne doit pas être utilisée ou consommée sur le lieu de la vente ;
- c) Pour en faire l'objet d'une industrie ; dans ce cas, le local d'industrie doit être inscrit sur les registres municipaux pour un loyer d'au moins soixante-quinze livres égyptiennes.

#### ART. 5.

La liste des électeurs importateurs est arrêtée chaque année par une commission composée de cinq membres nommés par le Comité de l'Association du Commerce d'Importation. La liste reste affichée au siège de la dite Association, à la Bourse Khédiyale, à la Municipalité et au Gouvernorat, du 10 au 25 janvier.

Les réclamations doivent être adressées au Président de l'Association du Commerce d'Importation et sont reçues jusqu'au 31 janvier.

Le Président donnera récépissé de chaque réclamation.

L'électeur, dont l'inscription est contestée par un électeur importateur, en est averti par le Président de l'Association du Commerce d'Importation, et peut présenter ses observations jusqu'au 10 février.

Les réclamations et les contestations au sujet de la liste sont jugées souverainement du 1<sup>er</sup> au 15 février par le Comité de l'Association du Commerce d'Importation, qui siégera sous la présidence du Directeur de la Délégation du Contentieux de l'Etat à Alexandrie.



# RÈGLEMENT INTÉRIEUR

## DE LA

### MUNICIPALITÉ D'ALEXANDRIE

---

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu les délibérations de la Commission en date des 8 février et 31 mai 1905, et après approbation donnée par S. E. le Ministre de l'Intérieur par lettre du 11 juin 1905 N° 3299 B ;

Vu l'article 16 du Décret du 5 janvier 1890 ;

Vu les arrêtés du Ministre de l'Intérieur des 18 mars 1890, 11 janvier 1892 et 27 juin 1904 ;

Arrête comme suit le nouveau règlement intérieur de la Municipalité :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>

##### De la Commission Municipale.

##### ARTICLE PREMIER

La Commission se réunit en séance ordinaire, une fois au moins par mois, le mercredi.

Elle se réunit aussi en séance extraordinaire.

##### ART. 2.

L'ordre du jour des séances, tant ordinaires qu'extraordinaires, sera communiqué aux membres par écrit et à domicile.

Cette communication sera faite pour les séances ordinaires, au plus tard, le samedi précédant la séance.

Tout ordre du jour sera également communiqué au Ministre de l'Intérieur, au besoin télégraphiquement.



Si l'ordre du jour d'une séance, soit ordinaire, soit extraordinaire, n'est pas épuisé, la discussion sera continuée les jours suivants.

Les séances sont ouvertes à l'heure fixée, aussitôt que la Commission est en nombre légal. Si ce nombre n'est pas atteint après une demi-heure, la séance est ajournée et, après un délai de 48 heures au plus tôt et dans les huit jours au plus tard, la Commission se réunit de nouveau ; les délibérations de cette seconde séance ne pourront porter que sur les seules questions qui figuraient à l'ordre du jour de la séance ajournée ; les lettres de convocation rappelleront qu'il sera délibéré valablement quel que soit le nombre des membres présents, tant dans cette nouvelle séance que dans celles qui suivraient, conformément à l'alinéa précédent, jusqu'à complet épuisement de l'ordre du jour.

Les conseillers qui seraient empêchés d'assister à une ou plusieurs séances donneront avis de cet empêchement au Président, à défaut de quoi, l'absence sera considérée comme non justifiée.

Les absences non justifiées seront signalées au procès-verbal ; après trois absences consécutives, il pourra être procédé selon l'art. 29 du Décret du 5 janvier 1890.

Ces sanctions seront aussi applicables à tout membre de la Commission qui, ayant assisté à une partie de la séance, se retirerait sans l'agrément du Président.

### ART. 3.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, les attributions du Président passent au Vice-Président.

En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, ces attributions sont exercées par le plus âgé des conseillers présents à la séance et, si celui-ci ne les assume point, par un autre membre de la Commission, suivant rang d'âge.

### ART. 4.

Il est interdit à tout membre de la Commission de procéder comme avocat ou comme cessionnaire de droit litigieux dans des procès intéressant la Municipalité.



ART. 5.

Aucun conseiller ne pourra ni plaider ni donner son avis sur aucune affaire contentieuse concernant la Municipalité, si ce n'est gratuitement.

ART. 6.

Le Président a la police de l'Assemblée.

A l'ouverture de chaque séance, il est donné lecture du procès-verbal de la séance précédente, si ce procès-verbal n'a pas été distribué aux conseillers.

Le procès-verbal mentionne les noms des conseillers qui ont pris part aux délibérations et de ceux qui ont été absents ou qui se sont retirés de la séance. Il contient le résumé des discussions importantes et les décisions prises avec indication du nombre de suffrages émis pour ou contre elles et du rapporteur, s'il y en a eu.

Après approbation par la Commission, le procès-verbal est signé par le Président et contresigné par le Secrétaire.

Une expédition en est adressée, par le Président, au Ministre de l'Intérieur, dans le délai de trois jours à partir du jour de l'approbation.

Le Président enverra au Ministre de l'Intérieur, dans les 48 heures qui suivront la séance, le compte-rendu sommaire des résolutions prises par la Commission.

Les procès-verbaux de la Commission pourront être communiqués à la presse et aux personnes dont la liste sera établie chaque année.

ART. 7.

Après lecture, s'il y a lieu, du procès-verbal de la séance précédente et des procès-verbaux des séances de la Délégation, le Président donne communication à la Commission des décisions et lettres ministérielles intervenues. Il donnera également communication à telles fins que la Commission jugera utiles de toutes dépêches, lettres, pétitions ou autres documents pouvant l'intéresser, sauf les écrits anonymes.

ART. 8.

Dans les discussions, on ne peut se servir que des langues admises devant les Tribunaux Mixtes.



ART. 9.

La parole est accordée suivant l'ordre des demandes, sauf pour le Vice-Président qui a toujours la priorité.

Chaque membre, qui n'a pas encore pris la parole, aura la priorité sur celui qui a déjà parlé sur la même question.

Lorsque le Président prend part à la discussion, il cède la place au Vice-Président jusqu'à ce que la discussion de l'objet sur lequel il a pris la parole ait été épuisée et que le vote soit intervenu, il observe, pendant ce temps, les règles applicables aux autres membres de la Commission.

Le Vice-Président, lorsqu'il préside la séance et veut prendre part à la discussion, est remplacé par le doyen d'âge de la Commission.

ART. 10.

Chaque conseiller parle de sa place et doit se renfermer dans la question soumise à la délibération. Il ne peut y avoir d'interpellation de collègue à collègue.

ART. 11.

Nul ne peut être interrompu si ce n'est pour un rappel au règlement.

Le rappel au règlement peut être demandé au Président par chaque conseiller.

Le Président peut retirer la parole à tout conseiller qui enfreint quelque disposition du règlement, blesse les convenances ou s'écarte de la question.

ART. 12.

Si un conseiller, après avoir reçu deux avertissements du Président, continue à s'écarter de ses devoirs dans la même discussion, le Président consulte l'Assemblée pour savoir si la parole ne lui sera pas interdite sur la même question pour le reste de la séance.

ART. 13.

La parole doit toujours être accordée lorsqu'elle est demandée sur la position de la question ou pour rappel au règlement ou en réponse à un fait personnel. Dans ces deux derniers cas, il y a priorité sur la discussion de la question principale.



Lors du vote, la question préalable, la question d'ajournement et les amendements, lorsqu'il en est fait, ont la priorité sur la question principale, et de même les sous-amendements sur les amendements.

En matière d'allocation, le vote devra toujours porter, d'abord, sur la proposition comportant l'allocation la plus élevée en continuant s'il y a lieu par celle relative à l'allocation immédiatement inférieure, et ainsi de suite jusqu'à l'allocation la plus basse.

ART. 14.

La Commission pourra décider, notamment en matière de règlements, de budgets et de taxes, que la discussion sera scindée et aura lieu sur l'ensemble de la proposition d'abord, par articles ensuite.

ART. 15.

Les conseillers qui voudront proposer des amendements ou sous-amendements, devront les présenter par écrit.

ART. 16.

Tout membre qui veut faire une proposition la signe et la dépose entre les mains du Président. Après que lecture en a été donnée à la Commission, l'auteur peut développer verbalement les motifs de sa proposition et, si elle est appuyée par trois membres, elle est portée à l'ordre du jour d'une des prochaines séances, à moins que, pour cause d'urgence extrême, la Commission ne décide qu'elle sera discutée, séance tenante, décision qui sera immédiatement et télégraphiquement portée à la connaissance du Ministre de l'Intérieur.

Toute proposition, qui n'a pas été appuyée ou qui a été rejetée, ne pourra être présentée de nouveau qu'après un délai de trois mois, si ce n'est sur une demande écrite motivée et revêtue de la signature de quinze membres au moins.

Lorsque, au cas d'abstention du Président ou de vote au scrutin secret, l'égalité de voix se produit sur une proposition, la délibération sera prise à la séance suivante.

ART. 17.

L'auteur d'une proposition a droit de la retirer à n'importe quel moment de la discussion. La proposition ainsi abandonnée peut être reprise par un autre membre.



ART. 18.

Tout membre peut interpellier le Président ou le délégué ministériel qui répondront séance tenante ou à la prochaine séance ordinaire. L'interpellation, toutefois, ne peut avoir pour objet qu'une question de nature exclusivement municipale.

Toute interpellation sera portée par écrit à la connaissance du Président au plus tard la veille de la séance.

Son auteur pourra la développer immédiatement après les communications réglementaires.

ART. 19.

Si quatre membres demandent la clôture d'une discussion, le Président la met aux voix.

Avant de clore la discussion, le Président, en cas de doute, consulte la Commission pour savoir si elle est suffisamment instruite.

La discussion, déclarée close à la suite d'un vote de la Commission, ne pourra être reprise sous une autre forme.

ART. 20.

Après avoir prononcé la clôture, le Président met la question aux voix.

Les membres de la Commission expriment leur vote par main levée, à moins que trois membres ne réclament le vote secret. Les questions soumises à ce mode de votation doivent être rédigées de manière que le vote puisse être exprimé par oui ou non.

Pour les nominations et quand il s'agit d'une question de personne, le vote a lieu au scrutin secret.

Le vote suit immédiatement la déclaration de clôture et ne peut être interrompu. Le Président vote le dernier.

ART. 21.

Toutes les fois que la Commission le juge nécessaire, le procès-verbal peut être rédigé et approuvé séance tenante en tout ou en partie.



ART. 22.

La Commission peut exceptionnellement admettre aux séances un pétitionnaire ou des députations, mais aucune discussion ne peut se produire en leur présence.

**De la Délégation Municipale.**

ART. 23.

La Délégation est en état permanent de fonctionnement.

Elle se réunit au moins une fois par semaine.

Le Président peut la convoquer, en séance extraordinaire, à d'autres jours ou heures.

L'ordre du jour et les procès-verbaux de la Délégation sont envoyés à tous les conseillers. Le Collège peut cependant délibérer sur des questions non portées à l'ordre du jour et qui présenteraient une certaine urgence, pourvu qu'elles soient de peu d'importance.

ART. 24.

En cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président, la Délégation est présidée par le doyen d'âge de ses membres, suivant le mode prévu à l'art. 3.

Si un membre de droit de la Commission est élu membre de la Délégation, il ne peut se faire remplacer aux séances de celle-ci par le fonctionnaire chargé le cas échéant de le suppléer comme membre de la Commission.

La même règle s'applique aux Comités.

ART. 25.

La Délégation ne délibère valablement qu'autant que quatre au moins de ses membres, en dehors du président, sont présents.

ART. 26.

Au cas d'absence prolongée ou d'empêchement de membres de la Délégation, la Commission procède, dans les formes prévues à l'art. 2 de l'arrêté ministériel du 27 juin 1904, à l'élection de membres suppléants provisoires. Leurs fonctions cessent dès que les titulaires reprennent leur poste.



ART. 27.

En cas de décès ou de démission d'un membre de la Délégation, la Commission procède à son remplacement.

ART. 28.

Tout membre de la Délégation ou tout suppléant appelé à remplacer un membre qui, sans motifs légitimes aura manqué à trois réunions consécutives pourra être déclaré démissionnaire par la Commission et il sera procédé, à la prochaine séance ordinaire de la Commission, à une nouvelle élection.

ART. 29.

Tout conseiller pourra demander à l'administrateur les renseignements ou communications utiles à l'exercice de son mandat.

ART. 30.

Tout membre de la Commission peut assister aux séances de la Délégation sans y prendre la parole.

*Des comités municipaux.*

ART. 31.

La Commission arrêtera le nombre et l'appellation des Comités permanents. Elle fixera, lors des élections annuelles, le nombre des membres de chacun de ces Comités.

Il appartiendra aux Comités de déterminer eux-mêmes leur mode de travail.

**CHAPITRE II.**

**Le budget.**

ART. 32.

Le budget est divisé en :

- a) Budget ordinaire ;
- b) Budget extraordinaire.

ART. 33.

Au chapitre des recettes, le budget ordinaire ne doit comprendre que les recettes provenant des revenus ordinaires proprement dits.



Au chapitre des dépenses, il ne doit comprendre que les dépenses nécessaires à la marche normale de l'Administration et des Services.

Ce budget doit comprendre, parmi les dépenses, un crédit pour *Réserve ordinaire*. Cette réserve ne peut être employée que pour les crédits supplémentaires votés en cours d'exercice, en vue de majorer certains crédits existants ou d'autres se rattachant au budget ordinaire. Le reliquat du budget ordinaire sera intégralement transféré à la fin de l'exercice aux recettes du budget extraordinaire de l'exercice suivant et les crédits non utilisés pour les dépenses déjà engagées sur ce reliquat seront reportés et prélevés sur le même budget extraordinaire. Un état détaillé de ces crédits sera communiqué à la Commission avant la fin de janvier.

#### ART. 34.

Le budget extraordinaire doit comprendre :

Au chapitre des recettes : les excédents du budget ordinaire et extraordinaire réalisés au cours de l'exercice précédent, les sommes provenant de la vente des terrains et immeubles et toutes autres recettes imprévues.

Au chapitre des dépenses : le coût des travaux nouveaux, de quelque nature qu'ils soient, et toute autre dépense imprévue n'ayant pas rapport au budget ordinaire.

#### ART. 35.

Les crédits votés en cours d'exercice peuvent être répartis en deux classes :

- a) Crédits supplémentaires ;
- b) Crédits spéciaux ;

Les premiers représentent une majoration des crédits existants au budget ordinaire. Ils ne doivent être votés que :

1° Lorsqu'il est possible d'effectuer un virement sur d'autres chapitres et articles du budget et à condition qu'il existe une économie effective.

2° Lorsque ces crédits peuvent être imputés sur un solde existant dans la réserve ordinaire.

Les crédits de la seconde classe sont réservés aux travaux nouveaux ou à toutes autres dépenses pour lesquelles aucun crédit



n'a été prévu au budget ordinaire. Ces crédits ne peuvent être autorisés que si les fonds nécessaires existent au budget extraordinaire.

*Virements.*

ART. 36.

Le Chef de l'Administration peut disposer, suivant les exigences du Service, des sommes affectées aux subdivisions d'un même article, pourvu que le crédit total de cet article, ne soit pas dépassé.

Pour les autres virements, les demandes doivent être adressées à la Commission par la Délégation.

*Comptes.*

ART. 37.

Outre le compte annuel, le Service de la Comptabilité générale doit présenter au Chef de l'Administration :

1<sup>o</sup> Un tableau journalier de toutes les recettes et de toutes les dépenses, ainsi qu'un état montrant les opérations en banque et la situation de la caisse ;

2<sup>o</sup> Un tableau mensuel des recettes, montrant en quatre colonnes :

- a) La nature de la recette ;
- b) Les estimations pour l'année en cours ;
- c) Les recettes de l'année jusqu'à la fin du mois dont s'agit ;
- d) Les recettes de l'exercice antérieur pour la période correspondante.

3<sup>o</sup> Un tableau mensuel de toutes les dépenses budgétaires, montrant en trois colonnes :

- a) La nature de la dépense, par chapitres et articles dans l'ordre du budget ;
- b) Les dépenses prévues pour l'année en cours ;
- c) Les dépenses réellement effectuées jusqu'à la fin du mois dont s'agit.

4<sup>o</sup> La situation financière (bilan) du 1<sup>er</sup> Janvier jusqu'à la fin de chaque mois.

A ce tableau sera annexé un état des crédits, spéciaux ou extraordinaires, accordés et les sommes prélevées sur chacun d'eux.



Une copie de ces quatre états mensuels sera transmise au Ministère de l'Intérieur et présentée à la Délégation et au Comité des Finances.

*Recettes.*

ART. 38.

Tout versement effectué à la caisse centrale doit être accompagné d'un bordereau signé par le Chef du Service des recettes et dont la quittance sera visée par le Chef de la Comptabilité générale et signée par le Chef de l'Administration.

Le Chef Caissier central est personnellement responsable des fonds à lui confiés et devra fournir une garantie de 300 L.E.

*Dépenses.*

ART. 39.

L'ordonnancement des dépenses municipales sera fait dans les conditions prévues par le règlement organique ministériel.

**CHAPITRE III.**

**Services Municipaux.**

*Administration Centrale.*

ART. 40.

L'Administration Centrale, placée sous la direction immédiate de l'Administrateur de la Municipalité, comprend les trois Services suivants :

1<sup>o</sup> *Service Administratif et du Contentieux.*

2<sup>o</sup> *Service de la Comptabilité générale.*

3<sup>o</sup> *Service des Recettes.*

Le premier est chargé.

a) De l'enregistrement et de la correspondance générale.

b) De la conservation des archives municipales et de leur classement.

c) De la vérification de régularité des garanties fournies par le personnel.

d) De la tenue des registres et des dossiers du personnel.



e) Du service des cessions, saisies, etc., qui affectent les traitements du personnel, ainsi que de toutes saisies effectuées sur des sommes dues par la Municipalité et des informations immédiates à fournir, à cet égard, à la comptabilité.

f) De la rédaction, traduction et conservation des procès-verbaux des séances de la Commission, de la Délégation et des Comités.

g) De la rédaction, publication, classification et conservation des documents généraux de la Municipalité.

h) De la préparation et de l'examen de tous actes ou conventions.

i) De l'étude des affaires contentieuses et des avis à donner aux Services sur toutes questions d'interprétation de règlements, contrats, etc.

j) De la préparation des projets de règlements.

Cette branche sera dirigée par un Directeur qui assistera comme Secrétaire aux séances de la Commission Municipale, de la Délégation et des Comités.

Le deuxième service, *Comptabilité générale*, est chargé :

a) De l'enregistrement de toutes les sommes versées à la Caisse centrale ou dans une banque, au crédit de la Municipalité.

b) Du contrôle de la Caisse centrale.

c) De la vérification des pièces concernant les dépenses.

d) Du paiement de toute dépense dûment autorisée.

e) De la préparation des états mensuels et du compte annuel.

f) De la tenue des comptes de la Caisse de prévoyance.

g) Du contrôle financier des adjudications.

h) De la Comptabilité des matières, comprenant : l'enregistrement et l'estampillage de tous les registres, les comptes et contrôle du matériel reçu et livré, l'inventaire annuel de tous les objets ; l'assurance de ces objets ; l'économat et la distribution aux Services des fournitures de bureau.

i) Du contrôle des feuilles d'émargement.

Le Chef de ce Service devra déposer une garantie de L.E. 500.

Il visera les bordereaux de versements, les pièces proposant des dépenses, de quelque nature qu'elles soient, y compris les bons aux fournisseurs, il visera les réquisitions de paiement, comme garantie de la régularité du compte, d'imputation correcte et de l'existence des crédits nécessaires, et cela, avant de présenter les documents à la signature du Chef de l'Administration.



Le troisième service, *Service des Recettes*, comprend deux catégories :

*1<sup>re</sup> Catégorie.* — Les recettes perçues directement par les percepteurs du service.

- a) Impôts sur la propriété bâtie.
- b) Taxe du 2 % sur les loyers.
- c) Taxe sur les voitures et bestiaux.
- d) Droits de carrière.
- e) Contraventions en matière de Tanzim.
- f) Asphaltage des trottoirs des rues.
- g) Numérotage des maisons.
- h) Loyers des échèches du Mex.
- i) Autres taxes éventuelles.

Les recettes qui actuellement sont versées à la Caisse par les services respectifs :

- a) Recettes de l'Abattoir.
- b) Droits de voirie et du Tanzim.
- c) Recettes sanitaires.
- d) Redevance des tramways et autres.
- e) Le produit de la vente et de la location des terrains, jardins et autres propriétés municipales ou des biens libres.
- f) Les produits des ventes effectuées par la Municipalité, de quelque nature qu'elles soient.
- g) Intérêts sur les fonds.
- h) Pénalités et amendes en matière d'impôts.
- i) Recettes du Musée, sauf celles qui reviennent à l'Etat.
- j) Autres produits du budget.

*2<sup>me</sup> Catégorie.* — Les recettes, subventions et allocations versées par le Gouvernement, les Administrations de l'Etat et autres, soit à la Caisse Municipale soit à une banque déterminée.

Ce service sera placé sous l'autorité d'un Directeur, qui signera les quittances, les contraintes, les notes aux contribuables et visera la correspondance afférente à son service.

Le Directeur du Service des Recettes devra fournir un cautionnement de L.E. 800.



*Service d'Inspection.*

ART. 41.

Le service d'inspection dépend de l'Administrateur avec lequel il est en rapports directs. Ses fonctions consistent à exercer une surveillance générale sur les services extérieurs de la Municipalité. Les inspecteurs ne pourront donner aucun ordre aux services, mais se borner seulement à adresser leurs observations au chef de l'Administration.

*Service Technique.*

ART. 42.

Le Service technique a, à sa tête, un Ingénieur en Chef, chargé de procéder à toutes les études et d'élaborer tous les projets intéressant la Municipalité, comme aussi de donner aux divers services les instructions voulues et d'en surveiller l'exécution.

Il aura spécialement sous sa direction le service d'éclairage, de fourniture d'eau, des machines, des tramways et véhicules publics.

En outre de son bureau central technique, il a sous ses ordres directs les services suivants :

1° *Tanzim.*

2° *Voirie.*

3° *Nettoisement.*

4° *Parcs et Plantations.*

a) Le Service du Tanzim s'occupera de l'ouverture, de la fermeture et de la dénomination des routes, places publiques, etc., de leur classement, de la fixation de leurs alignements, des emprises et expropriations nécessaires pour leur redressement etc. ; des demandes d'autorisations de bâtir et des roksas y relatives ; de la surveillance des immeubles existants ou en construction ; des arrêtés de démolition ou de réparation ; de la clôture des terrains vagues ; des questions d'occupation de la voie publique et des autorisations y relatives.

b) Le Service de la Voirie est chargé de la confection, réparation et entretien des voies, places, etc., des drains publics, égouts et fosses ; du lavage et curage de ces derniers ; de la surveillance



de tous égouts privés ; de la construction et réparation des latrines et urinoires publics.

c) Le Service du Nettoyement, s'occupera du nettoyage, arrosage et maintien en état de propreté des routes, rues et places publiques, de la vente des immondices, de la direction des écuries et des ateliers municipaux.

d) Le Service des Parcs et Plantations est chargé de la création et de l'entretien des jardins, pépinières et parcs ainsi que de la plantation et de l'entretien des arbres des avenues, etc.

### *Services Sanitaires.*

#### ART. 43.

Ces services se subdivisent en deux sections :

1<sup>o</sup> *Médecine et santé publique.*

2<sup>o</sup> *Abattoir et service vétérinaire.*

Les attributions de la 1<sup>re</sup> section sont les suivantes :

a) L'enregistrement des naissances et des décès, la préparation des statistiques sur le mouvement de la population.

b) La vaccination gratuite et le contrôle des opérations de vaccination.

c) La notification et le contrôle des maladies infectieuses ; l'élaboration et la mise à exécution des mesures à prendre en cas d'apparition des dites maladies, y compris le diagnose et la désinfection.

En cas d'apparition soudaine de peste, choléra, typhus bovin et autres épidémies, le contrôle des mesures à prendre pourra être dévolu à la Direction Générale des services sanitaires du Gouvernement qui assumera, en ce cas, les dépenses que comporteront ces mesures.

d) La constatation des décès, la surveillance des inhumations et exhumations, des cimetières, le contrôle et la réglementation des pompes funèbres.

e) Le service des établissements incommodes et insalubres, la surveillance permanente de ces établissements et la constatation des contraventions aux décrets et règlements y relatifs.

f) L'inspection et le contrôle des halles, marchés, boucheries, boutiques, marchands ambulants et, en général, de la vente de



tous produits alimentaires et l'application des règlements concernant ces matières.

g) La surveillance des pharmacies et dépôts de substances vénéneuses.

h) Le service des mœurs et des polycliniques gratuites (dispensaires).

i) La surveillance sanitaire des pèlerins et passagers.

j) La surveillance de l'alimentation d'eau de la ville et la direction du laboratoire attaché à la Compagnie des Eaux.

k) L'examen médical des employés municipaux.

Et, d'une manière générale, tout ce qui intéresse l'hygiène et la santé de la ville.

Les attributions de la 2<sup>m</sup>e section, dirigée par un vétérinaire en chef, sont les suivantes :

a) Le service de l'abattoir, comprenant l'examen et la surveillance de l'abatage des animaux destinés à la consommation, la confiscation de toute viande reconnue impropre à la consommation, l'encaissement des taxes d'abatage.

b) Le signalement des épizooties et les mesures à prendre lors de leur apparition.

c) L'inspection des écuries et étables.

d) La surveillance, au point de vue vétérinaire, de la cavalerie municipale et l'examen des fourrages.

e) Le service de la morve.

f) Le service de la rage.

g) La surveillance de l'équarissage et de toutes industries connexes avec l'abatage, telles que tanneries, boyauderies, etc.

Les deux sections sont dirigées par un fonctionnaire supérieur désigné sous le titre d'inspecteur sanitaire de la ville.

### *Musée et Bibliothèque d'Alexandrie.*

#### ART. 44.

Le Musée et la Bibliothèque d'Alexandrie, quoique faisant partie des services municipaux, sont placés, au point de vue administratif, sous un régime spécial.

#### ART. 45.

Ils seront administrés, au nom de la Commission Municipale, par un comité spécial dit « Comité du Musée et de la Bibliothèque ».



Ce Comité se divise en deux sections distinctes : la première qui constitue le comité permanent est composé de cinq membres élus par la Commission Municipale, dans son sein, et s'occupera de la direction des affaires du Musée et de la Bibliothèque ; la seconde se compose des membres du comité permanent auxquels pourront être adjoints, avec voix consultative, d'autres membres nommés, par ce dernier comité, parmi les personnes qui, par leurs aptitudes, l'étendue de leur savoir et leur situation personnelle, paraîtraient le plus à même de contribuer au succès et à la prospérité du Musée et de la Bibliothèque. Cette seconde section fonctionnera sous le titre de « comité général ».

Ce comité général a pour mission de provoquer les dons des particuliers en faveur du Musée ou de la Bibliothèque, d'émettre son avis sur l'acceptation de toute libéralité et, en général, sur toutes les questions scientifiques, techniques ou archéologiques qui lui seraient soumises.

Il discutera toutes propositions qui lui sembleraient de nature à favoriser le développement des deux institutions.

#### ART. 46.

Le Comité du Musée et de la Bibliothèque réglera l'ordre de ses travaux. Il élira dans son sein un président. Les membres seront désignés lors des élections annuelles des comités municipaux.

#### ART. 47.

La Municipalité d'Alexandrie assume, dans les limites des allocations inscrites à son budget, les dépenses du service du Musée et de la Bibliothèque. L'ordonnancement sera fait au fur et à mesure des besoins, d'après les règles générales qui régissent la comptabilité municipale.

#### ART. 48.

En vertu de l'autorisation générale donnée par le Ministère de l'Intérieur aux termes de l'art. 34 du décret organique, l'acceptation des dons d'antiquités ou de livres faits sans conditions onéreuses pour la Municipalité appartient à la Commission Municipale ; les donations pourront, toutefois, être soumises à la condition que la ville d'Alexandrie aura, à perpétuité, la jouissance des antiquités ou des livres en faisant l'objet.



*Règles spéciales au Musée.*

ART. 49.

Le Musée d'Alexandrie est placé sous le haut contrôle du service général des antiquités et sera régi par les dispositions réglementaires qui pourraient être prises à l'égard des autres musées d'Egypte.

La direction générale du service des antiquités correspondra avec le comité permanent, par l'entremise du Président de la Commission Municipale, pour toutes les affaires ayant un caractère officiel. Il correspondra directement avec le Président du Comité pour toutes les autres affaires et, notamment, celles qui concernent le service des antiquités.

ART. 50.

Au vœu de l'art. 2 du Décret du 16 Mai 1883 toutes les antiquités renfermées dans le Musée sont propriété de l'Etat imprescriptibles et inaliénables. Toutefois, ces antiquités ne seront, en aucun cas, retirées du Musée de la ville d'Alexandrie sauf celles prévues aux articles 54 et 55 du présent chapitre.

ART. 51.

Les nominations, licenciements, etc., du personnel du Musée appartiennent au Président de la Commission Municipale, dans les mêmes conditions que celles requises pour les autres employés municipaux. Toutefois, l'approbation du Directeur général du service des antiquités est requise pour toute nomination à un emploi technique.

ART. 52.

Le placement, la garde et la conservation de tous les objets contenus dans le Musée, ainsi que la conservation de tous les monuments antiques existant dans le territoire d'Alexandrie, incombent au conservateur du Musée qui, en l'espèce, doit se conformer aux indications du Directeur général du service des antiquités.

Toutes les fouilles qui seront pratiquées dans le territoire d'Alexandrie seront surveillées ou dirigées par le conservateur du Musée ou son délégué.



ART. 53.

En vertu des dispositions prises par l'Etat, il ne sera accordé des permissions pour l'exécution des fouilles, à Alexandrie, qu'après avis conforme de la Municipalité qui aura toujours un droit de préférence si elle veut se réserver un point demandé par d'autres fouilleurs.

ART. 54.

Tous les objets grecs et romains découverts dans les fouilles pratiquées par les soins du Comité du Musée d'Alexandrie, seront déposés dans le Musée de cette ville. Quant aux objets pharaoniques, il sera loisible au Directeur général du service des antiquités de les faire transporter, de sa propre autorité, au Musée du Caire sans condition ni indemnité.

ART. 55.

Toutes les pièces que le Directeur général du service des antiquités et le Comité du Musée et de la Bibliothèque jugeront inutiles pour les collections du Musée d'Alexandrie seront d'un commun accord, soit déposées dans les galeries du Musée du Caire, soit employées suivant les règles relatives à toutes les antiquités inutiles pour les musées égyptiens.

Dans le cas où ces objets seraient vendus, les sommes provenant des ventes seront portées au crédit du Musée d'Alexandrie.

ART. 56.

Les recettes du Musée d'Alexandrie, sauf celles qui reviennent à l'Etat, seront portées au crédit du Musée de cette ville.

ART. 57.

Toutes les fois que le Directeur général du service des antiquités croira devoir exposer dans le Musée d'Alexandrie des antiquités grecques ou romaines provenant du Musée du Caire, il pourra le faire après accord avec le Comité du Musée et de la Bibliothèque.

ART. 58.

Le Comité permanent du Musée et de la Bibliothèque adressera, chaque année, au Directeur général du service des antiquités, par l'intermédiaire du Président de la Commission Municipale, un rapport sur les progrès du Musée, les résultats des fouilles, les acquisitions, les dons, etc.



ART. 59.

Tout désaccord entre la Direction générale du service des antiquités et la Municipalité sera porté devant le Ministre des Travaux publics qui statuera en dernier ressort.

*Service des Pompiers.*

ART. 60.

Le service des Pompiers de la Ville d'Alexandrie relève de la Municipalité.

Il est dirigé par un « chef officier de la brigade des Pompiers » qui a sous ses ordres un personnel auxiliaire de sous-officiers et agents.

Quoique la gestion du service appartienne exclusivement à la Municipalité, qui assume les frais de la brigade, les agents relèvent de l'autorité de la police, au point de vue du recrutement et de la discipline.

*Corps de police municipal.*

ART. 61.

Des agents de police, dont le nombre peut varier d'après les exigences du service, sont attachés aux bureaux de la Municipalité, afin de prêter assistance aux employés chargés du service extérieur.

Les traitements des dits agents sont assumés par la Municipalité, mais le recrutement et la discipline appartiennent à l'autorité policière.

**CHAPITRE IV.**

**Personnel.**

*Classes.*

ART. 62.

Le personnel de la Municipalité consiste dans les catégories suivantes :

- 1° Fonctionnaires non classés ;
- 2° Personnel classé ;
- 3° Stagiaires ;
- 4° Personnel hors cadre.



ART. 63.

La nomination des fonctionnaires non classés et la fixation de leurs émoluments ont lieu par vote de la Commission, sur la proposition de la Délégation.

ART. 64.

Le personnel classé comprend les catégories suivantes :

Chef de Service.....	L.E.	35 à 40
Chef de bureau.....	»	28 à 32
Sous-chef de bureau.....	»	22 à 26
Employé de 1 <sup>re</sup> classe.....	»	16 à 20
» de 2 <sup>me</sup> » .....	»	12 à 14
» de 3 <sup>me</sup> » .....	»	8 à 10
» de 4 <sup>me</sup> » .....	»	4 à 7

Les postes d'ingénieurs comprennent les subdivisions ci-après :

Ingénieur de 1 <sup>re</sup> classe.....	L.E.	35 à 40
» de 2 <sup>me</sup> » .....	»	28 à 32
» de 3 <sup>me</sup> » ... ..	»	22 à 26
» de 4 <sup>me</sup> » .....	»	16 à 20
» de 5 <sup>me</sup> » .....	»	12 à 14

Les postes de médecins se répartissent comme suit :

Médecin de 1 <sup>re</sup> classe.....	L.E.	22 à 26
» de 2 <sup>me</sup> » .....	»	16 à 20
» de 3 <sup>me</sup> » .....	»	12 à 14

*Nominations, Conditions d'admission, Promotions, etc.*

ART. 65.

Les fonctionnaires et employés municipaux, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, relèvent directement de l'Administrateur.

Pour les postes de plus de 14 L.E., la Commission, sur la proposition de la Délégation, désignera dans son sein un comité d'examen, composé de trois membres et duquel fera partie, avec voix consultative, l'Administrateur. Ce comité procédera au concours, fera rapport à la Délégation et délibérera ensuite avec elle sur la désignation du candidat à proposer au Président.

L'avis de l'Administrateur, sur la nomination, devra toujours être consigné au procès-verbal de la séance.



Pour les nominations aux postes de 14 L.E. et au-dessous, elles seront faites par le Président de la Commission, sur la proposition de l'Administrateur.

Ces dernières nominations seront faites, soit au choix, soit à la suite d'un concours auquel il sera procédé par un comité des fonctionnaires désignés par l'Administrateur, et sous la présidence de celui-ci.

La connaissance de la langue arabe constituera toujours un mérite en faveur du candidat. Dans tous les cas, le candidat nommé, qui ne connaîtra pas la langue arabe, devra s'engager à apprendre cette langue dans un délai à fixer.

La Délégation arrête les conditions dans lesquelles il est interdit aux employés municipaux d'avoir des occupations au dehors.

#### ART. 66.

La totalité des traitements payés ne doit pas dépasser la moyenne générale des traitements prévus dans le classement. En aucun cas on ne pourra pas faire des promotions ni accorder des augmentations qui auraient pour effet de dépasser cette moyenne.

#### ART. 67.

Après fixation par la Commission, à l'occasion du vote du budget et sur la proposition de la Délégation, du nombre d'agents compris dans chaque catégorie de classes, la Délégation et l'Administrateur, chacun en ce qui le concerne, proposeront au Président les augmentations de traitements et les promotions que ces classes comportent.

Les augmentations et promotions des employés au-dessus de L.E. 14, auront toujours lieu sur avis de l'Administrateur.

#### ART. 68.

Tout candidat à un poste classé ou non classé de la Municipalité est tenu de présenter les documents suivants :

- a) Un acte de naissance ou un document en tenant lieu ;
- b) Un certificat de bonne conduite délivré par deux personnes d'une honorabilité reconnue et visé par l'autorité de laquelle dépend le candidat.
- c) Les diplômes qu'il peut posséder ou tout autre document de nature à appuyer sa demande.



ART. 69.

La promotion ne pourra, dans tous les cas, avoir lieu qu'après que la Commission médicale de la Municipalité aura constaté que le candidat jouit d'une bonne santé et d'une vue normale.

ART. 70.

Toute vacance à un poste sera, autant que possible, remplie par promotion dans le personnel municipal, en tenant compte du mérite et de l'ancienneté.

ART. 71.

Tout employé nommé, pour la première fois, à un poste classé sera admis à titre d'essai pour une période d'une année, au terme de laquelle, s'il a donné satisfaction, la nomination deviendra définitive.

La même disposition s'applique aux agents hors cadre qui seront admis à des emplois compris dans les classes.

ART. 72.

Les augmentations de traitement dans la même classe ne peuvent être accordées qu'au commencement de l'exercice financier et à condition que deux ans au minimum se soient écoulés depuis la précédente augmentation.

Les promotions d'une classe à une autre, ne confèrent pas un droit acquis à l'obtention du minimum de la classe supérieure.

Les augmentations de traitement résultant d'une promotion ne pourront être accordées que si une année au moins s'est écoulée à partir de la dernière augmentation.

ART. 73.

Les augmentations seront accordées d'après le mérite et l'ancienneté des employés.

Des exceptions ne pourront être admises aux règles qui précèdent qu'à la suite d'une décision spéciale de la Commission sur rapport motivé de la Délégation. En aucun cas, ces exceptions ne pourront faire l'objet d'un vote d'urgence.

*Stagiaires.*

ART. 74.

Le Chef de l'Administration pourra engager, d'après les exigences du Service, un certain nombre de stagiaires.



Ils devront justifier des aptitudes et des conditions requises pour l'admission aux postes inférieurs et auront, à égalité de mérite et de capacité, un droit de préférence sur tout autre candidat en cas de vacance d'un poste de la dernière classe.

Il sera accordé aux stagiaires, après six mois de service au plus, une rémunération de L.E. 3 au maximum, par mois, au cas où leur conduite et leur travail auraient donné toute satisfaction et en tant que la moyenne des traitements du personnel présente une marge permettant d'octroyer cette rétribution.

En cas d'incapacité, d'insubordination ou de négligence, le Chef de l'Administration pourra licencier l'employé stagiaire et le rayer sans indemnité de la feuille d'émargement.

*Personnel hors cadre.*

ART. 75.

Le personnel hors cadre sera nommé, dans les limites du budget, par le Chef de l'Administration.

ART. 76.

Les conditions attachées à l'obtention d'un poste hors cadre sont :

1° Produire un certificat de bonne conduite délivré par deux personnes honorables et visé par le Gouvernorat ou par le Consul dont relève le candidat.

2° Produire un certificat de nationalité.

La préférence sera donnée aux personnes sachant lire et écrire.

ART. 77.

Le Chef de l'Administration est muni de pleins pouvoirs disciplinaires envers le personnel hors cadre. Il aura toute faculté de licencier tous employés de cette catégorie ayant moins de dix ans de service, dans tous cas d'incapacité, de négligence ou d'insubordination.

ART. 78.

Tout employé hors cadre ayant plus de 10 ans de service ininterrompu ne pourra être licencié que par la Délégation ou par le Conseil de discipline.



*Congés.*

ART. 79.

Tout fonctionnaire classé ou non classé peut, si les circonstances le permettent, obtenir, dans le courant de l'année, un congé de six semaines s'il doit être passé à l'extérieur et de trois semaines s'il doit être passé en Egypte. Dans les deux cas, l'employé en congé a droit à son plein traitement.

Une prolongation de congé d'un mois peut être accordée avec demi-traitement.

La durée du congé ordinaire avec traitement peut se cumuler. Toutefois la durée maxima du congé ordinaire pris dans le courant d'une même année, avec ou sans prolongation, ne peut excéder trois mois et demi, lorsque le congé est accordé pour l'étranger et deux mois et demi, s'il est pris pour l'Egypte.

ART. 80.

Le Chef de l'Administration accordera tous congés ordinaires ou pour cause de maladie au personnel classé, à partir de la classe de L.E. 12 à 14 et au-dessous.

Pour les congés à accorder aux fonctionnaires d'un rang plus élevé, c'est la Délégation qui aura à statuer, sur la proposition de l'Administrateur.

ART. 81.

Les congés pour cause de maladie seront accordés aux conditions stipulées dans le Code financier du Gouvernement. La Commission statuera sur les exceptions.

ART. 82.

Tous fonctionnaires et employés, à quelque rang qu'ils appartiennent, doivent signer journellement la feuille de présence. Exception est faite pour les fonctionnaires dont les occupations spéciales exigent leur présence au dehors au moment de l'ouverture des bureaux et qui seront dispensés à cet effet par l'Administrateur.

ART. 83.

Le Chef de l'Administration pourra accorder des congés avec traitement entier, n'excédant pas trois semaines par an, au personnel hors cadre.



ART. 84.

Toute absence non pleinement justifiée et dépassant le terme du congé régulier entraînera ipso facto l'exclusion de l'employé hors cadre.

*Commission Médicale.*

ART. 85.

Une Commission sera instituée en vue de l'examen médical de tout candidat à un poste compris dans les cadres, des employés cadrés et hors cadre, en toutes circonstances pouvant être déterminées par le Chef de l'Administration.

ART. 86.

Les journaliers seront examinés par le médecin du district dont ils relèvent, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le Chef de l'Administration.

ART. 87.

La Commission médicale sera composée comme suit :

- a) De l'Inspecteur Sanitaire en Chef, Président.
- b) De deux médecins de la Municipalité désignés par l'Administrateur.

*Journaliers.*

ART. 88.

Les agents à la journée ou au mois seront engagés, dans les limites du budget, par les Chefs de Service respectifs ou par leurs remplaçants.

Les noms des individus engagés, seront soumis au Chef de l'Administration pour l'approbation de la nomination.

Toutes mesures disciplinaires à l'encontre de ces agents seront proposées, par les Chefs de Service, à l'Administrateur qui les appliquera.

ART. 89.

Le médecin du district où l'agent est appelé procédera à l'examen médical de l'engagé et présentera son rapport sur l'aptitude au travail de ce dernier. Tout individu engagé devra produire un certificat d'identité et d'antécédents délivré par le Gouvernorat.



ART. 90.

Pour tous les cas et conditions applicables au personnel et non prévus dans les présentes dispositions ci-dessus, le Code financier du Gouvernement pourra être adopté, en tant qu'il ne se trouvera pas contraire aux stipulations du présent règlement.

*Discipline.*

ART. 91.

Les peines disciplinaires sont l'avertissement, la retenue d'appointements jusqu'à 15 jours, la suspension, la descente d'emploi et la révocation avec ou sans perte des droits au fonds de prévoyance.

La suspension ne pourra dépasser trois mois et comportera la privation de traitement.

Ces peines seront prononcées par la Délégation Municipale. Le Chef de l'Administration pourra infliger la peine de l'avertissement ou la retenue de traitement jusqu'à 15 jours.

L'employé doit être invité à fournir les explications qu'il croit utile.

ART. 92.

Les employés frappés de la peine de la révocation, avec ou sans perte des droits au fonds de prévoyance, pourront se pourvoir devant un Conseil spécial.

Le Chef de l'Administration aura également le droit de faire appel des décisions prises pour l'application de la révocation, s'il l'a demandée devant le Conseil de discipline.

ART. 93.

Le Conseil sera composé du Gouverneur, président, du Procureur Général près les tribunaux mixtes, du Chef du Parquet indigène, du Directeur Général des Douanes et du Chef de la Délégation du Contentieux de l'Etat.

En outre, deux suppléants choisis parmi les membres de la Commission Municipale et désignés par voie d'élection hors de la composition annuelle des bureaux, remplaceront les membres titulaires en cas d'absence.

Les membres qui auront siégé à la Délégation municipale jugeant en première instance; ne pourront faire partie du Conseil et statuer à nouveau sur les mêmes causes.



Les décisions du Conseil ne seront valables que si trois de ses membres au moins sont présents. En cas de partage, la voix du Président sera prépondérante.

ART. 94.

Le pourvoi devra être formé dans les dix jours de la notification faite à l'employé en forme administrative.

Il le sera par lettre adressée au Président de la Commission Municipale qui en donnera récépissé. Il contiendra le mémoire justificatif.

Si, dans son pourvoi, l'employé demande à être entendu, il devra être convoqué, à cet effet, devant le Conseil spécial.

ART. 95.

Les anciens employés du Gouvernement transférés à la Municipalité et qui ont conservé leurs droits à la pension, continueront à être régis, en ce qui concerne la pension, selon l'arrangement intervenu lors de leur transfert à la Municipalité.

**CHAPITRE V.**

**Dispositions Finales.**

ART. 96.

Les dispositions du présent règlement pourront toujours être modifiées par la Commission, sous réserve de l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

Toutefois, aucune proposition de modification ne sera admise, si elle n'est faite par cinq membres au moins et si elle n'indique, d'une manière précise, les articles sur lesquels porteraient les changements demandés ainsi que la rédaction des dispositions nouvelles à soumettre à la Commission.

Le règlement intérieur du 9 juin 1890 et toutes dispositions contraires à celles contenues dans le présent règlement sont abrogés.

Alexandrie, le 12 juin 1905.

*Le Président,*  
D<sup>r</sup> SIDKY.



## RÈGLEMENT

### POUR LA VENTE DES TERRAINS DE LA MUNICIPALITÉ

---

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu la délibération prise par cette Assemblée dans ses séances en date des 22 février et 31 mai 1905, et après approbation donnée par S. E. le Ministre de l'Intérieur par lettre du 6 juin 1905, N° 3205 B,

ARRÊTE :

#### ARTICLE PREMIER.

Les terrains de la Municipalité seront catalogués et un prix d'évaluation sera fixé, pour chaque lot, par la Commission Municipale, sur la proposition du Comité d'estimation.

Dans aucun cas, la vente de ces terrains ne pourra être faite à un prix inférieur à celui fixé par l'évaluation.

Ces prix pourront être révisés dans le premier trimestre de chaque année.

#### ART. 2.

Les ventes s'effectueront par voie d'enchères publiques ou de soumissions.

Toutefois, si, avant la mise en vente, le Gouvernement veut, dans un but d'utilité générale, acquérir un ou plusieurs lots, ils lui seront cédés au prix d'estimation du catalogue.

La cession pourra également se faire par voie d'échange.

#### ART. 3.

Les terrains seront vendus tels qu'ils se comportent, avec toutes leurs servitudes actives et passives, et sans qu'aucun recours puisse être exercé, de ce chef, contre la Municipalité.



ART. 4.

Les antiquités trouvées dans les terrains vendus reviennent de droit au Gouvernement. Si des monuments fixés au sol viennent à être découverts et que dans l'appréciation de la Commission, ils doivent être conservés sur place, la Municipalité pourra reprendre le terrain au prix d'estimation, à moins que cette estimation ne soit inférieure au prix de vente, auquel cas, c'est ce dernier prix que la Municipalité devra rembourser à l'acheteur.

ART. 5.

Le prix d'achat sera payable : Vingt-cinq pour cent comptant et le solde en dix années, par fractions égales, avec intérêt à quatre pour cent par an, payables annuellement, à partir du cinquième jour qui suivra l'adjudication.

La Municipalité pourra décider, dans certains cas, que le prix sera payé comptant ou sur des annuités moins nombreuses. L'adjudicataire pourra toujours se libérer par anticipation.

ART. 6.

La mise en vente sera portée à la connaissance du public au moyen d'avis dans le *Journal Officiel* et dans trois journaux, d'Alexandrie au moins. Ces avis seront également affichés à la Municipalité, au Gouvernorat et à la Bourse Khédiviale; ils désigneront les lots mis en vente; ils indiqueront leur numéro au catalogue et leur contenance ainsi que leur mise à prix, la forme de la mise en adjudication et le jour et l'heure de la séance.

ART. 7.

Aucune personne ne pourra valablement concourir aux enchères sans avoir effectué, au préalable, le versement d'un dépôt de dix pour cent de la mise à prix.

Ce dépôt ne portera aucun intérêt. Il pourra être versé jusqu'au moment de l'ouverture des enchères ou des soumissions.

Les enchérisseurs, dont les offres n'auront pas été agréées, pourront retirer leurs dépôts dès le lendemain.



ART. 8.

Toute offre implique, de plein droit, déclaration de connaissance du lot mis en vente ainsi qu'adhésion au cahier des charges et aux dispositions du présent règlement. Elle devra être pure et simple ; l'offre qui exprimerait une modalité serait considérée comme non avenue. Elle devra contenir une élection de domicile à Alexandrie, si l'enchérisseur ou soumissionnaire n'y demeure pas. De même, l'enchérisseur, devenu adjudicataire, devra, s'il cesse de demeurer à Alexandrie, faire et communiquer une élection de domicile en la dite ville. Faute de ce faire, et dans ces deux hypothèses, toute notification sera, de pacte exprès, valablement faite par la Municipalité au Gouvernorat d'Alexandrie.

ART. 9.

Les acheteurs en commun, quelle que soit la quote-part de chacun d'eux, seront solidaires les uns des autres pour l'exécution de toutes les conditions de l'adjudication et considérés comme une seule partie contractante.

ART. 10.

Les séances d'enchères ou d'ouvertures des soumissions auront lieu à la Municipalité, au plus tôt trente jours après la publication des avis. Elles seront présidées par le Vice-Président de la Commission ou par le Conseiller qui lui suppléera, assisté de l'Administrateur. L'adjudication sera faite au profit du plus offrant ; au cas de plusieurs offres égales, il sera tiré au sort séance tenante.

Lorsqu'un acheteur se sera rendu adjudicataire des  $\frac{3}{5}$  de la superficie d'un ilot, il pourra, dans la même séance, aussitôt après l'adjudication des autres parties de l'ilot, demander la mise aux enchères de l'ensemble, sur une mise à prix excédant de 5 % le total du montant des adjudications.

ART. 11.

Dans les cinq jours qui suivront, l'adjudicataire devra payer le solde du premier terme et consigner le montant des droits de transcription.



ART. 12.

Il devra être passé acte authentique des ventes, aux frais de l'acheteur, dans le mois qui suivra le paiement du solde du premier terme.

Les actes de vente ne pourront être dressés qu'au nom de l'adjudicataire, à moins que celui-ci n'ait déclaré, au moment de la vente, qu'il agissait en qualité de mandataire et qu'il n'ait, en justifiant de cette qualité, fait connaître le nom de son mandant, dont mention sera faite au procès-verbal de l'adjudication.

ART. 13.

Les paiements doivent être faits à la Caisse municipale où les fonds sont portables. Au cas de non-paiement exact et intégral du premier terme, dans le délai fixé à l'art. 11, la Municipalité aura la faculté soit de considérer la vente comme définitivement résolue de plein droit, sans besoin de mise en demeure et, en ce cas, le cautionnement deviendra la propriété de la Municipalité, à titre d'indemnité de résiliation, d'après la présente clause pénale, soit de remettre le lot en vente, dans les mêmes formes, aux frais et pour compte de l'adjudicataire, qui sera tenu de la différence d'avec le prix net d'adjudication et ses intérêts à quatre pour cent sur la totalité de ce prix, soit enfin de poursuivre, par les voies ordinaires, l'exécution des obligations de l'acheteur et, en ce dernier cas, l'intérêt de retard courra de plein droit à sa charge au taux de cinq pour cent.

Au cas de retard dans le paiement de l'un des dix termes subséquents, dont le montant est également portable à la Caisse municipale, l'intérêt de retard courra également de plein droit à 5 %, sans préjudice des droits fixés par les art. 413 du Code Civil Mixte et 334 du Code Civil Indigène.

ART. 14.

L'Administration consignera le terrain à l'adjudicataire dès le paiement du solde du premier terme, si elle le désire ou s'il le demande. Les bornes seront aux frais des acheteurs.

Les procès-verbaux de consignation seront faits en double et seront signés par les adjudicataires ou leurs représentants, ainsi que par les agents chargés de la consignation.



Au cas où l'adjudicataire ne se présenterait pas, quoique invité, pour recevoir la consignation, le procès-verbal signé par les agents de l'Administration et deux habitants voisins vaudra délivrance définitive et consignation.

ART. 15.

Si le mesurage fait, lors de la consignation, fait ressortir une différence de contenance soit en plus soit en moins, avec la contenance indiquée sur l'avis de mise en vente, le prix de vente sera augmenté ou diminué proportionnellement à la différence en plus ou en moins.

ART. 16.

Dans l'intérêt de l'esthétique, la Municipalité se réserve le droit de prescrire, dans certaines rues, des conditions spéciales concernant, notamment, la façade, la hauteur, le mode de construction, l'espace qui ne doit pas être bâti et même l'obligation de bâtir dans un délai déterminé. Ces conditions, qui devront être approuvées par la Commission Municipale, seront indiquées dans le cahier des charges et insérées dans l'acte authentique prévu à l'art. 12, pour être dûment transcrites. Le cahier des charges déterminera les sanctions que pourra comporter l'inobservation de ces conditions.

Les ayants droit successifs de l'acheteur resteront tenus à ces prescriptions.

ART. 17.

Dans le cas où un terrain se trouverait loué au moment de la vente, l'acquéreur sera tenu de reconnaître le bail pour sa durée entière. A partir du jour du paiement du solde du premier terme, il aura droit aux revenus et, d'autre part, il sera tenu au paiement des impôts, à compter jour par jour.

Au cas où la Municipalité aurait perçu le loyer par anticipation, elle devra tenir compte à l'acheteur de la part lui revenant sur ce loyer.

ART. 18.

Si la Municipalité estime avoir de justes motifs, dont elle reste seule juge, de ne pas consigner les terrains adjugés, notamment, au cas de doutes qui s'élèveraient sur la question de propriété et



de libre disposition, ou à raison d'entraves matérielles, elle ne sera tenue qu'à la restitution de la somme reçue, avec intérêts légaux du jour du versement, et l'adjudication sera considérée comme nulle et non avenue, sans que l'adjudicataire puisse rien réclamer au delà, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit.

ART. 19.

L'adjudicataire s'interdit, en tant que de besoin, pour lui et ses successeurs, à un titre quelconque, d'exercer un droit de préemption sur tous terrains contigus, mais cette interdiction ne s'applique qu'aux ventes de la Municipalité et non à celles que ses acheteurs pourraient faire ensuite.

ART. 20.

L'acheteur ou ses ayants droit seront assujettis à tous les règlements, taxes ou impôts établis, ou qui seront établis à l'avenir.

ART. 21.

Le présent règlement ne fait pas obstacle à toutes dispositions directes, qui seraient prises par la Municipalité, par rapport à ses terrains en vue de la création d'installations d'utilité pour l'ensemble du public.

ART. 22.

Les dispositions des articles 7, 8 et 16 ne sont pas applicables aux Services de l'Etat.

Alexandrie, le 14 juin 1905.

*Le Président,*

D<sup>r</sup> SIDKY.



## ARRÊTÉ

### PORTANT TARIF DES VOITURES PUBLIQUES

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu l'art. 15 § 3 du décret du 5 janvier 1890 ;

Vu la délibération prise par la Commission Municipale dans sa séance du 17 février 1906, approuvée par S. E. le Ministre de l'Intérieur par lettre en date du 22 février 1906, sub N° 1069 B.

### ARRÊTE :

#### ARTICLE PREMIER

Le tarif des voitures publiques dans la ville d'Alexandrie et ses environs est fixé comme suit :

<i>En Ville</i>	Voitures à	
	1 chev.	2 chev.
	— mill.	— mill.
Voiture occupée pendant une durée ne dépassant pas 10 minutes.....	20	30
Voiture occupée pendant une durée ne dépassant pas 20 minutes.....	25	40
Voiture occupée pendant une durée ne dépassant pas 30 minutes.....	30	50

Au delà de 30 minutes, 20 mill. pour chaque quart d'heure pour les voitures à deux chevaux, et 15 mill. pour les voitures à un cheval, soit par heure 90 mill. pour la première heure et 80 mill. pour les heures suivantes pour les voitures à deux chevaux et 60 mill. indistinctement pour les voitures à un cheval.

Tout quart d'heure commencé est dû en entier.



Majoration pour ces courses de 11 h. p.m. à 6 h. a.m., 5 mill. pour les voitures à un cheval, et 10 mill. pour les voitures à deux chevaux, par demi-heure ou fraction de demi-heure.

Un supplément de 10 mill. est dû pour les voitures engagées dans l'enceinte de la gare du Caire.

Les limites de la ville sont : la grande porte du Gabbari, les Champs-Élysées, l'usine de la Compagnie des Eaux, les collines de Hadra jusqu'à la mer.

*Tarif spécial de l'intérieur à l'extérieur  
de la ville et vice-versa*

	Voitures à	
	1 chev.	2 chev.
	—	—
	mill.	mill.
Course à Hadra, Palais N° 3, Lombroso et Casino de l'Ibrahimieh :		
Aller seulement .....	50	80
Aller et retour, avec une demi-heure d'attente ..	80	120
Course à l'Ibrahimieh, Sidi-Gaber, Wardian et Abattoir :		
Aller seulement.....	70	100
Aller et retour, avec une heure d'attente.....	100	150
Course à Bulkley (gare), Antoniadis et jardin Nouzha :		
Aller seulement.....	80	120
Aller et retour, avec une heure d'attente.....	140	200
Course à Fleming, Souk, Bacos :		
Aller seulement .....	100	140
Aller et retour, avec une heure d'attente.....	150	220
Course à San Stefano, Mex, Hôtel Beau-Rivage, Gare de Ramleh (du Gouvernement) et Hagar Nawatieh :		
Aller seulement (excepté San Stefano).....	140	180
»       »       à San Stefano.....	120	160
Aller et retour, avec une heure et demie d'attente	200	300

Toute attente dépassant le délai fixé ci-haut sera calculée à raison de 40 mill. par demi-heure, pour les voitures à deux chevaux et 25 mill. pour les voitures à un cheval.

Pendant la nuit, ce tarif sera majoré de la même façon qu'en ville.



*Ramleh et Sidi-Gaber*

Le tarif de la ville est applicable au district de Ramleh, quand les voitures sont engagées et quittées dans le périmètre du dit district, savoir : entre Abou-Nawatir, Hôtel Beau-Rivage et Gare Gabriel. Il en est de même pour le district de l'Ibrahimieh, compris entre les collines de Hadra, la route de Ramleh, les bains Cléopâtre et la mer.

	Voitures à	
	1 chev.	2 chev.
	—	—
	mill.	mill.
De la gare de Sidi Gaber jusqu'à Bacos, Souk, sur la route de Rosette et jusqu'à l'église grecque (Zizinia) sur la route de Siouf.....	60	80
Au delà de cette limite, c'est-à-dire de Sidi Gaber jusqu'à San Stefano, Hôtel Beau-Rivage, etc.....	80	100

ART. 2.

Tous autres tarifs promulgués avant le présent sont abrogés.

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur à partir du jour de sa publication au *Journal Officiel*.

Alexandrie, le 27 février 1906.

*Le Président,*  
D<sup>r</sup> SIDKY.



## RÈGLEMENT

**Pour la livraison, aux diverses Administrations de l'État, du timbre-poste de service à apposer sur les correspondances gouvernementales.**

---

### ARTICLE PREMIER

Suivant décision du Ministère des Finances, les correspondances relatives au service de l'Etat seront munies d'un timbre-poste de service.

Le stock de ces timbres, à cet effet, se trouve déposé au magasin central du papier timbré, au Ministère des Finances.

### ART. 2.

Les Ministères et Administrations du Caire adressent leurs demandes de timbres-poste de service, au Ministère des Finances (Direction Générale de la Comptabilité de l'État), tous les mois; les Administrations qui n'ont pas leur siège au Caire les adressent tous les deux mois.

### ART. 3.

Chaque chef d'administration désigne un chef de service, spécialement chargé et responsable de la manipulation des timbres-poste de service et de la surveillance de l'inscription sur le bulletin d'expédition, des correspondances recommandées et, sur le bordereau (modèle n° 117 bis C. G.), de tout objet à expédier par l'entremise de la poste ainsi que du nombre des timbres-poste de service apposés.

### ART. 4.

Les timbres-poste demandés par les Administrations et les Moudiriehs leur sont envoyés par lettre recommandée sous enveloppe solide, portant cinq cachets en cire rouge, reproduisant l'empreinte du sceau du Ministère des Finances et avec indication du contenu sur l'enveloppe.



ART. 5.

Les Moudiriehs et Administrations doivent se servir du même mode d'expédition pour les services placés sous leur dépendance.

ART. 6.

Les plis recommandés, contenant des timbres-poste de service reçus du Ministère des Finances, seront ouverts par le préposé, en présence de deux employés désignés par le chef de l'Administration.

Si des différences sont constatées à la réception, procès-verbal en est dressé qui, outre la signature du Chef de l'Administration, porte celle du préposé et des deux employés en présence desquels a eu lieu l'ouverture des plis.

Le procès-verbal doit être envoyé le même jour au Ministère des Finances (Direction générale de la Comptabilité de l'Etat).

ART. 7.

Il est tenu dans chaque Administration centrale, un registre (modèle n° 115 bis C. G.), sur lequel les opérations d'entrées sont inscrites au fur et à mesure de la réception des timbres-poste de service ; les sorties sont passées journellement en bloc d'après les bordereaux signés par les agents de la poste.

Les opérations du mois sont additionnées et le solde de ces opérations porté dans la dernière colonne.

Au-dessous des totaux des opérations du mois, on reporte les totaux arrêtés à la fin du mois précédent et on additionne ces différents totaux, de façon à indiquer le montant des entrées et des sorties opérées depuis le commencement de l'année et le stock des timbres-poste de service, restant à la fin du mois, dont le compte est présenté.

ART. 8.

Le préposé demeure responsable du manque qui peut se produire dans le stock des timbres-poste à sa charge.

ART. 9.

Les administrations doivent fournir à chacune de leurs branches, suivant son importance, la quantité nécessaire de timbres-poste de service, à titre d'avance permanente.



L'Administration centrale ne crédite pas son préposé du montant de l'avance permanente faite à ses diverses branches ; les récépissés des avances, délivrés au préposé et revêtus du bon à livrer du Chef de l'Administration, sont gardés par lui et leur montant considéré, au moment de l'inventaire, comme quantités existantes.

A la fin de chaque mois les branches transmettent à l'administration centrale le bordereau (modèle n° 117 bis C. G.) indiquant les timbres-poste sortis pendant le mois.

Le montant de ces bordereaux, après avoir été approuvé par le Chef de l'Administration, est envoyé aux branches pour compléter le chiffre de l'avance permanente.

Le jour même où ces envois sont faits aux branches, l'Administration centrale porte le montant total dans ses sorties de la journée et transmet au Ministère des Finances les bordereaux des branches à l'appui du compte mensuel.

#### ART. 10.

Tous les timbres-poste détériorés sont conservés pour constater l'identité du solde en dépôt.

#### ART. 11.

Les Administrations transmettront le 5 de chaque mois au Ministère des Finances, avec les pièces justificatives des sorties, une situation (modèle n° 117 C. G.) laquelle doit reproduire exactement les opérations du registre modèle n° 115 bis C. G.).

Afin de s'assurer de l'exactitude des quantités existantes, un inventaire doit être fait mensuellement, dont le résultat est communiqué au Ministère des Finances.

A la fin de chaque année les administrations renverront au Ministère des Finances (Direction Générale de la Comptabilité de l'Etat), les timbres-poste de service détériorés qui leur seront échangés.

---







**SERVICE DES RECETTES**







# SERVICE DES RECETTES

---

## DÉCRET <sup>(1)</sup>

**Du 25 mars 1880, fixant les formes de la saisie et de la vente des fruits, récoltes, objets mobiliers, bestiaux et immeubles du contribuable qui n'aura pas payé, à l'échéance, les impôts ou les dîmes.**

---

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Vu la loi impériale du 12 seffer 1284 (18 juin 1867) ;

Vu la délibération du Conseil privé en date du 2 moharrem 1287 ;

Vu le décret du 10 rageb 1289 ;

Vu Notre Décret du 25 février 1880 et la circulaire adressée par Notre Ministre des Finances aux Moudirs, en date du 28 février 1880, pour l'exécution de ce Décret ;

Sur la proposition de Notre Conseil des Ministres ;

DÉCRÉTONS :

### CHAPITRE I.

#### Dispositions Générales.

##### ARTICLE PREMIER

En cas de retard dans le paiement des impôts et dîmes aux échéances déterminées par la loi, décrets ou règlements, il sera procédé, en exécution de la délibération du Conseil privé et du Décret susvisés, dans les formes ci-après indiquées, à la saisie et à la vente des fruits, récoltes, objets mobiliers et bestiaux de l'immeuble et de l'immeuble lui-même qui doit les impôts ou les dîmes.

---

(1) Voir arrêté du Président de la Commission Municipale du 23 mai 1895 au sujet du recouvrement des taxes municipales.



ART. 2.

Si la saisie mobilière ou immobilière doit s'effectuer dans la demeure d'un étranger, elle ne pourra être pratiquée sans qu'un avis préalable n'ait été donné au consulat dont relève cet étranger.

ART. 3.

En aucun cas, la saisie et la vente ne pourront être suspendues pour des contestations relatives aux impôts dus, à moins que celui qui conteste ne dépose le montant intégral de la somme pour laquelle la saisie ou la vente est poursuivie.

**CHAPITRE II.**

**Saisie et Vente Mobilière.**

ART. 4.

La saisie des fruits, récoltes, objets mobiliers ou bestiaux ne pourra être faite que huit jours après un commandement qui sera notifié au propriétaire ou au détenteur de l'immeuble en quelque qualité qu'il le détienne.

ART. 5.

Le commandement contiendra l'indication de l'immeuble débiteur et le montant des sommes dues. Il sera notifié par un agent de la Moudirieh ou du Gouvernorat et signé ou cacheté par le propriétaire ou par le détenteur de l'immeuble ou par la personne qui répondra en son nom.

En cas de refus ou d'impossibilité de signer ou de cacheter, l'agent de la Moudirieh ou du Gouvernorat se fera assister de deux témoins, cheikhs ou autres, qui signeront ou cachetteront le commandement pour constater le refus de la signature ou du cachet.

ART. 6.

Copie du commandement sera laissée au propriétaire ou au détenteur de l'immeuble ou à la personne qui répondra en son nom. En cas de refus de recevoir la copie, elle sera affichée à la porte du Gouvernorat ou de la Moudirieh et de la demeure du Cheikh-el-Baled. Cet affichage vaudra notification.



ART. 7.

A l'expiration des huit jours fixés dans le commandement, si les impôts fixés ou dimes n'ont pas été payés au saraf du village ou à la caisse de l'agent chargé de la perception, il sera procédé à la saisie des fruits, des récoltes, des objets mobiliers et des bestiaux.

ART. 8.

La saisie sera opérée par un agent de la Moudirieh ou du Gouvernorat, assisté de deux témoins, cheikhs ou autres. Les récoltes saisies seront, suivant leur nature, mesurées ou pesées et, au besoin, transportées dans un lieu sûr. Mention de ces opérations sera faite dans le procès-verbal de saisie ; les récoltes sur pied, les bestiaux ou objets mobiliers saisis seront énumérés et décrits dans le présent procès-verbal.

Il sera ensuite constitué un gardien des objets saisis.

Le procès-verbal de saisie sera signé ou cacheté par l'agent de la Moudirieh ou du Gouvernorat, par les témoins et le gardien.

Il contiendra fixation du jour et désignation du lieu et de la vente, qui ne pourra avoir lieu ni avant le huitième jour, ni après le quinzième qui suivra la notification de la saisie.

Copie du procès-verbal certifié conforme par l'agent de la Moudirieh ou du Gouvernorat sera remise séparément au gardien et au propriétaire ou au détenteur de l'immeuble ou à la personne qui aura répondu pour lui. Mention de cette remise sera faite au procès-verbal.

En cas de refus de recevoir la copie, mention de ce refus sera également faite au procès-verbal.

Dans tous les cas, copie du procès-verbal de saisie sera affichée quatre jours au plus tard après la notification de la saisie, à la porte de la Moudirieh ou du Gouvernorat, à celle de la demeure du Cheikh-el-Baled et dans un emplacement apparent du lieu où la vente doit être faite.

ART. 9.

Au jour fixé, il sera procédé par les soins d'un agent de la Moudirieh ou du Gouvernorat et en présence de deux cheiks ou notables, à la vente des objets saisis, soit sur les lieux mêmes, soit au marché voisin,



La vente sera faite à la criée et les fruits, récoltes, objets mobiliers ou bestiaux saisis seront adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur.

La vente sera poursuivie jusqu'à concurrence des sommes dues, de celles à devoir à la fin du mois courant et des frais, s'il y a lieu.

Il sera dressé procès-verbal de la vente. Ce procès-verbal mentionnera la cause de la vente, la désignation des choses vendues, leur provenance, l'heure de l'ouverture et de la clôture des enchères, le prix d'adjudication et le nom des adjudicataires. Le procès-verbal sera signé ou cacheté par le délégué de la Moudirieh ou du Gouvernorat, par les deux cheikhs ou notables et par les adjudicataires.

Le prix d'adjudication devra être payé au comptant et en espèces.

### CHAPITRE III.

#### Saisie et Vente Immobilières.

##### ART. 10.

En cas d'insuffisance du produit de la vente faite sur saisie mobilière, il sera procédé à la saisie immobilière dans les formes ci-après indiquées. Un mois avant la saisie immobilière, il sera notifié au propriétaire connu de l'Administration, en la personne du détenteur de l'immeuble, quelle que soit sa qualité, par un agent de la Moudirieh ou du Gouvernorat de la situation de l'immeuble, un commandement afin de saisie immobilière. Le commandement devra être fait dans les formes indiquées à l'art. 5 et contenir la désignation de l'immeuble débiteur, les sommes dues et toutes les énonciations et désignations requises par les commandements afin de saisie immobilière.

##### ART. 11.

Un mois au moins et quarante jours au plus après la notification du commandement, il sera procédé à la saisie de l'immeuble par un délégué de la Moudirieh ou du Gouvernorat, assisté de deux notables et au besoin d'un expert ou d'un arpenteur, chargés de la désignation et de l'évaluation de l'immeuble saisi.

Procès-verbal de la saisie sera dressé et notifié au propriétaire connu de l'Administration en la personne du détenteur de



l'immeuble, quelle que soit sa qualité, dans les formes indiquées pour le procès-verbal de saisie mobilière. Ce procès-verbal relatera la désignation et l'évaluation de l'immeuble.

ART. 12.

Dans le délai d'un mois au moins et de quarante-cinq jours au plus après la notification du procès-verbal de saisie, il sera procédé à la vente aux enchères publiques de l'immeuble saisi. Avis de la vente sera inséré deux fois, à huit jours d'intervalle, dans le journal officiel arabe et placardé à la porte du Gouvernorat ou de la Moudirieh et de la demeure du Cheikh-el-Baled, si l'immeuble est situé dans les villages, ainsi qu'en un lieu apparent de l'immeuble saisi.

Le dernier avis devra être inséré au journal huit jours au moins avant le jour fixé pour les enchères.

Les avis et placards contiendront l'indication du jour de la vente, la désignation de l'immeuble, une mise à prix suivant estimation faite au procès-verbal de saisie et, s'il y a lieu, tous autres renseignements relatifs aux conditions de la vente.

ART. 13.

La vente aura lieu à la Moudirieh ou au Gouvernorat en séance publique, en présence du Moudir ou du Gouverneur ou de son wékil, assisté d'un écrivain de la Moudirieh ou du Gouvernorat.

L'évaluation donnée par les notables, l'expert ou l'arpenteur au procès-verbal de saisie, servira de mise à prix.

Le Moudir ou Gouverneur ou son wékil prononcera l'adjudication au profit du plus offrant et dernier enchérisseur, c'est-à-dire au profit de celui dont l'offre n'a pas été couverte dix minutes après la dernière offre, par une autre offre supérieure.

Le prix d'adjudication sera payé au comptant et en espèces.

Procès-verbal des enchères sera dressé et signé par le Moudir ou le Gouverneur ou son wékil et par l'écrivain qui l'assistera.

Le procès-verbal contiendra la cause des poursuites, la désignation de l'immeuble, les offres faites et la mention de l'adjudication, ainsi que tous les incidents des enchères.



ART. 14.

Au cas où, au jour fixé, il ne se présentera pas d'adjudicataires, la vente sera renvoyée à un mois.

La mise à prix sera réduite d'un cinquième.

Le renvoi sur nouvelle mise à prix sera annoncé par de nouvelles insertions au journal officiel arabe et par de nouveaux placards dans les formes et conditions indiquées à l'art. 12.

ART. 15.

Le procès-verbal de vente sera délivré à l'adjudicataire contre paiement intégral du prix de vente, d'un droit proportionnel de 5 % et des frais.

Il sera revêtu de la formule exécutoire par un délégué du cadi de la situation des biens.

Il vaudra titre de propriété et tiendra lieu de hodgeh.

Il sera transcrit par les soins de l'adjudicataire et à ses frais, soit au mekhémeh, soit au greffe du Tribunal de la Réforme, de la situation de l'immeuble.

ART. 16.

Faute par l'adjudicataire de satisfaire aux conditions de l'adjudication, l'immeuble sera revendu à sa folle enchère.

Il sera tenu de la différence, au cas où le prix de la seconde vente n'atteindrait pas celui de la première et si le prix de la revente sur folle enchère est supérieur au prix offert par le fol enchérisseur, la différence bénéficiera au contribuable poursuivi et sera, en tant que de besoin, imputée en déduction des impôts dus.

Dans le cas de folle enchère, la vente aura lieu dix jours après la publication d'une annonce dans le journal officiel arabe.

ART. 17.

Toute personne pourra, dans le délai de dix jours de l'adjudication, faire dans les bureaux de la Moudirieh ou du Gouvernorat une déclaration de surenchère du dixième à charge de déposer un cinquième de la mise à prix nouvelle, outre les frais, ou de présenter caution solvable.

Copie de cette déclaration sera délivrée, par la Moudirieh ou le Gouvernorat, en forme authentique, au surenchérisseur.



ART. 18.

En cas de surenchère, il sera procédé par les soins de la Moudirieh ou du Gouvernorat à de nouvelles annonces dans les formes indiquées à l'art. 12.

La date de la vente ne pourra être fixée à un délai moindre de huit jours après la dernière insertion.

ART. 19.

Nos Ministres de l'Intérieur, des Finances et de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait au Palais d'Abdin, le 25 mars 1880.

(Signé) MÉHÉMET THEWFIK.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,  
Ministre de l'Intérieur et p. i. des Finances,*

(Signé) RIAZ.

*Le Ministre de la Justice,*

(Signé) H. FAKRY.

---



## D É C R E T

du 13 mars 1884 sur l'impôt de la propriété bâtie

(avec tableau y annexé)

---

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres, Notre Conseil Législatif entendu,

DÉCRÉTONS :

### TITRE I.

#### Dispositions Générales.

##### ARTICLE PREMIER

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1884, l'impôt du douzième sur la valeur locative sera perçu dans les conditions spécifiées ci-après, sur les maisons d'habitation, hôtels, entrepôts ou magasins, usines ou fabriques, bâtiments d'exploitation, et généralement sur toutes les propriétés bâties de l'Egypte et jardins y attenant, qu'elles soient occupées par le propriétaire, l'usufruitier ou par d'autres, à titre gratuit ou onéreux.

##### ART. 2.

Sont exempts de l'impôt :

- 1<sup>o</sup> Les cabanes non productives de revenus ;
- 2<sup>o</sup> Les maisons dont la valeur locative annuelle n'excède pas 500 P. T. et qui sont habitées par les propriétaires ou usufruitiers ;
- 3<sup>o</sup> Les édifices affectés au service des cultes, tels que mosquées, églises, temples, couvents et les immeubles consacrés à des œuvres de bienfaisance ou de charité.

L'Etat, toutefois, désignera les immeubles qui doivent bénéficier de cette exemption, laquelle ne s'étend pas aux biens immeubles



productifs de revenus appartenant aux Wakfs, aux communautés religieuses ou aux établissements de charité ;

4° Les immeubles appartenant à l'Etat et destinés à un service public ;

5° Les hôtels consulaires appartenant à des puissances étrangères.

### ART. 3.

Dans l'estimation de la valeur locative des maisons, on ne doit pas faire entrer les meubles qui les garnissent.

Dans l'estimation de la valeur locative des usines, on ne doit faire entrer que les machines et appareils attachés aux bâtiments à perpétuelle demeure et constituant une partie nécessaire de l'établissement.

La valeur locative se détermine, soit d'après le prix des baux, s'il y en a et s'ils sont sincères, soit par comparaison avec d'autres immeubles voisins et dont la valeur locative est connue, en tenant compte de l'étendue des propriétés, de leur situation, des commodités qu'elles présentent ; enfin, en appréciant le loyer qu'on en pourrait tirer.

Dans l'estimation de la valeur locative d'une propriété bâtie, on doit tenir compte des cours et jardins qui y sont attenants et en forment une dépendance immédiate, mais non pas de ceux qui, quoique y attenants, en seraient indépendants et seraient ou pourraient être loués séparément.

## TITRE II.

### Etablissement de l'Impôt.

#### ART. 4.

Il sera procédé tous les deux ans :

1° Au recensement des immeubles bâtis, lequel devra être effectué dans chaque ville ou localité par les soins de l'autorité administrative ;

2° A l'évaluation de la valeur locative des immeubles bâtis.

Cette évaluation sera faite par des Commissions qui fonctionneront dans chaque village et, par quartier, dans chaque ville.

Elles seront composées :



1° De trois délégués du Gouvernement, à l'un desquels appartiendra la présidence, avec voix prépondérante ;

2° De trois membres tirés au sort sur une liste de douze propriétaires élus par les redevables. L'un au moins de ces trois membres devra être de nationalité étrangère.

Il sera, en outre, tiré au sort, parmi les propriétaires élus, deux membres suppléants.

Les décisions des Commissions ne seront valables qu'autant qu'elles auront été prises par quatre membres au moins, parmi lesquels deux délégués du Gouvernement et deux propriétaires élus.

Il pourra être appelé des décisions de ces Commissions devant les Conseils de révision.

#### ART. 5.

Les Conseils de révision seront composés chacun :

1° D'un délégué du Gouvernement, président ;

2° De six membres tirés au sort sur les listes dont il sera parlé ci-après.

Il sera, en outre, tiré au sort quatre membres suppléants.

S'il s'agit d'un recours intéressant un Egyptien, la majorité des membres du Conseil devra être égyptienne.

S'il s'agit d'un intérêt étranger, cette majorité devra être de nationalité étrangère.

Les Conseils de révision fonctionneront au Caire, à Alexandrie et dans les chefs-lieux des Gouvernorats et Moudiriehs.

Au Caire et à Alexandrie, les douze propriétaires élus dans chaque Toumne ou Kisme, pour la formation des Commissions d'évaluation, se réuniront pour désigner parmi eux vingt-quatre propriétaires, dont douze Egyptiens et douze étrangers, qui formeront les listes appelées à fournir les membres et suppléants du Conseil de révision.

Dans les chefs-lieux des provinces et des gouvernorats, les six membres et les quatre suppléants seront tirés au sort sur une liste de vingt-quatre propriétaires élus par les contribuables.

Les décisions des Conseils de révision seront sans appel ; ces décisions, toutefois, ne seront valables qu'autant qu'elles auront été prises par quatre membres, au moins, non compris le président délégué par le Gouvernement.

En ce cas, la majorité devra être composée de membres égypt-



tiens, ou de membres de nationalité étrangère, selon que le recours intéressera un Egyptien ou un étranger.

Dans les chefs-lieux des provinces et des gouvernorats où l'élément européen ne sera pas assez nombreux pour être représenté en nombre suffisant dans le Conseil de révision, il sera suppléé à cette insuffisance par le tirage au sort de propriétaires égyptiens.

Le réclamant étranger aura la faculté, dans ce cas, de porter son recours devant un Conseil de révision de son choix.

#### ART. 6.

Aucun membre d'une Commission d'évaluation ne pourra être élu membre d'un Conseil de révision.

La durée du mandat des Commissions d'évaluation et des Conseils de révision est fixée à deux ans.

### TITRE III.

#### Fixité des évaluations, rôles annuels, additions et retranchements.

#### ART. 7.

Sauf le droit qui appartiendra aux intéressés de réclamer, lors de la mise en recouvrement du premier rôle annuel d'imposition, ainsi qu'il sera dit ci-après, les évaluations faites par les Commissions resteront fixes et invariables pendant huit ans.

Elles ne pourront être modifiées, lors de la confection des autres rôles annuels, que pour cause de constructions nouvelles, démolitions, incendies, destruction totale ou partielle des propriétés ou non occupation des propriétés.

#### ART. 8.

La matrice des rôles d'imposition sera établie, chaque année, au moyen des états de recensement et d'évaluation.

Le rôle d'imposition sera également dressé, chaque année, à l'aide de cette matrice, par ville et par village.

#### ART. 9.

Les déclarations relatives aux additions et retranchements, prévues par l'art. 7, devront être faites par les propriétaires ou



usufruitiers dans la première quinzaine de novembre de chaque année.

A défaut de déclaration dans ce délai, les propriétaires ou usufruitiers seront passibles, la première année, d'une imposition double, pour les propriétés nouvellement construites ou reconstruites ou nouvellement devenues imposables et pour les additions de constructions faites à leurs propriétés.

A défaut de cette déclaration, dans le même délai, pour les constructions démolies, détruites ou devenues non imposables, ils seront déchus, pour la première année, du droit de demander dégrèvement.

#### **TITRE IV**

##### **Mutations de Titres.**

###### **ART. 10.**

Du 1<sup>er</sup> au 15 novembre de chaque année, les intéressés seront tenus de faire la déclaration des mutations survenues dans les propriétés bâties par suite de ventes, échanges, partages ou autres actes de toute nature translatifs de propriété ou d'usufruit.

A défaut de déclaration des mutations, dans le délai ci-dessus, l'impôt sera dû solidairement par l'ancien propriétaire ou usufruitier et par le nouveau.

Les mutations déclarées, chaque année, dans les délais voulus, seront appliquées sur la matrice, ainsi que sur le rôle de l'année suivante.

#### **TITRE V**

##### **Publication et recouvrement des rôles annuels.**

###### **ART. 11.**

Les rôles annuels, une fois arrêtés et rendus exécutoires, sont publiés et mis en recouvrement.

#### **TITRE VI**

##### **Annualité de l'Impôt.**

###### **ART. 12.**

L'impôt assis le 1<sup>er</sup> janvier est dû, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante, par le redevable inscrit au rôle, quels que soient les changements que subisse la matière imposable dans le cours de l'année, sauf dans le cas de destruction ou de vacance de la propriété.



## TITRE VII

### Païement de l'Impôt et poursuites.

#### ART. 13.

L'impôt est payable par trimestre et d'avance.

Le redevable est tenu au paiement de l'impôt sur tous ses biens.

#### ART. 14.

A défaut de paiement volontaire, les poursuites en recouvrement sont exercées contre le redevable conformément au Décret du 25 mars 1880, en vertu d'une contrainte et sans qu'il soit besoin d'autre titre exécutoire.

Toutefois, pour les immeubles appartenant à des étrangers, il ne pourra être passé outre à l'exécution, en l'absence du délégué consulaire, qu'à l'expiration du délai de vingt-quatre heures, calculé à partir de l'heure de la réquisition. Ce délai sera augmenté du délai de distance.

Les oppositions aux poursuites et les difficultés qu'elles peuvent soulever de la part des redevables seront jugées par l'autorité compétente.

#### ART. 15.

Pour le paiement de l'impôt sur les propriétés bâties, le Trésor a privilège sur les loyers et autres revenus de la propriété bâtie, en quelques mains qu'elle passe, et sur la propriété elle-même, en cas d'insuffisance de loyers et revenus.

Ce privilège s'exerce avant tout autre, à l'exception, toutefois, des privilèges garantissant les frais de justice faits pour la conservation et pour la réalisation des biens mêmes sur lesquels porte le privilège du Trésor.

#### ART. 16.

Les locataires sont tenus solidairement avec le redevable, et jusqu'à concurrence du montant de leurs loyers non payés, du paiement de l'impôt envers le Trésor.

Les locataires et tous autres détenteurs ou débiteurs de deniers provenant des redevables et affectés au privilège du Trésor doivent, à première réquisition, et sans qu'il soit besoin de formalités judiciaires, payer le montant de l'impôt en l'acquit du redevable,



jusqu'à concurrence des loyers ou autres sommes dont ils sont débiteurs ou détenteurs. Les reçus d'impôt leur serviront de quittance vis-à-vis des redevables.

ART. 17.

L'action en paiement de l'impôt se prescrit, contre le Trésor, dans cinq ans à compter de la publication des rôles ou des dernières poursuites.

**TITRE VIII**

**Des Réclamations.**

ART. 18.

Tout propriétaire ou usufruitier sera admis à réclamer, devant le Conseil de révision, contre les opérations de recensement et d'évaluation.

ART. 19.

Les réclamations devront être formées, sous peine de déchéance, dans les six mois qui suivront la publication du premier rôle d'imposition.

Dans les trois mois qui suivront la publication des autres rôles annuels, aucune réclamation ne pourra être admise contre les évaluations, que pour causes postérieures et étrangères aux premières opérations, telles que démolition, incendie, destruction totale ou partielle des propriétés, lorsque la déclaration en aura été régulièrement faite.

ART. 20.

Toute personne imposée à tort sur les rôles annuels a droit à la décharge de l'imposition pour laquelle elle est inscrite au rôle.

Tout redevable inscrit au rôle pour une cote supérieure à l'impôt réellement dû, a droit à une réduction.

Il y a lieu, en outre, à décharge ou réduction de la portion d'impôt afférente au revenu perdu, soit en cas de destruction totale ou partielle d'une propriété bâtie survenue dans le cours de l'année, soit en cas de vacance, pendant un semestre au moins, de tout ou partie d'une propriété bâtie dont les propriétaires ou usufruitiers ne sont pas dans l'usage de se réserver la jouissance.



ART. 21.

Tout propriétaire ou usufruitier omis a droit de demander son inscription au rôle.

En cas de mutation de propriété, lorsque les déclarations de mutation ont été faites dans les délais légaux et qu'il n'en a pas été tenu compte dans la confection des rôles, les intéressés ont le droit de réclamer et de faire prononcer la mutation.

ART. 22.

Les demandes en décharge, en réduction, en inscription ou en mutation de cote, doivent être, sous peine de déchéance, formées, soit dans les six mois de la publication du premier rôle d'imposition, soit dans les trois mois de la publication des rôles annuels ultérieurs ou au cours du trimestre de janvier, si les rôles ont été publiés avant le 1<sup>er</sup> janvier.

Les demandes en décharge, ou réduction, pour cause de destruction totale ou partielle ou pour cause de vacance, doivent, sous peine de déchéance, être formées dans le premier mois qui suit l'événement ou la fin de la vacance.

ART. 23.

Les réclamations doivent être accompagnées de la quittance des termes échus de l'impôt.

Elles ne suspendent pas le paiement des termes suivants :

Toutefois, s'il n'a pas été statué dans les trois mois qui suivent l'accusé de réception de la réclamation, le réclamant pourra refuser le paiement des termes de l'impôt qui viendront à échoir après l'expiration de ce délai, et jusqu'à la décision qui interviendra.

ART. 24.

Indépendamment des réclamations individuelles formées par les intéressés, les agents de perception sont autorisés à dresser, chaque année, dans les trois mois de la publication des rôles et pour chaque quartier des villes ou pour chaque village, des états présentant les cotes qui leur paraîtront avoir été indûment portées au rôles. Ils adresseront ces états aux Directeurs des Dairas Baladiehs, Moudirs et Gouverneurs.

Après avoir été soumis à la Commission d'évaluation, ces états seront transmis au Conseil de révision qui statuera.



ART. 25.

Les frais d'instructions complémentaires, d'expertises, etc., ordonnées par les Conseils de révision à la suite des réclamations, seront à la charge des réclamants, si les réclamations sont rejetés.

ART. 26.

Les rôles d'imposition étant annuels, les décisions prises sur les réclamations individuelles ou sur les états des cotes indûment imposées, dressés par les agents du Trésor, n'auront effet que pour l'année à laquelle se rapportent ces rôles.

Toutefois, les décisions sur les réclamations relatives aux opérations d'évaluation produiront leur effet jusqu'à la fin de la période à laquelle ces évaluations sont applicables.

ART. 27.

Jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement, les dispositions qui précèdent ne seront appliquées que dans les villes désignées au tableau A, ci-annexé, et dans les limites qui seront fixées par un décret ultérieur.

ART. 28.

Un règlement d'administration publique déterminera le mode d'application du présent Décret.

ART. 29.

Les attributions conférées par le présent décret et par le règlement concernant son application aux diverses autorités qui y sont mentionnées pourront être confiées, en tout ou en partie, aux municipalités, dans les villes où elles seront instituées.

ART. 30.

Toutes dispositions de lois, décrets et règlements, toutes instructions contraires au présent Décret sont abrogées.



ART. 31.

Nos Ministres de l'Intérieur, des Finances, des Travaux publics et de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait au palais d'Abdine, le 15 gamad-ewel 1301 (13 mars 1884).

(Signé) MÉHÉMET THEWFIK.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,*  
*Ministre de la Justice,*  
*Ministre de l'Intérieur p. i.,*  
(Signé) NUBAR.

*Le Ministre des Finances,*  
(Signé) MOUSTAPHA FEHMY.

*Le Ministre des Travaux publics,*  
(Signé) ABDER-RAHMAN ROUCHDY.

---

**A**

*Tableau des Villes qui doivent être soumises à l'impôt  
sur la propriété bâtie.*

Désignation des Villes	Désignation des Gouvernorats et Moudirieh auxquels appartiennent les villes
Le Caire.....	Gouvernorat du Caire.
Alexandrie.....	Gouvernorat d'Alexandrie.
Port-Saïd.....	Gouvernorat général du Canal.
Ismailia.....	» » »
Suez.....	» » »
Rosette.....	Gouvernorat de Rosette.
Damiette.....	Gouvernorat de Damiette.
Benha.....	Moudirieh de Galioubieh.
Chibin-el-Kanater.....	» »



Désignation des Villes	Désignation des Gouvernorats et Moudirieh auxquels appartiennent les villes
Chibin-el-Kom .....	Moudirieh de Menoufieh.
Menouf.....	» »
Damanhour.....	Moudirieh de Béhéra.
Chabrakit.....	» »
Mahmoudieh.....	» »
Tantah .....	Moudirieh de Garbieh.
Mehallet-Kébir.....	» »
Samanoud .....	» »
Dessouk .....	» »
Zifteh.....	» »
Kafr-el-Zayat.....	» »
Mansourah.....	Moudirieh de Dakahlieh.
Mit-Gamr.....	» »
Zagazig.....	Moudirieh de Charkieh.
Belbiss .....	» »
Barrage.....	» »
Guizeh.....	Moudirieh de Guizeh.
Beni-Souef.....	Moudirieh de Beni-Souef.
Fayoum .....	Moudirieh de Fayoum.
Minieh.....	Moudirieh de Minieh.
El-Fachn.....	» »
Siout.....	Moudirieh d'Assiout.
Abou-Tig .....	» »
Manfalout.....	» »
Mellawi.....	» »
Tahta .....	Moudirieh de Guirgheh.
Ihkmim.....	» »
Sohag.....	» »
Guirgheh .....	» »
Keneh.....	Moudirieh de Keneh.
Esneh .....	Moudirieh d'Esneh.
Assouan.....	» »



## RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

du 13 mars 1884, pour l'application du Décret sur l'impôt de la propriété bâtie.

---

### TITRE PREMIER

Recensement des Immeubles. — Évaluation de la valeur locative.

#### ARTICLE PREMIER.

Il sera procédé, tous les deux ans, au recensement des immeubles bâtis.

La première opération de recensement sera effectuée du 1<sup>er</sup> Avril au 1<sup>er</sup> juillet 1884, dans les conditions suivantes :

Dans chaque ville et village des Commissions, composées de membres désignés par les Ministres de l'Intérieur, des Finances et des Travaux publics, procéderont au recensement avec l'assistance d'écrivains au recensement, et dresseront un état de toutes les propriétés bâties sans exception et sans distinction, entre celles qui doivent payer l'impôt et celles qui en sont exemptes.

Dans les villes, les recensements seront faits par quartier, et l'état de chaque quartier sera divisé par rues et passages.

Les états indiqueront la nature, le nombre d'étages et la destination de chaque propriété (maison, hôtel, moulin, usine etc.) le nom du propriétaire ou usufruitier et feront connaître si la propriété est occupée ou non, si elle est affectée soit à l'exercice d'un culte, soit à un service d'utilité publique ou de bienfaisance.

Les états de recensement, une fois dressés, seront déposés à la Daïra Baladieh, à la Moudirieh ou au Gouvernorat, et, dans les villages, chez le sarraf.

Les propriétaires seront prévenus collectivement, par voie d'affiches, apposées à la porte de la Daïra Baladieh, de la Moudirieh ou du Gouvernorat dans les villes, et à la porte des Cheiks-el-Beled dans les villages, qu'ils peuvent prendre connaissance, pendant un mois, des états de recensement et qu'ils peuvent



faire réparer les erreurs, omissions ou doubles emplois qu'ils contiendraient.

Ces rectifications seront faites par les Commissions d'évaluation, qui feront connaître au public, par voie d'affiches, apposées comme il a été dit ci-dessus, le jour, l'heure et le lieu auxquels elles se réuniront.

#### ART. 2.

Après avoir entendu les observations des propriétaires ou autres intéressés ou de leurs représentants, les Commissions d'évaluation rectifieront et arrêteront les états de recensement.

Elles fixeront, ensuite, les conditions établies par le décret, la valeur des propriétés sujettes, en inscrivant cette valeur sur l'état de recensement.

### TITRE II.

#### Établissement de la Matrice du Rôle d'imposition et des Rôles annuels

#### ART. 3.

Au moyen des états de recensement et d'évaluation, la Daïra Baladieh, la Moudirieh ou le Gouvernorat dressera, pour chaque ville ou localité, la matrice du rôle, c'est-à-dire un registre contenant, par ordre alphabétique, les noms de tous les propriétaires et usufruitiers d'immeubles bâtis et récapitulant, en regard du nom de chacun d'eux, toutes les propriétés bâties sujettes à imposition qu'il possède dans les villes ou localités, avec les indications données par les états de recensement et d'évaluation sur la nature et la valeur locative de ces propriétés.

La matrice sera signée par le directeur de la Daïra Baladieh, par le Gouverneur ou par le Moudir.

#### ART. 4.

Le rôle d'imposition sera établi, chaque année, par ville ou par localité, au moyen du registre-matrice.

Ce rôle indiquera le nom de chaque propriétaire ou usufruitier, la valeur locative de ses propriétés bâties et la cote ou somme d'impôt qu'il doit payer, calculée à raison du douzième de cette valeur.



Le rôle sera arrêté, signé ou cacheté et rendu exécutoire par le directeur de la Daïra Baladieh, par le Gouverneur ou par le Moudir.

### **TITRE III.**

#### **Additions et retranchements annuels à la matrice du rôle.**

##### **ART. 5.**

Chaque année, d'après les déclarations qui devront être faites par les propriétaires ou usufruitiers dans la première quinzaine de novembre, les propriétés nouvellement construites ou reconstruites, devenues imposables, seront ajoutées aux états de recensement ainsi qu'à la matrice, et cotisées au rôle d'imposition de l'année suivante, conformément aux estimations de la Commission d'évaluation qui sera réunie à cet effet.

D'après les mêmes déclarations et estimations, les propriétés bâties, qui, en tout ou en partie, auront été démolies volontairement ou détruites ou auront cessé d'être imposables, seront, en tout ou en partie, retranchées des états de recensement, de la matrice et du rôle d'imposition.

##### **ART. 6.**

Les déclarations relatives aux additions et retranchements des cotes seront contrôlées par les agents de l'Administration, en vue d'assurer l'application des pénalités et déchéances prononcées par l'art. 9 du décret.

Les omissions seront constatées par des procès-verbaux, en vertu desquels, après estimation dans la forme ordinaire, de la valeur locative, les propriétés nouvelles, non déclarées, seront portées d'office sur les états de recensement, sur la matrice et sur le rôle d'imposition.

Les doubles cotes exigibles seront perçues à titre d'amendes et ne figureront pas sur les registres d'imposition.

Les déchéances du droit de dégrèvement seront également prononcées en vertu de procès-verbaux, si le défaut de déclaration dans les délais fixés se rapporte à des propriétés qui ont cessé d'être imposables.



#### **TITRE IV.**

##### **Des Mutations de cote.**

###### **ART. 7.**

Les demandes de mutations de cote, dans les cas prévus par l'art. 10 de la loi, seront reçues par la Daira Baladieh, la Moudirieh ou le Gouvernorat; à l'appui des déclarations de mutation, sera produit l'acte translatif de propriété ou d'usufruit. A défaut de cette pièce, les déclarations devront être signées par l'ancien et le nouveau propriétaire usufruitier.

#### **TITRE V.**

##### **Publication, mise en recouvrements des rôles, poursuites.**

###### **ART. 8.**

Lorsque les rôles auront été arrêtés et rendus exécutoires, ils seront publiés et mis en recouvrement.

La publication aura lieu par voie d'affiches, apposées à la porte de la Daira Baladieh, de la Moudirieh ou du Gouvernorat, ou à la porte du Cheik-el-Beled.

Ces affiches porteront avertissement aux contribuables que le rôle est entre les mains des agents de perception, et que chaque redevable doit payer, dans les délais légaux, la somme pour laquelle il y est porté, sous peine d'y être contraint.

L'agent de perception certifiera, au bas du rôle, la date à laquelle la publication a été faite.

En outre, ce même agent adressera, sans frais, à chaque redevable inscrit au rôle, un extrait du dit rôle énonçant le montant de la cote à laquelle il est imposé et la date de la publication du rôle.

###### **ART. 9.**

Les paiements faits successivement par les redevables seront portés à leur crédit sur le rôle, et il leur sera délivré, pour chaque paiement, une quittance extraite d'un registre à souche.



ART. 10.

A défaut de paiement, dans les délais légaux, des contraintes seront dressées par les agents de perception, et, après avoir été rendues exécutoires par le directeur de la Daïra Baladieh, par le Moudir ou par le Gouverneur, elles seront décernées sans frais aux retardataires.

ART. 11.

Les contraintes porteront commandement de payer dans le délai de huit jours francs, à partir de l'heure de la notification.

A l'expiration de ce délai, à défaut d'opposition en forme, il sera procédé à l'exécution dans les formes prescrites par le Décret du 25 mars 1880.

**TITRE VI.**

**Des Réclamations.**

ART. 12.

Les réclamations des propriétaires ou usufruitiers, contre les opérations de recensement et d'évaluation seront portées devant le Conseil de révision.

Ces réclamations devront être rédigées sur papier timbré, toutes les fois qu'elles se rapporteront à une cote supérieure à 500 P.T. et accompagnées des quittances des termes échus de l'impôt.

Elles seront déposées, dans les délais fixés par l'art. 19 du décret, à la Daïra Baladieh, à la Moudirieh ou au Gouvernorat qui les enregistrera à la date de leur réception et en donnera récépissé.

ART. 13.

Les réclamations déposées après l'expiration des délais fixés seront immédiatement et, avant toute instruction sur le fond, transmises au Conseil de révision, qui décidera si la déchéance est encourue, dans les cas où le Conseil de révision déciderait que la déchéance n'est pas encourue, les réclamations seront envoyées à la Daïra Baladieh, à la Moudirieh ou au Gouvernorat pour être instruites administrativement.



ART. 14.

Les réclamations formées dans les délais voulus feront, au fur et à mesure de leur réception, l'objet d'une instruction administrative, puis elles seront adressées au Conseil de révision qui statuera, après avoir ordonné, s'il le croit nécessaire, toute autre mesure d'instruction, telle qu'expertise, enquête, etc.

ART. 15.

Les décisions du Conseil de révision sont notifiées administrativement, par lettre d'avis et sans frais, aux intéressés ainsi qu'au Ministère des Finances.

Le Ministre des Finances adresse aux agents du Trésor, par l'intermédiaire de la Daïra Baladieh, de la Moudirieh ou du Gouvernorat, des ordonnances de dégrèvement pour la restitution aux intéressés des impôts ou fractions d'impôts perçus en trop.

**TITRE VII.**

**De la Responsabilité des Agents de perception.**

ART. 16.

Les agents du Trésor, chargés des recouvrements, sont responsables envers l'Etat de la rentrée de l'impôt.

ART. 17.

Au mois d'avril de chaque année, les agents de perception dresseront, pour chaque quartier, dans chaque ville, et pour chaque village, un état des cotes irrecevables de l'année écoulée, et l'enverront au directeur de la Daïra Baladieh, au Moudir ou au Gouverneur, qui le transmettront au Ministre des Finances avec leur avis motivé.

ART. 18.

Si le percepteur justifie avoir fait vainement, en temps utile, les diligences nécessaires pour le recouvrement des cotes portées sur l'état, il lui sera donné décharge, par le Ministre des Finances, des sommes non recouvrées.

Approuvé par le Conseil des Ministres le 15 gamad-ewel 1301 (13 mars 1884).

(Signé) NUBAR.



## DÉCRET

du 19 juin 1884, fixant les limites dans lesquelles sera perçu  
l'impôt de la propriété bâtie.

---

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Vu Notre décret du 15 gamad-awel 1301 (13 mars 1884), et le  
tableau annexé à ce décret ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis con-  
forme de Notre Conseil des Ministres ;

Le Conseil Législatif entendu ;

DÉCRÉTONS :

### ARTICLE PREMIER

Les limites dans lesquelles l'impôt du douzième sur les immeu-  
bles bâtis doit être perçu sont fixées, pour les villes du Caire et  
d'Alexandrie, conformément aux indications du tableau A,  
ci-annexé.

### ART. 2.

Nos Ministres de l'Intérieur et des Finances sont chargés,  
chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait au palais d'Abdine, le 25 chaban 1301 (19 juin 1884).

(Signé) MÉHÉMET THEWFIK.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,*

(Signé) NUBAR.

*Le Ministre de l'Intérieur,*

(Signé) ABDEL-KADER HILMY.

*Le Ministre des Finances,*

(Signé) MOUSTAPHA FEHMY.

*(Traduction.)*



**TABLEAU ANNEXE A**

*au Décret du 25 chaban 1301 (19 juin 1884).*

---

Limites dans lesquelles l'impôt du douzième sur les immeubles bâtis est exigible dans les villes du Caire et d'Alexandrie :

**I. VILLE DU CAIRE.**

.....

**II. VILLE D'ALEXANDRIE (1).**

La limite est formée :

1° Du fort Om-Kobeba au lac Mariout, par une ligne perpendiculaire à la rive du lac ;

2° Du point où aboutit cette ligne au point situé également sur le bord du lac en face du confluent du canal Mahmoudieh par la rive du lac ;

3° De ce point au confluent des canaux Farkha et Mahmoudieh par une ligne droite idéale ;

4° Du confluent des canaux Farkha et Mahmoudieh à la prise d'eau au canal Ghobriyal, dans le Mahmoudieh, par le canal Mahmoudieh ;

5° De cette prise d'eau au chemin de fer de Rosette par le canal Ghobriyal ;

6° Du point où se croisent le canal Ghobriyal et la ligne de chemin de fer au point d'intersection de cette ligne et de la route de Rosette, par la voie ferrée ;

7° De ce point d'intersection à la maison de Moursi-el-Dakhakni et y compris cette maison par la route de Rosette ;

8° De cette maison à la Méditerranée par une ligne qui passe à l'extrême ouest du village de Siouf, englobe toutes les maisons de Ramleh et aboutissant aux terrains de Chibli ;

9° Des terrains Chibli au fort d'Om-Kobeba par la mer.

---

(1) Modifié par Décret du 16 mai 1901.



## DÉCRET

du 11 avril 1886, relatif à l'élection des Membres des Conseils  
d'estimation et de révision de la propriété bâtie.

---

NOUS, KHÉDIVE D'EGYPTE,

Les Puissances ayant accepté l'application à leurs nationaux, comme aux sujets locaux, de Notre décret en date du 13 mars 1884 (15 gamad-awel 1301), concernant l'impôt sur la propriété bâtie, avec la modification énoncée en l'article I<sup>er</sup> du présent décret ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Notre Conseil Législatif entendu ;

DÉCRÉTONS :

### ARTICLE PREMIER.

Les membres étrangers des Commissions d'évaluation et des Conseils de révision, institués par les articles 4 et 5 du Décret susénoncé, seront désignés par le Consul dans le cas où les élections resteraient sans résultat, ainsi que dans le cas où les délégués élus ne se présenteraient pas ; si les délégués du Consul ne se présentent pas, la Commission d'évaluation ou le Conseil de révision procédera valablement en leur absence.

### ART. 2.

Dans le cas où les élections, pour les membres indigènes des Commissions d'évaluation et des Conseils de révision susmentionnés resteraient sans résultat, ainsi que dans le cas où les délégués élus ne se présenteraient pas, leur désignation sera faite par le Gouverneur ou par le Moudir.



Si les délégués désignés par le Gouverneur ou le Moudir ne se présentent pas, la Commission ou le Conseil de révision procédera valablement en leur absence.

ART. 3.

Nos Ministres de l'Intérieur, des Finances, des Travaux publics et de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait au palais d'Abdine, le 11 avril 1886 (7 redjeb 1303).

(Signé) MÉHÉMET THEWFIK.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,*  
*Ministre de la Justice,*  
(Signé) N. NUBAR.

*Le Ministre de l'Intérieur,*  
(Signé) ABDEL-KADER.

*Le Ministre des Finances,*  
(Signé) MOUSTAPHA FEHMY.

*Le Ministre des Travaux publics,*  
(Signé) A. ROUCHDY.

---



## ARRÊTÉ

du 9 juin 1890, du Ministre de l'Intérieur, autorisant la perception de la taxe de un pour cent sur la valeur locative de la propriété bâtie pour le compte de la Municipalité d'Alexandrie.

---

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le Décret du 5 janvier 1890, instituant la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu les articles 19, 31 et 40 de ce Décret ;

Vu la délibération de la Commission Municipale en date du 31 mai 1890 ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER.

La taxe de un pour cent sur la valeur locative de la propriété bâtie, payable par les propriétaires, est perçue par la Daïra Baladieh, pour le compte de la Commission Municipale d'Alexandrie à partir du jour de l'institution de cette Commission (5 janvier 1890).

ART. 2.

Le Président de la Commission Municipale et le Directeur de la Daïra Baladieh d'Alexandrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait au Caire, le 9 juin 1890.

RIAZ.



## ARRÊTÉ

du 21 juin 1890, du Président de la Commission Municipale à Alexandrie, prescrivant la taxe sur les voitures et bêtes de somme à l'encontre des étrangers.

---

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu les articles 15 § 2, 19 et 40, ainsi que le préambule du Décret du 5 janvier 1890 instituant la Commission Municipale ;

Vu les délibérations de cette Commission des 31 mai et 18 juin 1890, approuvées par S. E. le Ministre de l'Intérieur ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La taxe sur les voitures et les bêtes de somme, actuellement perçue à charge des indigènes, sera aussi perçue à l'encontre des étrangers, à partir de la date du Décret sus-visé (5 janvier 1890).

ART. 2.

La Daïra Baladieh est provisoirement chargée jusqu'au 31 décembre 1890 de la perception de la dite taxe pour compte de la Commission Municipale.

Alexandrie, le 21 juin 1890.

OSMAN ORPHI.

Approuvé.  
Le 22 juin 1890.

*Le Ministre de l'Intérieur,*  
RIAZ.



## DÉCRET

du 19 décembre 1891, exemptant de l'impôt sur la propriété bâtie les maisons dont la valeur locative annuelle n'excède pas 500 P. E.

---

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Vu Notre décret du 13 mars 1884 relatif à l'impôt sur la propriété bâtie ;

Vu l'avis conforme de Messieurs les Commissaires-Directeurs de la Caisse de la Dette publique ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

Sont exemptes de l'impôt sur la propriété bâtie, les maisons dont la valeur locative annuelle n'excède pas P.T. 500, même si elles ne sont pas habitées par leurs propriétaires ou usufruitiers.

Néanmoins, cette exception ne s'appliquera pas aux maisons dont le propriétaire ou l'usufruitier serait, en même temps, propriétaire ou usufruitier d'autres maisons, si l'ensemble des valeurs locatives de ces diverses maisons excède annuellement 500 P.T.

ART. 2.

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent Décret, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1892.

Fait au palais de Héliouan, le 19 décembre 1891 (17 gamad-awel 1309).

MÉHÉMET THEWFIK.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,*

MOUSTAPHA FEHMY.

*Le Ministre des Finances,*

ABDERRAHMAN ROUCHDY.



## DÉCRET

du 22 décembre 1894, prorogeant d'une année la perception des taxes municipales prévues à l'article 40 du Décret du 5 janvier 1890.

---

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Vu l'assentiment des Puissances,

DÉCRÉTONS :

### ARTICLE PREMIER

Les taxes prévues aux paragraphes A et B de l'art. 40 du décret du 5 janvier 1890, instituant la Commission Municipale d'Alexandrie, continueront à être perçues pendant une nouvelle période d'une année.

### ART. 2.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Décret.

Fait au palais de Koubbeh, le 22 décembre 1894.

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,*  
*Ministre de l'Intérieur,*  
N. NUBAR.



## ARRÊTÉ

du 23 mai 1895, de la Municipalité d'Alexandrie, touchant  
le recouvrement des taxes municipales.

---

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu la décision de cette Assemblée en date du 10 avril 1895,  
approuvée par S. E. le Ministre de l'Intérieur, aux termes de  
l'art. 19, § 2, du Décret du 5 janvier 1890 ;

Vu l'art. 15, § 2, de ce même Décret,

### ARRÊTE :

Le recouvrement de toutes les taxes municipales pour lesquelles  
un mode spécial n'a pas été prévu, sera effectué au besoin par voie  
de saisie et d'exécution administratives, conformément aux dispo-  
sitions du Décret du 25 mars 1880.

Le présent règlement sera obligatoire 30 jours après sa publication  
au Journal Officiel.

Alexandrie, le 23 mai 1895.

EMIN FIKRY.

---



## DÉCRET

du 13 janvier 1896, prorogeant la perception des taxes de  $\frac{1}{2}$  pour mille sur les exportations et importations au profit de la Commission Municipale d'Alexandrie.

---

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Vu le Décret du 5 janvier 1890 instituant la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu Notre Décret du 22 décembre 1894 prorogeant jusqu'au 31 Décembre 1895 la perception des taxes prévues aux paragraphes A et B. de l'art. 48 du décret précisé du 5 janvier 1890 ;

Avec l'assentiment des Puissances ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

### ARTICLE PREMIER

Les taxes prévues aux paragraphes A et B de l'art. 40 du Décret sus-visé du 5 janvier 1890, continueront à être perçues à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1896, au profit du budget de la Commission Municipale d'Alexandrie.

La perception des dites taxes, si une des Puissances en fait la demande, sera arrêtée, moyennant un avis préalable donné à Notre Gouvernement un an à l'avance.

### ART. 2.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Décret.

Fait au Palais d'Abdine, le 13 janvier 1896.

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,*  
*Ministre de l'Intérieur,*  
MOUSTAPHA FEHMY.

*Le Ministre des Affaires Étrangères,*  
BOUTROS GHALI.



## DÉCRET <sup>(1)</sup>

**du 13 janvier 1896, attribuant de nouveaux revenus à la Commission Municipale d'Alexandrie.**

---

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Vu le Décret du 5 janvier 1890 instituant la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu le Décret du 27 juillet 1885 ;

Vu l'art. 1<sup>er</sup>, § 2, du Décret du 12 juillet 1888 ;

Avec l'assentiment des Puissances signataires de la Convention de Londres du 17 mars 1885 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

### ARTICLE PREMIER

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1896, seront ajoutés aux revenus attribués à la Commission Municipale d'Alexandrie :

1<sup>o</sup> L'excédent du produit de l'impôt du douzième sur la propriété bâtie dans le périmètre de la ville d'Alexandrie, au-delà de la somme perçue en 1895 ; pour le calcul de cet excédent, tous les arriérés antérieurs à 1896 seront retranchés du produit de l'impôt ;

2<sup>o</sup> Toutes recettes quelconques de l'Abattoir d'Alexandrie, pendant la durée de la concession résultant du contrat passé avec la Commission Municipale le 15 août 1892 ; la redevance établie au profit de Notre Gouvernement par l'art. 15 du dit contrat est supprimée ;

3<sup>o</sup> La moitié du produit net de la vente des biens libres de l'Etat dans le périmètre de la ville d'Alexandrie, sans que les sommes qui seront attribuées de ce chef à la Municipalité puissent excéder

---

(1) Modifié par décret du 29 novembre 1902,



L.E. 8,000 pour chaque période de cinq ans. Le produit net se compose de tous les prix de vente réalisés, déduction faite des frais de bureau des immeubles libres à Alexandrie.

ART. 2.

Nos Ministres de l'Intérieur et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait au Palais d'Abdine, le 13 janvier 1896.

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,*

*Ministre de l'Intérieur,*

MOUSTAPHA FEHMY.

*Le Ministre des Affaires Étrangères,*

BOUTROS GHALI.

*Le Ministre des Finances,*

AH. MAZLOUM.

---



## ARRÊTÉ

du 24 janvier 1899, établissant la taxe de 2 % sur les loyers.

---

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu les articles 15 et 40, lettre D, du Décret du 5 janvier 1890 ;

Vu le budget municipal pour 1899 approuvé par le Gouvernement de Son Altesse le Khédive, le 8 décembre 1898 ;

Vu la délibération de la Commission Municipale en date du 21 décembre 1898, approuvée par S. E. le Ministre de l'Intérieur le 23 janvier 1899,

### ARRÊTE :

#### ARTICLE PREMIER.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1899, la taxe de deux pour cent sur les loyers, payable par les locataires, sera perçue de tous les occupants de locaux portés aux rôles de la propriété bâtie, dressés par l'Administration des Contributions directes de l'Etat.

#### ART. 2 (\*).

Cette taxe sera provisoirement établie sur la valeur locative déterminée par l'Administration des Contributions directes pour la perception de l'impôt sur la propriété bâtie.

La Municipalité se réserve de l'établir ultérieurement sur les loyers payés par les locataires.

#### ART. 3.

La taxe est due, pour l'année entière, par les contribuables, pour le local occupé par eux le 1<sup>er</sup> janvier de cette même année.

---

(\*) Modifié par arrêté du 23 janvier 1900.



Elle est payable intégralement, dès la mise en recouvrement de ces rôles.

Les redevables qui, au cours d'une année, viendraient occuper pour la première fois un local imposable, payeront la taxe entière, si cette occupation a lieu avant le 1<sup>er</sup> juillet, et la moitié de taxe si elle a lieu après cette date.

ART. 4.

Le recouvrement sera effectué par les agents de la Municipalité qui procèderont, au besoin, contre les contribuables en retard, conformément aux dispositions du Décret du 25 mars 1880.

ART. 5.

Un règlement spécial déterminera le mode d'application du présent arrêté.

Alexandrie, le 24 janvier 1899.

ISMAÏL SABRI.

Approuvé le 25 janvier 1899.

*Le Ministre de l'Intérieur,*  
MOUSTAFA FEHMY.

---



## RÈGLEMENT D'APPLICATION

de la taxe de 2 % sur les loyers, arrêté par la Commission  
Municipale le 3 mai 1899.

---

### ARTICLE PREMIER.

Conformément à l'art. 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 24 janvier 1899, la taxe de 2 % sur les loyers, est due par toute personne occupant, soit à Alexandrie, soit dans la banlieue, un local inscrit au rôle de la propriété bâtie ; les propriétaires sont assujettis à cette taxe pour les locaux qu'ils occupent personnellement.

### ART. 2.

Les propriétaires seront tenus de la taxe pour les locaux déclarés par eux comme inoccupés, si, à toute époque et à première réquisition, ils ne permettent pas, aux percepteurs de la taxe, le libre accès des locaux prétendus vacants.

Un local ne sera considéré comme vacant que s'il ne contient ni meubles, ni effets, ni marchandises.

### ART. 3.

Les locataires principaux ou propriétaires qui, occupant eux-mêmes un appartement, cèdent, louent ou sous-louent des chambres, seront tenus exclusivement de la taxe afférente à tout l'appartement.

Il en sera de même pour les propriétaires ou les locataires de magasins qui en cèdent une partie à d'autres, à titre onéreux ou gratuit.

### ART. 4.

Conformément à la réserve contenue au deuxième paragraphe de l'art. 2 de l'arrêté du 24 janvier 1899, les locaux productifs de



revenus, donnés à bail à des particuliers par les Administrations publiques, par les Wakfs ou Communautés et qui ne figureraient pas au rôle de l'Administration des Contributions directes, seront imposables annuellement, à charge de leurs occupants, à raison du (2 %) deux pour cent de leurs loyers annuels.

Les occupants de locaux nouvellement construits et dont l'évaluation n'a pas encore été portée aux registres des Contributions directes, seront taxés à raison du 2 % du montant de leur loyer, tel qu'il est établi par leur bail, si l'occupation a précédé le 1<sup>er</sup> Juillet et à raison de la moitié de la taxe, si l'occupation est postérieure à cette date.

A défaut de communication de baux offrant un caractère d'authenticité suffisante, la Municipalité pourra imposer les occupants de ces locaux, de même que ceux des Wakfs ou Communautés, en prenant comme base d'estimation, la valeur locative de locaux analogues.

Pour ce dernier cas, si le contribuable se croit surtaxé, la charge de la preuve de l'exagération de la taxe lui incombera.

#### ART. 5.

Conformément à l'art. 3 de l'arrêté du 24 janvier 1899, les contribuables ne seront pas admis à réclamer de décharge ou de dégrèvement si, postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier d'une année, ils ont cessé d'occuper le local qu'ils occupaient à cette date, quels que puissent être les motifs de cette cessation d'occupation.

Par contre, ils ne seront pas tenus de payer une nouvelle taxe pour l'année si, postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier, ils quittent un local pour aller en occuper un autre, même d'un loyer supérieur.

Aux termes de l'art. 3 de l'arrêté du 24 janvier 1899, cette exception n'est pas acquise à ceux qui, sans avoir jusqu'alors acquitté la taxe, viennent occuper un local qui était vacant au 1<sup>er</sup> janvier.

Ces derniers contribuables seront taxés conformément aux dispositions de l'art. 3 de l'arrêté du 24 janvier 1899.

#### ART. 6.

Tout contribuable qui se croit surtaxé, doit adresser sa réclamation, avec justifications à l'appui, à la Délégation Municipale, en



accompagnant cette réclamation de la quittance de la taxe dont il demande la décharge ou la réduction.

Cette réclamation doit, à peine déchéance, être remise à la Municipalité dans les quinze jours qui suivront la date de la délivrance de la quittance précitée.

La décision de la Délégation sera communiquée au réclamant.

#### ART. 7.

Le recouvrement des taxes se fera par les percepteurs municipaux nantis d'une commission régulière à cet effet, délivrée par le Directeur Général de la Municipalité, contre quittance rédigée sur une formule imprimée en arabe et en français, revêtue du timbre de la Municipalité et signée ou cachetée par le percepteur.

#### ART. 8.

La prescription de la taxe ne sera acquise que cinq ans après la date des dernières poursuites auxquelles aurait donné lieu son recouvrement, dans la forme établie par le Décret du 25 mars 1880.

---



## ARRÊTÉ

du 23 janvier 1900, relatif à la perception de la taxe du 2 °/o  
sur le montant effectif des loyers.

---

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu l'arrêté du 24 Janvier 1899 et le règlement d'application du  
3 Mai 1899, concernant la taxe sur les loyers ;

Vu la réserve formulée au dernier alinéa de l'art. 2 de l'arrêté  
précité ;

Vu la délibération de cette Commission, en date du 27 Décembre  
1899, approuvée par S.E. le Ministre de l'Intérieur le 10 janvier 1900 ;

## ARRÊTÉ

### ARTICLE PREMIER.

La taxe du 2°/o sur les loyers sera perçue, à partir de l'année 1900,  
sur le montant effectif des loyers, avec la faculté pour la Munici-  
palité, d'appliquer à l'évaluation de tous les locaux sans distinction,  
occupés par des locataires ou par leurs propriétaires, les dispo-  
sitions de l'art. 4 du Règlement d'application du 3 mai 1899, en ses  
alinéas 3 et 4.

### ART. 2.

L'arrêté du 24 janvier 1899 et le règlement d'application du  
3 mai 1899 sus-visés, sont maintenus dans celles de leurs disposi-  
tions, qui ne sont pas modifiées par le présent arrêté.

Alexandrie, le 23 janvier 1900.

SIDKY.



## ARRÊTÉ

du 18 février 1900, du Ministre des Finances remettant à la Municipalité d'Alexandrie le service de l'impôt sur la propriété bâtie.

---

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu l'art. 29 du Décret du 13 mars 1884, aux termes duquel les attributions conférées par ce même Décret et par le règlement concernant son application aux diverses autorités y mentionnées pourront être confiées aux Municipalités dans les villes où elles seront instituées ;

Vu l'entente qui a eu lieu entre le Ministère des Finances et la Municipalité d'Alexandrie ;

ARRÊTE :

### ARTICLE PREMIER

A partir du 1<sup>er</sup> mars et jusqu'à nouvel ordre, le service de l'impôt sur la propriété bâtie, dans la ville d'Alexandrie, sera confié à la Municipalité qui sera seule responsable de l'application des dispositions des lois et règlements actuellement en vigueur ou qui seront ultérieurement édictés sur la matière.

Le Directeur général de la Municipalité est nommé président du Conseil de révision.

### ART. 2.

La Municipalité versera au Ministère des Finances, par mensualités, la part qui revient au Gouvernement dans le produit de l'impôt sur la propriété bâtie, selon le § 1<sup>er</sup> de l'art. 1<sup>er</sup> du Décret du 13 janvier 1896, déduction faite d'une somme de L.E. 3.870 pour frais d'administration et de perception.

### ART. 3.

A partir du 1<sup>er</sup> mars, le personnel chargé du service de l'impôt sur la propriété bâtie, ainsi qu'une partie de celui de la comptabilité, est transféré à la Municipalité.

Le Directeur général de la comptabilité et le Contrôleur des contributions directes sont chargés de prendre les mesures nécessaires pour effectuer le transfert dont il s'agit.

Le Caire, le 18 février 1900.

AHMED MAZLOUM.



## ARRÊTÉ

du 24 juin 1902, du Président de la Commission Municipale  
d'Alexandrie modifiant la taxe d'abatage.

---

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu les articles 15 et 31 du Décret du 5 janvier 1890 ;

Vu l'arrêté municipal sur les abattoirs et boucheries, promulgué  
le 3 novembre 1894 ;

Vu la délibération de la Commission Municipale du 14 mai 1902 ;

Vu la décision du Conseil des Ministres en date du 16 juin 1902 ;

### ARRÊTE :

#### ARTICLE UNIQUE

Les droits d'abatage prévus aux § 2, 3 et 4 de l'art. 32 de  
l'arrêté municipal du 3 novembre 1894, sont modifiés comme suit :

Il sera perçu sur chaque bête abattue un droit uniforme de quatre  
millièmes par kilogramme de viande nette.

Le règlement définitif de ce droit sera fait après l'abatage.

Il appartient toutefois à l'Administration, pour assurer une sur-  
veillance plus efficace, d'exiger provisoirement à l'entrée de la  
ville sur les animaux venant de l'intérieur, un dépôt équivalent au  
droit à percevoir.

Tous droits de triperie, de fondoir, d'attache et de stabulation  
prévus à l'art. 32 de l'arrêté du 3 novembre 1894 et toutes autres  
dispositions du même règlement, non contraires au présent arrêté,  
sont maintenus.

Cette modification entrera en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1902.

Fait à Alexandrie, le 24 juin 1902.

Signé : D<sup>r</sup> SIDKY.



## DÉCRET

du 29 novembre 1902, relatif à la suppression de l'octroi.

---

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Vu le Décret du 30 avril 1888 ;

Vu le Décret du 6 juin 1890 ;

Vu le Décret du 5 janvier 1890, instituant la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu Notre Décret du 13 janvier 1896 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres et avec l'assentiment des Puissances signataires de la Convention de Londres du 17 Mars 1885 ;

### DÉCRÉTONS :

#### ARTICLE PREMIER

La perception des droits d'octroi est supprimée, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1903, dans les villes du Caire et d'Alexandrie.

#### ART. 2.

A partir de la même date, seront ajoutés aux revenus attribués à la Commission Municipale d'Alexandrie :

1<sup>o</sup> La part actuellement prélevée au profit de l'Etat sur le produit de l'impôt du douzième sur la propriété bâtie dans le périmètre de la ville d'Alexandrie ;

2<sup>o</sup> Le produit, après déduction des frais de perception, des loyers des immeubles libres de l'Etat dans le dit périmètre.

En outre, la disposition du troisième alinéa de l'art. 1<sup>er</sup> de Notre Décret sus-visé du 13 janvier 1896, fixant à L.E. 8.000, pour chaque période de cinq ans, la part maxima attribuée à la Municipalité dans le produit net de la vente des biens libres de l'Etat dans le même périmètre, est et demeure abrogée.



ART. 3.

Nos Ministres des Finances et de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait au Palais d'Abdine, le 29 Novembre 1902 (28 Châban 1320).

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,*  
*Ministre de l'Intérieur,*  
MOUSTAPHA FEHMY.

*Le Ministre des Finances*  
AHMED MAZLOUM.

---



## ARRÊTÉ

du 14 Janvier 1904, relatif aux Droits de Carrières (1)

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu les dépêches du Ministère des Finances, des 11 juin 1902 et 17 février 1905, relatives à la cession à la Municipalité de l'exploitation des carrières appartenant à l'Etat dans le périmètre de la ville d'Alexandrie ;

Vu la délibération de la Commission Municipale du 30 décembre 1903 ;

### ARRÊTE :

#### ARTICLE PREMIER.

Dans toute l'étendue du périmètre municipal, la redevance sur les matériaux extraits des carrières appartenant à l'Etat ou à la Municipalité, continuera à être perçue comme suit :

1° 80 mill. par tombereau contenant un mètre cube de chaux vive ;

2° 40 mill. par tombereau contenant un mètre cube de chaux éteinte ;

3° 18 mill. par tombereau contenant  $\frac{3}{4}$  de mètre cube de pierre de toute sorte ;

4° 13 mill. par tombereau contenant  $\frac{1}{2}$  mètre cube de sable.

#### ART. 2.

En cas d'expédition par chemin de fer, par barques, etc., la redevance continuera à être perçue comme suit :

1° 80 mill. par 1.000 kilogrammes de chaux vive ;

2° 40 mill. par 500 kilogrammes de chaux éteinte ;

3° 18 mill. par 1.250 kilogrammes de pierres ;

4° 13 mill. par 1.000 kilogrammes de pierre sable.

#### ART. 3.

Un règlement d'application déterminera le mode de perception de ces droits.

Alexandrie, le 14 janvier 1904.

*Le Président,*  
D<sup>r</sup> SIDKY.

---

(1) Modifié par arrêté du 28 octobre 1904. Voir règlement d'application du 20 mars 1905.



## ARRÊTÉ

---

**du 17 février 1904, portant exemption de la Taxe de 2 %  
en faveur des petits loyers.**

---

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu l'arrêté municipal du 24 janvier 1899, établissant la taxe du 2 % sur les loyers, payable par les locataires, le règlement d'application du 18 mai 1899 et l'arrêté municipal du 23 janvier 1900 ;

Vu la délibération prise par la Commission municipale dans sa séance du 30 décembre 1903 ;

### ARRÊTE :

Sont exemptés de la taxe du 2 % les locataires qui paient pour leur habitation un loyer annuel ne dépassant pas L.E. 5, ainsi que les personnes habitant un local leur appartenant dont la valeur locative n'excède pas cette somme.

Ne bénéficieront pas de cette exemption les locataires ou occupants de magasins ou dépôts affectés au commerce ou à une industrie, quel que soit le loyer ou la valeur locative de ces locaux.

L'exemption aura effet à partir du 11 janvier 1904.

Alexandrie, le 17 février 1904.

Signé : D<sup>r</sup> SIDKY.



## ARRÊTÉ

du 28 octobre 1904, modifiant celui du 14 janvier 1904,  
relatif aux droits des Carrières.

---

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu l'arrêté du 14 janvier 1904 :

Vu la délibération de cette Assemblée en date du 16 octobre 1904,  
approuvée par S. E. le Ministre de l'Intérieur, le 25 octobre 1904 ;

### ARRÊTE :

L'article 2 de l'arrêté du 14 janvier 1904, relatif aux droits des  
carrières, est modifié comme suit :

#### ART. 2.

En cas d'expédition par chemin de fer, par barques, etc., la  
redevance continuera à être perçue sur le poids des matériaux  
calculé, d'après les bases indiquées à l'article 1<sup>er</sup> du dit arrêté,  
savoir :

1°	80	mill.	par	842	kilos	de	chaux	vive,	soit	95	mill.	par	1000	kil.
2°	40	»	»	667	»	»	»	éteinte,	»	60	»	»	1000	»
3°	18	»	»	947	»	»	»	pierres,	»	19	»	»	1000	»
4°	13	»	»	684	»	»	»	sable,	»	19	»	»	1000	»

Alexandrie, le 28 octobre 1904.

*Le Président,*  
SIDKY.



## ARRÊTÉ

---

du 20 mars 1905, portant Règlement d'application  
du droit des carrières.

---

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu les arrêtés des 14 janvier 1904 et 28 octobre 1904 relatifs aux droits de carrières ;

Vu la délibération de la Commission Municipale en date du 1<sup>er</sup> mars 1905 approuvée par S. E. le Ministre de l'Intérieur, par lettre du 18 mars 1905 ;

ARRÊTE :

### ARTICLE PREMIER

Les droits de carrière sont perçus d'après le tarif établi aux articles 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 14 janvier 1904 et 2 de l'arrêté du 28 octobre 1904.

### ART. 2.

Des postes de perception et de contrôle seront établis aux endroits que déterminera l'Administration. Celle-ci pourra effectuer la perception soit à la carrière même ou à la sortie du four à chaux, soit à l'entrée des matériaux en ville ou à la gare d'expédition ou d'arrivée, au cas de transport par chemin de fer.

Les charretiers recevront des quittances constatant les droits perçus, qu'ils devront produire, lors du passage des matériaux, devant les postes intermédiaires de contrôle ou à toute réquisition des agents de la Municipalité.

### ART. 3.

Le chargement des charrettes ou tombereaux ne doit pas dépasser le volume prévu à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté sus-visé du 14 Janvier 1904, pour chaque genre de matériaux,



Tout chargement supérieur devra être réduit à ses justes limites, l'intéressé devant dans ce cas, au gré de l'Administration, ou faire procéder à l'enlèvement du matériel chargé en plus, ou payer immédiatement le droit afférent à l'excédent constaté.

L'Administration fera procéder, chaque fois qu'elle le jugera convenable, au cubage des charrettes et tombereaux employés par les carriers, pour s'assurer s'ils ont la contenance prévue par l'arrêté.

ART. 4.

En cas d'expédition de matériaux par chemin de fer, l'Administration pourra s'en tenir au poids constaté dans les polices de transport.

ART. 5.

Les fabricants de chaux, dont les fours sont installés en deçà des postes de perception, devront payer, à l'entrée de la pierraille, les droits entiers prévus par les arrêtés des 14 janvier et 28 Octobre 1904. Ces droits leur seront remboursés, lors du paiement des droits sur la chaux, moyennant la présentation de deux quittances de pierraille, d'un montant de 36 millièmes, pour chaque tombereau de chaux sorti du four, ce qui ramène à 44 millièmes la redevance que devra payer le contribuable pour le tombereau de chaux dont le droit sur la pierraille aura été déjà acquitté.

Il sera toujours donné, pour la pierre, des quittances nominatives aux fabricants de chaux.

ART. 6.

Toute infraction, tout retard dans le paiement, toute fraude ou tentative de fraude pourront donner lieu au retrait de la roksa d'exploitation, après entente avec l'Etat.

ART. 7.

Les constructions, qui seront érigées dans les localités sises en dehors des postes de perception, donneront lieu à l'application des droits de carrière afférents à la pierre et à la chaux y employées, à raison de 40 millièmes par mètre cube de maçonnerie.

Cette redevance sera régularisée à la fin de la construction, à la suite d'un mesurage contradictoire. L'intéressé devra, avant de commencer la construction, effectuer un dépôt que l'Administra-



tion fixera, d'après l'importance que devra avoir l'immeuble à construire. La différence en plus ou en moins qui résultera du mesurage définitif sera réglée, suivant le cas, à l'intéressé ou à la Municipalité.

ART. 8.

Toute introduction irrégulière de matériaux soumis aux droits de carrière donne lieu, outre le droit, à une amende égale à la valeur de l'article ayant formé le corps du délit. Cette amende sera prononcée par le Chef de l'Administration. En cas de non paiement immédiat de l'amende, les matériaux qu'on a tenté d'introduire irrégulièrement seront saisis et vendus par les soins du Service, et le produit de la vente sera acquis à la Municipalité, sans préjudice de ce qui est édicté à l'article 6.

ART. 9.

Les roksas de carrières délivrées par le Service des Bâtiments de l'Etat et dont celui-ci donnera communication à la Municipalité par des états mensuels, seront inscrites, après communication, sur un registre *ad hoc* qui mentionnera les dates de délivrance des roksas et de leur renouvellement.

Alexandrie, le 20 mars 1905.

*Le Président,*  
D<sup>r</sup> SIDKY.

---



## ARRÊTÉ

du 21 octobre 1905, relatif à la Taxe sur les Véhicules et sur les Bêtes de selle, de somme et de trait.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu l'art. 31 du Décret du 5 janvier 1890, constituant la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu le Décret du 25 mars 1880 et l'arrêté municipal du 23 mai 1895, visant le recouvrement des taxes ;

Vu les délibérations de cette Assemblée, en date du 31 mai 1905 et du 27 septembre 1905.

Vu la décision du Conseil des Ministres, en sa séance de 22 Juin 1905, portant approbation du présent arrêté et la lettre de S. E. le Ministre de l'Intérieur du 11 octobre 1905 n° 4805,

### ARRÊTE :

#### ARTICLE PREMIER.

Le tarif établi par le règlement municipal du 27 Juillet 1891 est abrogé et remplacé par le tarif suivant :

#### Animaux :

Chameaux.....	L.E. 0.500
Bœufs, taureaux, vaches, buffles, bufflesses (employés pour le transport).....	» 0.500
Chevaux et mulets.....	» 0.500
Baudets.....	» 0.250

#### Véhicules :

##### a) *Traction animale.*

Omnibus, tapissières.....	L.E. 2.000
Mail-coachs et breaks (6 places au moins).....	» 2.000
Chars funèbres de 1 <sup>re</sup> classe.....	» 1.500
» » » 2 <sup>me</sup> ».....	» 1.000
» » » 3 <sup>me</sup> et 4 <sup>me</sup> classe.....	» 0.500
Voitures de toutes sortes à 2 ou 4 roues (numérotées).....	» 0.600
Voitures non numérotées à 4 roues.....	» 1.500
» » » à 2 roues.....	» 1.000



Chars à 4 roues et tombereaux.....	L.E. 0.500
Tonneaux sur roues, pour le transport de l'eau, du pétrole, des vidanges, etc.....	» 0.600
Charrettes à 2 roues, pour cheval ou mulet.....	» 0.400
Charrettes à baudet.....	» 0.200
Chariots pour poids lourds.....	» 5.000

b) *Voitures automobiles.*

Voitures automobiles à 4 roues (catégorie des grandes voitures).....	L.E. 5.000
Voitures automobiles à 4 roues (catégorie des petites voitures).....	» 3.000
Tricycles, motocycles.....	» 1.500
Omnibus automobiles.....	» 8.000
Fourgons et camions automobiles, par tonne de charge (toute fraction comptant pour une tonne entière) .	» 2.000

c) *Vélocipèdes.*

Bicycles .....	L.E. 0.200
Tricycles.....	» 0.300

d) *Voitures à main.*

Charrettes ayant 1 m. sur 0,75 brancards non compris .....	L.E. 0.200
Charrettes plus grandes.....	» 0.400
Orchestrions, pianos, orgues de barbarie et autres instruments de musique, portés sur roues.....	» 0.400

ART. 2.

Un règlement d'application fixera les détails de perception de cette taxe.

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur à partir du premier Janvier mil neuf cent six (1906).

Alexandrie, le 21 octobre 1905.

*Le Président,*  
D<sup>r</sup> SIDKY.



## ARRÊTÉ

du 23 octobre 1905, portant Règlement d'Application de la Taxe sur les Animaux et Véhicules prévus par l'arrêté du 21 Octobre 1905.

---

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu l'arrêté du 21 Octobre 1905 relatif à la taxe sur les véhicules et sur les bêtes de selle, de somme et de trait ;

Vu les délibérations de la Commission Municipale, en date du 19 Juillet 1905 et du 27 Septembre 1905, et les lettres de S. E. le Ministre de l'Intérieur, du 29 Juin 1905 et du 11 Octobre 1905 n° 4805, portant approbation du présent règlement ;

### ARRÊTE :

#### ARTICLE PREMIER

Tout possesseur d'animaux et de véhicules prévus par l'Arrêté du 21 Octobre 1905 doit faire, personnellement, et dans le courant du mois de Janvier de chaque année, la déclaration de tous les animaux et véhicules qu'il possède, sous peine d'une double imposition à titre d'amende.

Il sera également et dans les mêmes conditions tenu de faire une déclaration analogue, dans les dix jours, pour les animaux et véhicules qu'il reçoit dans le courant de l'année.

A partir du 1<sup>er</sup> Février de chaque année aura lieu un recensement en vue de vérifier l'exactitude des déclarations des contribuables, sans préjudice du droit de la Municipalité de réitérer ses vérifications à toute époque de l'année.

#### ART. 2.

Pour pouvoir être exempté de la taxe annuelle sur les véhicules dont il n'entend pas faire usage, le contribuable est tenu de prévenir la Municipalité, dans le courant du mois de Janvier de chaque année, afin qu'elle fasse plomber les roues de ces véhicules. Passé ce délai, la demande d'exemption ne sera plus recevable.



Les véhicules, dont les plombs ne seraient pas retrouvés intacts, lors du recensement ou de l'inspection, seront considérés comme ayant servi et la taxe devra être acquittée.

ART. 3.

Sont exempts de la taxe, les animaux et les véhicules affectés à un service d'administration publique.

ART. 4.

Les animaux et les véhicules qui arrivent par voie de terre ou de mer à destination d'Alexandrie seront passibles de la taxe pour l'année entière, si leur arrivée a lieu avant le 1<sup>er</sup> Juillet. Si l'arrivée a lieu après cette date, ils ne seront imposables que pour la moitié de la taxe. Le même régime s'applique aux animaux et véhicules introduits à Alexandrie pour la saison d'été.

ART. 5.

Pour les animaux ou véhicules de passage dans la ville, en transit, le montant de la taxe indiquée ci-haut sera versé à titre de dépôt. Ce dépôt sera restitué au propriétaire, lorsque celui-ci aura établi, par certificats réguliers, que ces animaux ou véhicules ont été expédiés soit à l'intérieur soit à l'étranger.

Ces expéditions devront être justifiées :

1<sup>o</sup> Par une déclaration de la station d'expédition, si elles ont eu lieu par voie de chemin de fer ;

2<sup>o</sup> Par un certificat de l'omdeh du village, si elles ont eu lieu par voie de terre, autrement que par chemin de fer ; la signature de l'omdeh sera légalisée par le Markaz ou la Moudirieh ;

3<sup>o</sup> Par une déclaration de la Douane, si elles ont eu lieu par voie de mer.

Passé trente jours à partir de la date de la quittance du dépôt, sans que le propriétaire ait déclaré que les animaux ou véhicules ont été expédiés, ce dépôt sera de plein droit et définitivement acquis à la Municipalité.

ART. 6.

Les négociants qui auront importé de l'étranger des véhicules pour la vente, seront admis à la fin de chaque année au rembour-



sement du montant de la taxe qu'ils auront versé, à titre de dépôt, s'ils établissent que ces véhicules n'ont pas encore été vendus.

ART. 7.

Pour le paiement de la taxe, il sera délivré au nom du contribuable des quittances séparées pour chaque animal ou véhicule recensé. En cas de vente ou de cession de l'animal ou du véhicule, dans le courant d'un exercice, la quittance y relative sera transférée au nom du nouveau possesseur, qui devra prévenir l'Administration, dans le mois qui suit l'achat ou la cession, en présentant la quittance pour l'annotation du transfert. Faute par le nouveau possesseur de donner cet avis, il sera personnellement redevable de la taxe.

Alexandrie, le 23 octobre 1905.

*Le Président,*  
D<sup>r</sup> SIDKY.

---







SERVICE TECHNIQUE,  
MUSÉE, POMPIERS, ETC.







# SERVICE TECHNIQUE, MUSÉE, POMPIERS, ETC.

---

## RÈGLEMENT

du 31 mai 1885, concernant l'usage ou l'occupation de la voie publique par les particuliers (1).

---

### ARTICLE PREMIER

Dans les villes du Caire, d'Alexandrie et dans toutes les villes d'Egypte qui seront désignées par arrêté du Ministre des Travaux Publics, il est défendu, à moins d'une autorisation spéciale de l'autorité compétente spécifiée à l'article 4 ci-dessous :

1° De faire aucune fouille, tranchée ou construction sur le sol de la voie publique, y compris les trottoirs ;

2° De laisser séjourner en dehors des magasins et sur la voie publique des meubles, caisses et autres objets quelconques, sauf pour le temps strictement nécessaire à leur chargement et déchargement, emballage et déballage ;

3° De faire des étalages de marchandises, dépôts de matériaux et généralement d'entraver d'une manière quelconque la circulation, soit sur les rues, soit sur les trottoirs.

### ART. 2.

Les autorisations dont il est question à l'article premier ci-dessus, détermineront les charges et conditions imposées aux bénéficiaires, et fixeront le montant des taxes à recouvrer, s'il y a lieu, conformément au présent Règlement.

---

(1) Voir modification des articles 1 et 2 : Arrêté du 22 juin 1896. Clause additionnelle : second arrêté du 22 juin 1896.

Voir également règlement spécial du 7 juillet 1897 pour Minet el Bassal et entente entre le Gouvernorat et la Municipalité du 27 Février 1901.



ART. 3.

Tout contrevenant aux dispositions de l'article premier ou aux conditions des autorisations prévues à l'article 2 du présent Règlement sera puni des peines de simple police, sans préjudice de l'obligation, pour le contrevenant, de faire cesser l'état de contravention dans les vingt-quatre heures du prononcé de jugement de condamnation, faute de quoi, l'autorité aura la faculté de le faire, aux frais, risques et périls du contrevenant.

ART. 4.

Dans les villes du Caire et d'Alexandrie, les autorisations d'exécuter des fouilles, tranchées ou constructions quelconques sur la voie publique seront délivrées par les inspecteurs des travaux publics de ces deux villes ou leurs agents, et les autres autorisations de voirie dont il est parlé à l'article premier ci-dessus seront délivrées par le Gouverneur ou ceux de ses agents délégués à cet effet.

Dans les autres villes, l'ingénieur du Tanzim de la ville pour laquelle l'autorisation est demandée, est chargé de délivrer les autorisations de toute nature dont il est question à l'article premier.

ART. 5.

La demande d'autorisation doit indiquer :

- a) Les nom et prénoms, la profession, la nationalité et le domicile du pétitionnaire ;
- b) La nature de l'autorisation et la situation de l'emplacement pour laquelle elle est demandée ;
- c) L'espace que le pétitionnaire désire occuper sur la voie publique ;
- d) Le nombre de jours pour lesquels il réclame l'autorisation.

La pétition doit être écrite sur papier timbré, sans quoi elle sera considérée comme nulle et non avenue.

ART. 6.

L'autorisation, une fois délivrée par les autorités désignées à l'art. 4 ci-dessus, devra être présentée par le permissionnaire au délégué de la police de la ville qui la contresignera et ne sera valable qu'après avoir été ainsi contresignée.



Toutefois, dans les villes du Caire et d'Alexandrie, cette formalité ne sera nécessaire que pour les autorisations délivrées par les agents du Ministère des Travaux Publics.

ART. 7.

Aucune construction ne peut être édiflée ou démolie le long d'une voie publique, sans que la portion de la voie publique nécessaire pour le travail soit entourée d'une barrière en bois haute de deux mètres au moins. Cette barrière, dont l'emplacement sera fixé par l'autorisation de bâtir, sera, en général, parallèle à l'axe de la rue, et ne pourra être éloignée du mur de face de plus de :

1 <sup>m</sup> 00	pour les rues dont la largeur est inférieure à 5 <sup>m</sup>	
1 <sup>m</sup> 50	»	» comprise entre 5 et 9 <sup>m</sup>
2 <sup>m</sup> 00	»	» » 9 et 16 <sup>m</sup>
2 <sup>m</sup> 50	»	» dépasse..... 16 <sup>m</sup>

Dans tous les cas, pour les rues plantées, la barrière ne devra pas approcher à plus de 0<sup>m</sup> 50 la ligne des arbres.

Autant que possible, la porte de la barrière devra s'ouvrir en dedans, ou, si cela est impossible, en glissant le long de la barrière ; mais jamais elle ne devra s'ouvrir en dehors de la clôture.

La nuit, les portes des barrières devront être fermées à clef.

ART. 8.

Pour les petites réparations, l'Administration se réserve le droit d'autoriser le pétitionnaire à ne pas établir de barrière, mais à construire des échafaudages volants, ne s'appuyant pas sur le sol.

D'ailleurs, en tout temps, la police peut exiger du permissionnaire qu'il prenne des précautions pour que des matériaux ne tombent pas dans la rue.

ART. 9.

Les voitures employées au transport des matériaux devront, autant que possible, être chargées et déchargées à l'intérieur de la clôture ; si cela est impossible, elles devront, au moins, être rangées le long de la clôture et ne pas être placées en travers de la rue.

Le permissionnaire est, d'ailleurs, tenu responsable de toute obstruction non nécessaire occasionnée dans les rues par les voitures qu'il emploie pour ses travaux.



Lorsqu'il sera nécessaire de décharger les matériaux en dehors de la clôture, ces matériaux devront être rentrés immédiatement.

Les voitures ne pourront, en aucun cas, stationner au dehors, sauf pendant le temps des chargements ou des déchargements.

#### ART. 10.

Les auvents ou abris contre le soleil, établis devant les maisons, ne devront, dans aucun cas, dépasser l'alignement du trottoir, et devront laisser, entre le sol et leur point le plus bas, une distance verticale entièrement libre de deux mètres au moins.

#### ART. 11.

Dans les quatre jours qui suivront l'enlèvement des clôtures ou l'achèvement du travail autorisé, quel qu'il soit, le permissionnaire devra avoir réparé les dommages causés par lui à la rue et aux trottoirs, faute de quoi l'Administration procédera à ses frais à la mise en état de la voie publique.

Dans tous les cas, l'Administration fera procéder, aux frais du permissionnaire, à la mise en état des plantations, des appareils à gaz, etc., endommagés par le fait des travaux exécutés.

#### ART. 12.

L'Administration se réserve la faculté de restreindre ou même de retirer entièrement aux propriétaires des cafés, brasseries et autres établissements du même genre, et cela sans avoir à leur payer aucune indemnité, les autorisations qu'elle leur aurait accordées de placer des chaises et des tables sur la voie publique, au cas où elle reconnaîtrait ensuite que ces tables et chaises incommodent le public.

#### ART. 13.

Les taxes à payer par les permissionnaires et dont il est parlé à l'art. 2 ci-dessus sont fixés comme il suit :

a) Pour toute demande d'autorisation, au moment de la remise de la demande et avant toute instruction, un droit fixe de vingt piastres égyptiennes (20 P.E).

b) Dans toutes les rues ou places macadamisées ou pavées et bordées de trottoirs :



1° Pour tout espace de la voie publique occupé pendant une durée ne dépassant pas une semaine, une piastre (1 P.E.) par mètre carré et par jour ;

2° Pour chaque jour au delà de la première semaine, vingt paras ( $\frac{20}{40}$  P.E.) par mètre carré ;

3° Pour chaque jour au delà du premier mois, dix paras ( $\frac{10}{40}$  P.E.) par mètre carré ;

4° Pour une autorisation permanente accordée aux cafés et brasseries d'occuper une partie de la voie publique avec des tables et des chaises, une taxe annuelle de quarante piastres (40 P.E.) par mètre carré.

c) Dans toutes les rues ou places non pavées ou macadamisées et non bordées de trottoirs, les taxes seront moitié de celles qui sont indiquées au § (b) ci-dessus pour les rues ou places macadamisées ou pavées et bordées de trottoirs.

Ces dernières taxes seront élevées aux chiffres indiqués au § (b) au fur et à mesure que les rues seront pavées ou macadamisées et bordées de trottoirs,

Les taxes seront payées, par les permissionnaires, aux caisses fixées par les agents désignés à l'art. IV ci-dessus pour délivrer les permissions.

#### ART. 14.

Pour toute permission dont la durée n'excédera pas trois mois, l'autorisation ne sera délivrée qu'après paiement par avance du montant total de la taxe.

Pour les permissions dont la durée excédera trois mois, le paiement de la taxe sera fait à l'avance par trimestre.

Faute par le permissionnaire d'avoir fait le second versement ou les autres versements successifs aux époques spécifiées ci-dessus, l'autorisation sera annulée de plein droit, sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure ou avertissement préalable.

#### ART. 15.

Les compagnies des Eaux et du Gaz, au Caire et à Alexandrie, ne sont pas astreintes à la demande d'autorisation et au paiement des droits lorsqu'elles ont à poser ou à réparer leurs tuyaux de conduite et lorsque le travail qu'elles ont à faire ne doit pas durer plus de vingt-quatre heures. Dans ce cas, elles doivent simplement



informer l'inspecteur de la ville du Caire ou d'Alexandrie et le délégué de la police dans le quartier où se font les travaux.

Dans tous les autres cas, ces Compagnies doivent se munir d'autorisations régulières; toutefois, elles sont exemptées des taxes à payer lorsque leurs travaux sont faits, non pour le compte de particuliers, mais pour leur propre compte.

Dans tous les cas, ces Compagnies sont astreintes à toutes les stipulations de l'art. 11 ci-dessus.

#### ART. 16.

Le présent règlement a pour but de faciliter l'application des articles 331 et 340 du Code pénal des Tribunaux mixtes et des articles 341 et 351 du Code pénal égyptien pour les Tribunaux indigènes.

Toutes les contraventions définies dans ces articles et non indiquées dans le présent règlement, telles, par exemple, que l'éclairage des travaux ou dépôts de matériaux pendant la nuit, n'en subsistent donc pas moins.

#### ART. 17.

Les agents du Ministère des Travaux Publics et ceux du Ministère de l'Intérieur sont chargés de l'exécution du présent règlement, chacun en ce qui le concerne. Chaque service a qualité pour contrôler l'usage fait par les permissionnaires des autorisations qu'il a lui-même délivrées en vertu de l'art. 4 ci-dessus et pour dresser, s'il y a lieu, des contraventions au sujet de ces mêmes autorisations.

Fait au Caire, le 31 mai 1885.

*Le Ministre de l'Intérieur,*  
ABDELKADER.

*Le Ministre des Travaux Publics,*  
A. ROUCHDY.



## DÉCRET

du 26 Août 1889, sur le service du Tanzim.

---

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Sur la proposition de Notre Ministre des Travaux Publics et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Vu la délibération de l'Assemblée générale de la Cour d'appel mixte en date du 15 juin 1889, prise en conformité de l'art. 2 de Notre Décret du 31 janvier 1889 (29 Gamad-el-Awel 1306) ;

Le Conseil législatif entendu,

DÉCRÉTONS :

### ARTICLE PREMIER

Dans les villes et villages où le service du Tanzim existe ou sera constitué par arrêté ministériel, nul ne pourra construire, agrandir, surélever, réconforter, réparer ou démolir, à quelque titre ou dans quelque limite que ce soit, des maisons, édifices, murs des clôtures, balcons, perrons, trottoirs, ou tous autres ouvrages bordant la voie publique, sans avoir reçu du service du Tanzim l'autorisation et l'alignement.

Les travaux de badigeonnage intérieurs ou extérieurs ne sont pas soumis à cette autorisation.

### ART. 2.

L'action du service du Tanzim d'une ville ou d'un village pourra être étendue à d'autres villes et villages par arrêté du Ministre des Travaux Publics.

### ART. 3.

L'autorisation et l'alignement seront demandés et délivrés dans la forme prescrite au règlement prévu par l'art. 19 du présent Décret.



ART. 4.

Quiconque se charge des travaux sus-indiqués à titre d'architecte, entrepreneur ou autrement, devra, si l'autorisation préalable n'est pas obtenue, faire au service du Tanzim la déclaration par écrit concernant les travaux à exécuter.

ART. 5.

Toute autorisation à laquelle le bénéficiaire n'aura pas donné suite dans l'année de son obtention est périmée.

ART. 6.

L'interruption des travaux pendant une année entraîne la péremption de l'autorisation.

ART. 7.

On peut recourir contre les décisions du service du Tanzim, en ce qui concerne les autorisations et l'alignement, par devant le Ministre des Travaux Publics. En cas de recours, aucun des travaux prévus à l'article premier ne peut être entrepris avant que le Ministre n'ait statué.

ART. 8.

L'autorisation ne sera délivrée que moyennant l'acquittement des droits établis par le règlement.

ART. 9.

Les particuliers ne peuvent ouvrir des rues publiques sans autorisation préalable et avant d'avoir cédé régulièrement et gratuitement à l'État les parcelles de terrain que ces rues doivent occuper.

Ils devront, en outre, se conformer au plan qui leur sera donné par le service du Tanzim.

Une autorisation n'est pas nécessaire pour ouvrir une rue privée, si elle doit être fermée aux deux extrémités par une grille, porte ou chaîne.

ART. 10.

Toute construction que le service du Tanzim désignera comme nécessitant des réparations au point de vue de la sécurité publique



ou comme menaçant ruine, devra être réparée ou démolie dans le délai déterminé par le service.

ART. 11.

Toute contravention à l'article premier du présent Décret sera punie comme suit :

*A.* Pour travaux faits sans autorisation et en dehors de l'alignement ou de la limite fixée pour la surélévation, les peines édictées par les articles 341 du Code pénal pour les indigènes et 331 du Code pénal pour les étrangers, seront applicables, sans préjudice de la démolition des dits travaux aux frais du contrevenant.

*B.* Pour travaux faits sans autorisation, mais dans l'alignement, la peine édictée par les articles précités des mêmes codes sera seule applicable, sans préjudice du paiement des droits d'autorisation.

ART. 12.

Toute contravention à l'article 4 sera punie suivant les dispositions des articles 341 du Code pénal pour les indigènes et 331 du Code pénal pour les étrangers.

ART. 13.

Toute contravention au premier alinéa de l'article 9 sera punie suivant les dispositions des articles 341 du Code pénal indigène et 331 du Code pénal pour les étrangers, sans préjudice du paiement des droits d'autorisation si la rue se trouve conforme au plan du Tanzim, et de l'obligation pour le contrevenant de faire la cession gratuite du terrain à l'État, ou de la fermer.

Toute contravention au deuxième alinéa du même article sera punie des mêmes peines, sans préjudice du paiement des droits d'autorisation et de l'obligation pour le contrevenant de se conformer aux dispositions du dit alinéa, en ce qui concerne la fermeture de la rue.

ART. 14.

Toute contravention à l'article 10 du présent Décret sera punie de la peine édictée par les articles 341 du Code pénal indigène et 331 du Code pénal pour les étrangers, sans préjudice de la démolition.



ART. 15.

Dans tous les cas prévus par les articles 11, 12, 13 et 14, les condamnations, soit à la démolition, soit au paiement des droits d'autorisation, soit à la fermeture de rues, soit au rétablissement des lieux dans leur état réglementaire, seront, indépendamment de l'amende, prononcées par le juge saisi de la contravention.

ART. 16.

Les jugements, dans les mêmes cas, pourront être attaqués par la voie de l'appel, tant par les parties que par le Ministère Public.

ART. 17.

L'appel se fera par une déclaration au greffe dans le délai de trois jours. Ce délai courra, pour les jugements par défaut, du jour où l'opposition, telle qu'elle est réglée par les articles 151 du Code d'instruction criminelle indigène et 135 du code d'instruction criminelle mixte, ne sera plus recevable, et pour les jugements contradictoires ou par défaut sur opposition du jour de leur prononciation.

ART. 18.

L'appel sera porté devant la Cour, qui sera saisie à cet effet par le Ministère Public et qui statuera d'urgence.

Les parties seront assignées à trois jours francs.

Les arrêts par défaut ne seront pas susceptibles d'opposition.

ART. 19.

Un règlement pour l'application du présent Décret sera établi par arrêté de Notre Ministre des Travaux Publics.

Ce règlement ainsi que les arrêtés ministériels relatifs aux services du Tanzim seront publiés dans le *Journal Officiel*.

ART. 20.

Le Décret en date du 12 mars 1881 (12 Rabi-el-Akher 1298) et le règlement en date du 25 décembre 1882, ainsi que toutes dispositions contraires aux présentes, sont et demeurent abrogés.



ART. 21.

Nos Ministres de l'Intérieur et des Travaux Publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret

Fait au Palais de Ras-el-Tine, le 26 août 1889 (20 Zilhédjé 1306).

(Signé) MÉHÉMET THEWFIK.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,*  
*Ministre de l'Intérieur,*  
(Signé) RIAZ.

*Le Ministre des Travaux Publics,*  
(Signé) MOHAMMED ZÉKI.

(Traduction).

---



## ARRÊTÉ

du 8 septembre 1889 du Ministre des Travaux Publics  
portant Règlement pour le Service du Tanzim.

---

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu l'article 19 du Décret Khédivial en date du 26 août 1889,

ARRÊTE :

### ARTICLE PREMIER.

La Direction générale des villes et bâtiments, instituée, pour toute l'Egypte, au Ministère des Travaux Publics, continuera à fonctionner suivant les règles établies.

### ART. 2.

Les Conseils du Tanzim sont composés comme suit :

#### *Ville du Caire*

- 1° Un fonctionnaire supérieur des Travaux Publics désigné par le Ministre, Président ;
- 2° Le Directeur des Services de la ville du Caire, Vice-Président ;
- 3° Un délégué du Gouvernorat ;
- 4° Un ingénieur du Tanzim ;
- 5° Un délégué du Service sanitaire.

#### *Ville d'Alexandrie*

- 1° Le Gouverneur ou son wékil (délégué), Président ;
- 2° Un délégué du Service sanitaire ;
- 3° Le Directeur des Services de la ville d'Alexandrie ;
- 4° Un délégué du Gouvernorat ;
- 5° Un ingénieur du Tanzim.



*Villes de Suez, Damiette, Port-Saïd et Ismaïlia*

- 1° Le Gouverneur ou son wékil (délégué), Président ;
- 2° Un délégué du Service sanitaire ;
- 3° L'ingénieur du Tanzim ;
- 4° Un délégué de la Police.

Un écrivain du Tanzim assistera aux réunions du Conseil en qualité de secrétaire.

Dans les autres localités, villes ou villages, où le service du Tanzim existe ou sera constitué, le Conseil sera composé comme suit :

- 1° Le Moudir ou son wékil (délégué), Président ;
- 2° L'ingénieur du Tanzim ;
- 3° Un délégué du Service sanitaire ;
- 4° Un délégué de la Police.

Un écrivain du Tanzim, ou, à défaut, l'ingénieur du Tanzim fera fonction de secrétaire.

ART. 3.

Le Conseil se réunira en séance ordinaire tous les quinze jours au moins et, extraordinairement, toutes les fois que le Président le jugera opportun.

Le Conseil ne pourra valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente.

En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

Si le Président est absent, le Conseil désignera un de ses membres pour le remplacer.

ART. 4.

Le Conseil a pour mission :

- 1° D'établir le tracé des alignements sur les plans ou sur les cartes générales ;
- 2° De classer les rues et de leur donner les dénominations, s'il le juge opportun ;
- 3° De fixer leur largeur ;
- 4° De les déclasser, s'il y a lieu ;
- 5° De proposer au Ministre l'achat des terrains nécessaires à leur construction ou à leur élargissement, ou la vente des rues déclassées ;



6° De fixer la distance des plantations bordant les voies publiques ;

7° De signaler au Ministre les dépenses nécessitées par la voirie urbaine ;

8° De présenter des projets d'établissement de voies publiques ;

9° De prendre les arrêtés concernant les édifices nécessitant des réparations, au point de vue de la sécurité publique ou menaçant ruine.

#### ART. 5.

Les cartes et plans généraux seront dressés en double expédition, dont une sera déposée à la Direction Générale des villes et bâtiments, et l'autre restera dans les bureaux du Tanzim de la localité qu'elle concerne.

Les cartes devront être modifiées au fur et à mesure des changements apportés à l'état des lieux, mais ces modifications des cartes laisseront subsister les indications de l'ancien état des lieux.

Le Conseil se basera pour le tracé des alignements sur les conditions générales suivantes :

*A.* — Les impasses, d'une longueur inférieure à cent mètres, devront avoir quatre mètres de largeur. Cependant celles dont la moitié de la longueur environ ou la somme des longueurs des bâtiments alignés se trouverait bordée de constructions établies à la largeur de trois mètres, en vertu d'autorisations régulières antérieurement délivrées, seront conservées à cette largeur sur toute leur longueur.

*B.* — Les rues aboutissant à d'autres, de quatre mètres à six mètres de largeur, auront quatre mètres de largeur.

*C.* — Les rues aboutissant à d'autres, ayant plus de six mètres de largeur, devront avoir une largeur minimum de six mètres.

*D.* — Au Caire et à Alexandrie, les rues principales auront dix mètres de largeur ; dans les autres villes, elles auront six mètres de largeur.

*E.* — Les boulevards auront au minimum douze mètres de largeur dans les villes du Caire et d'Alexandrie, huit mètres dans les autres localités.

*F.* — Si les rues sont plantées d'arbres, les alignements seront établis à quatre mètres au moins parallèlement à la ligne des arbres.



*G.* — Le Khalig, qui traverse la ville du Caire, sera considéré comme une rue ayant dix mètres de largeur, et les constructions qui le bordent seront soumises à toutes les servitudes de voirie établies pour les voies publiques.

*H.* — Les alignements des façades des constructions seront, autant que possible, droits et parallèles entre eux.

L'axe de la route présentera les lignes droites les plus longues qu'on puisse obtenir.

Ces lignes devront aussi, autant que possible, être tracées, au milieu des constructions anciennes, de manière que le reculement que celles-ci auront à subir soit à peu près égal de chaque côté de l'axe.

*I.* — Les monuments artistiques, historiques ou religieux seront conservés autant que possible à l'alignement qu'ils occupent ; ils ne seront sujets à reculement que lors de leur reconstruction, à moins que, pour des raisons spéciales, le Ministre des Travaux Publics ne décide, par arrêté, qu'ils pourront conserver leur alignement primitif.

*J.* — Lorsque, à la jonction de deux rues, les alignements formeront deux angles aigus, ces angles seront tranchés par un pan coupé d'un mètre au moins, tracé perpendiculairement à la bissectrice de l'angle.

*K.* — A la rentrée des rues de trois mètres ou quatre mètres de largeur, les angles seront tranchés en pans coupés d'un mètre de longueur, lorsque les alignements se rencontreront à angles droits ou aigus.

Le tracé des alignements, ayant été arrêté sur un plan des rues, devra être signé par tous les membres présents au Conseil avec cette mention :

« Les alignements de la rue . . . . . ont été arrêtés en  
« séance du Conseil du Tanzim à la date du . . . . . »

Ensuite le plan est soumis à l'approbation du Ministre des Travaux Publics.

#### ART. 6.

Toute demande de permission de voirie devra être formulée sur papier timbré et signée par l'intéressé ou son fondé de pouvoirs régulier.



Elle mentionnera les nom, prénoms, profession, nationalité, demeure et domicile de l'intéressé, ainsi que la nature des travaux projetés, les noms de la ville, du quartier, de la rue, et, enfin, la désignation précise et exacte de la maison ou autre immeuble où les travaux doivent se faire.

Les autorisations données en vertu du présent règlement ne dispensent pas les bénéficiaires de l'accomplissement des formalités et conditions prescrites par les lois, décrets ou règlements spéciaux concernant les constructions à d'autres points de vue que celui du présent règlement.

Les Administrations de l'Etat sont exemptées du paiement des droits de voirie, de quelque nature qu'ils soient.

Les autorisations doivent être retirées du bureau du Tanzim par les bénéficiaires contre récépissé, sans frais.

#### ART. 7.

Les permissions de voirie sont délivrées par l'ingénieur du Tanzim, qui est chargé également de l'exécution des décisions prises par le Conseil.

#### ART. 8.

Dans toutes les localités où l'Estehkamat (service des fortifications) sera intéressé à une permission de voirie, l'ingénieur du Tanzim ne pourra délivrer d'autorisation que sur l'avis conforme de l'Estehkamat.

En cas de désaccord entre le Tanzim et l'Estehkamat, la question sera déférée au Ministre des Travaux Publics, qui statuera et approuvera directement, s'il y a lieu, la permission proposée par l'ingénieur du Tanzim.

Dans tous les cas, les servitudes militaires indiquées par l'Estehkamat à l'ingénieur du Tanzim devront être mentionnées dans la permission de voirie.

#### ART. 9.

Les autorisations délivrées par le service du Tanzim à fin d'alignement détermineront cet alignement d'une manière aussi précise que possible.

Le bénéficiaire d'une autorisation pourra, moyennant paiement des droits établis, obtenir un plan d'alignement dressé d'après les indications de son autorisation.



Celle-ci indiquera les points de repère nécessaires pour la position du mur de face et pourra même prescrire au bénéficiaire d'avoir à faire tracer sur place, par les soins de l'ingénieur du Tanzim, la direction de ce mur sans que, pour cette opération, le paiement d'aucun droit puisse être exigé ou perçu.

Cette dernière prescription, quand elle sera insérée dans l'autorisation, constituera une des conditions substantielles de l'autorisation, et toute infraction commise sur ce point entraînera de plein droit la nullité de l'autorisation, qui sera ainsi considérée comme non avenue.

L'intéressé devra provoquer un récolement quand la construction aura atteint un mètre de hauteur au-dessus du sol.

Cette opération sera faite par les soins de l'ingénieur du Tanzim.

En cas d'infraction à cette disposition, l'autorisation sera également considérée comme nulle et non avenue, et la suspension du travail de construction sera ordonnée par le juge saisi de la contravention.

L'agent qui aura effectué le récolement en dressera procès-verbal, dont une expédition sera remise sans frais à l'intéressé.

Les clôtures ou haies vives devront être établies à cinquante centimètres en arrière de l'alignement.

Quiconque voudra bâtir le long d'une route plantée d'arbres ne pourra déplacer aucun arbre pour faciliter l'accès d'une porte cochère.

Quiconque élèvera une construction devra, indépendamment de l'alignement, observer les prescriptions administratives concernant les niveaux des seuils, la hauteur des maisons, la dimension des saillies.

Tous les terrains bordant les places et rues devront être clos ; les clôtures devront être établies sur l'alignement.

#### ART. 10.

L'approbation d'un plan d'alignement par le Ministre des Travaux Publics et sa sanction par Décret suffiront pour pouvoir procéder partiellement, dans les formes voulues par la loi, à l'expropriation des terrains que ce plan indiquera comme étant nécessaires à l'établissement des rues que ce plan concerne.

Dès la promulgation du Décret, toute construction est interdite sur le terrain destiné à l'expropriation.



ART. 11.

Il ne peut être établi sur les murs de face des maisons aucune saillie autre que celles indiquées ci-dessous :

1° Soubassement ou socle,

Dans les rues de dix mètres de largeur et au-dessous, 0<sup>m</sup>,05.

Dans les rues de plus de dix mètres, 0<sup>m</sup>,15.

2° Pilastres ou colonnes et appuis de croisée,

Dans les rues de dix mètres de largeur et au-dessous : 0<sup>m</sup>,05,

Dans les rues de plus de dix mètres le largeur 0<sup>m</sup>,10,

3° Balcons, avant-corps (maouardehs) établis à 4<sup>m</sup>,50 au moins au-dessus du niveau du sol de la rue (par niveau du sol on doit entendre le niveau supérieur de l'assise couronnant les fondations).

Dans les rues de six mètres de largeur et au-dessus 1<sup>m</sup>,00.

Dans les rues de moins de six mètres de largeur, 0<sup>m</sup>,50.

Les avant-corps ou maouardehs ne sont pas autorisés sur les façades des maisons qui se trouvent au fond des impasses et qui les forment.

*(Voir aux pages suivantes les arrêtés des 16 juin 1895 et 5 février 1899, modifiant le § 3°.)*

4° Devantures de boutiques fixées à la façade, compris toute espèce d'ornement, 0<sup>m</sup>,20.

5° Les saillies sont comptées à partir du nu du mur de face au-dessus du socle.

ART. 12.

Les bancs (mastabets), les perrons, les marches, existant à l'extérieur des constructions, seront supprimés.

Il ne sera fait d'exception que pour les monuments historiques, religieux ou artistiques, jusqu'à la reconstruction de leurs façades à l'alignement.

ART. 13.

Les voûtes ou plafonds (soubats) existant au-dessus des voies publiques seront démolis au fur et à mesure qu'ils seront en mauvais état, comme aussi, lorsqu'une des constructions qui les supportent sera elle-même démolie.

La démolition pourra être exigée lorsque l'un des murs d'appui sera jugé en mauvais état.

La construction de voûtes ou plafonds sur les voies publiques est formellement interdite à l'avenir.



ART. 14.

Les arrêtés de démolition pris par le Conseil du Tanzim sont transmis par l'ingénieur du Tanzim au Gouvernorat ou à la Moudirieh pour exécution.

Ces arrêtés doivent indiquer explicitement les motifs de la décision et déterminer le délai dans lequel la démolition doit être opérée. Ce délai sera au moins de huit jours, quand le propriétaire occupera les lieux et de quinze jours quand il s'y trouvera des locataires.

Au cas où, après l'expiration du délai fixé par l'arrêté, la démolition n'aura pas encore été effectuée, le Gouvernorat ou la Moudirieh en avisera le service du Tanzim, qui fera procéder à la constatation de la contravention par un procès-verbal.

Sur ce procès-verbal, la poursuite sera intentée contre le contrevenant, et, indépendamment de l'amende prévue par la loi, le juge saisi de la contravention ordonnera, après vérification s'il y a lieu, la démolition aux frais du contrevenant.

L'exécution du jugement, après accomplissement de toutes les formalités prescrites à l'égard des étrangers, sera poursuivie contre le propriétaire auquel il incombera de régulariser sa position vis-à-vis des locataires ou autres occupants.

ART. 15.

Les agents chargés de constater les contraventions sont les ingénieurs et les directeurs du service du Tanzim, ainsi que les délégués de la Police.

La contravention devra être constatée par deux agents, dont un du service du Tanzim.

Il sera laissé copie du procès-verbal au propriétaire, ou, à son défaut, le dit procès-verbal sera affiché sur la construction.

---

ART. 16.

*Tarifs des droits de Tanzim.*

1° Pour toute pétition présentée au bureau du Tanzim par un particulier, il sera payé, au moment de la remise et avant toute instruction, un droit fixe de dix piastres égyptiennes (P.E. 10);



2° Outre le droit fixé ci-dessus et préalablement à la remise des autorisations aux pétitionnaires, il sera payé :

*A.* — Pour permission de construire à l'alignement, par mètre de longueur de façade sur la voie publique (droit proportionnel), deux piastres égyptiennes (P.E. 2).

*B.* — Pour permission d'exhausser un mur ou une construction bâtie sur l'alignement (droit fixe), dix piastres égyptiennes (P.E. 10).

*C.* — Pour permission d'exécuter des réparations ou des modifications aux ouvertures dans une façade ou mur de clôture longeant la voie publique (droit fixe), dix piastres égyptiennes (P.E. 10).

*D.* — Pour obtenir une copie d'un plan d'alignement particulier, une piastre égyptienne par mètre linéaire de façade (P.E. 1).

*E.* — Pour obtenir le renouvellement d'une autorisation périmée par suite de l'expiration du délai d'un an prévu à l'art. 5 du Décret (droit fixe), dix piastres égyptiennes (P.E. 10).

Fait au Caire, le 8 septembre 1889.

MOHAMED ZÉKI.

---



## INSTRUCTIONS

du 18 Novembre 1889, relatives au Règlement du Tanzim.

---

### *Ingénieurs du Tanzim.*

Les Ingénieurs du Tanzim fourniront tous les renseignements utiles pour l'instruction des affaires soumises au Conseil du Tanzim ; ils sont tenus d'assister aux séances où seront traitées des affaires de leur ressort, et ils ont voix délibérative, lorsqu'ils sont délégués comme membres du Conseil.

### *Salle des réunions du Conseil.*

Aucune personne étrangère ne doit être présente, dans la salle des réunions, pendant les séances du Conseil, à moins qu'elle n'y ait été appelée pour fournir des renseignements nécessaires à l'instruction de certaines affaires.

### *Visite à domicile.*

Le service du Tanzim devra demander l'avis du Contentieux sur les mesures à prendre afin de pénétrer légalement dans le domicile d'un particulier, sans qu'il puisse en résulter des inconvénients pour l'autorité locale.

### *Registre des séances du Conseil.*

Toutes les affaires inscrites au registre pour être vues par le Conseil devront être examinées dans la même séance, autant que cela sera possible.

Les affaires soumises au Conseil sont, préalablement à la réunion, inscrites par numéro d'ordre sur le registre formule A. (Voir ci-après).

Les décisions prises par le Conseil sont inscrites en regard dans une colonne spéciale sans surcharges ni ratures. Les procès-verbaux des séances sont signés par tous les membres présents.



*Cartes et plans des villes et rues.*

La carte générale de chaque ville ou village sera dressée à une échelle convenable pour que les projets d'ensemble des routes et places y soient tracés.

En outre, pour chaque boulevard, route, ruelle, impasse, etc., etc., un plan spécial sera dressé selon les indications suivantes :

1° Le relevé des plans sera fait avec l'équerre d'arpenteur, le graphomètre ou la planchette; les distances seront mesurées avec la chaîne d'arpenteur ou le ruban en acier.

2° Les plans seront rapportés à l'échelle de 0<sup>m</sup>,005 pour un mètre ( $\frac{1}{200}$ ) sur des bandes de papier blanc collé sur toile de 0<sup>m</sup>,31 de largeur.

Les traits seront faits à l'encre de Chine; les lignes pleines indiqueront les limites des bâtiments, les lignes interrompues indiqueront les limites des propriétés qui ne sont pas closes. Enfin toutes les lignes d'opération seront indiquées par des pointillés. Toutes les cotes des lignes ou des angles mesurés seront écrites sur le plan à l'encre noire.

3° Les constructions seront indiquées par une teinte gris clair; les mosquées, tekies, sibles, tombeaux, etc., par une teinte vert foncé; les églises, par une teinte violette, les cours d'eau, fossés, mares, par une teinte bleu ombré, en fixant par une flèche le sens de l'écoulement; les jardins seront teintés en vert pâle.

4° Le plan sera orienté.

5° Lorsque la rue présente un angle assez prononcé pour que le tracé du plan ne puisse pas être contenu dans la largeur du papier, il convient de dessiner cet angle une seconde fois avec ces mots « partie répétée ci-contre ».

6° On indiquera, sur le plan, la longueur de la façade de chaque propriété, on inscrira le numéro de la maison, s'il existe, et le nom du propriétaire.

7° La position des repères de nivellement sera indiquée par un cercle bleu de cinq millimètres de diamètre; on inscrira au-dessus l'altitude de la plaque repère.

8° Aux extrémités de chaque route, on dessinera exactement les voies auxquelles elles aboutissent sur 10<sup>m</sup> de longueur environ et on inscrira leurs noms.



Toutes les voies aboutissant à une rue ou la traversant seront dessinées et leurs noms inscrits.

9° On inscrira à chaque extrémité du plan un titre comprenant :

Le nom de la province, ceux de la ville, du quartier, de la rue, la longueur exacte de cette dernière ; les noms des instruments qui ont servi aux opérations graphiques, l'échelle à laquelle le plan est rapporté, la date et la signature de l'Ingénieur qui l'a levé et rapporté.

10° Les plans reçoivent, en outre, un numéro d'ordre et sont inscrits dans un registre-journal tenu par le secrétaire du Conseil.

11° Les cartes et plans seront roulés pour être facilement conservés.

Les largeurs des voies de communication indiquées à l'art. V du règlement sont des minima auxquels le Conseil doit se conformer : mais s'il arrive, par exemple, qu'une route, dont le large eur est de plus de quatre mètres, soit classée parmi celles dont la largeur doit être de quatre mètres seulement, on conservera la plus grande largeur possible à la route en maintenant, autant que faire se pourra, le parallélisme des constructions riveraines.

Les plans d'alignement ayant été arrêtés par le Conseil du Tanzim et approuvés par le Ministre des Travaux publics, ne doivent plus être changés ni modifiés sans une nouvelle approbation ministérielle. Les alignements seront tracés en rouge ; on indiquera par une teinte rose les parcelles de la voie publique qui devront être annexées aux propriétés riveraines, et par une couleur jaune celles qui doivent être cédées par les propriétaires lors de la prise d'alignement.

#### *Autorisations de constructions.*

Une autorisation est nécessaire, non seulement pour la construction ou les grosses réparations des façades, mais encore pour les ouvrages qui paraissent peu importants ou sans influence sur la durée des constructions, tels que l'agrandissement d'une baie, la construction ou la réparation d'un balcon, d'une moucharabieh, etc., etc.

Les bâtiments alignés sont toujours soumis aux servitudes de voirie et l'on ne peut se passer d'une autorisation pour y faire des travaux sur la face joignant la voie publique, de quelque nature qu'ils soient.



L'Ingénieur du Tanzim délivre les permissions de voirie aux intéressés, en se conformant aux plans approuvés par le Ministre des Travaux publics et après avis préalable de l'Estehkamat, s'il y a lieu.

Lorsqu'une affaire est transmise à un Ingénieur du Tanzim, il doit fournir les renseignements qui lui sont demandés dans le plus bref délai possible.

Les autorisations sont inscrites par numéros d'ordre sur un registre spécial. Elles sont délivrées aux intéressés d'après la formule B. (Voir ci-après).

### *Alignements.*

Il est formellement interdit aux Ingénieurs du Tanzim d'autoriser verbalement l'exécution des travaux aux propriétaires riverains des voies publiques. Ils ne peuvent tracer l'alignement que sur la présentation de l'autorisation par le propriétaire.

Ils doivent signaler au bureau du Tanzim tous les travaux qui s'exécuteraient sans autorisation et en dresser procès-verbal dans les formes prescrites *ci-dessous*.

L'autorisation délivrée par le service du Tanzim, indique les travaux que le propriétaire est autorisé à exécuter; en conséquence, le propriétaire qui exécuterait des travaux non compris dans l'autorisation serait en contravention.

Le service du Tanzim n'a pas à se préoccuper de la question de savoir si le pétitionnaire est bien le propriétaire du terrain sur lequel il se propose de bâtir ou de la maison qu'il demande à réparer, les permissions de voirie étant toujours données aux risques et périls de ceux qui les obtiennent.

On entend par alignement, en matière de voirie, la fixation de la ligne qui sépare la voie publique du terrain qui la joint.

L'alignement contient en lui-même les éléments du bornage, de la servitude d'utilité publique et de l'expropriation.

L'alignement peut être tracé en dedans comme en dehors de la ligne qui sépare la voie publique actuelle des propriétés riveraines.

Il peut aussi se confondre avec cette ligne.

L'alignement intéressant particulièrement la sûreté et la commodité du passage, le pouvoir de le déterminer entre exclusivement dans les attributions du Ministère des Travaux Publics et implique l'obligation, pour la police, de signaler, au Service du Tanzim, les



travaux de construction entrepris sur ou joignant la voie publique, qui n'auraient pas été préalablement autorisés.

En réglant l'alignement, l'administration ne préjuge aucunement les droits de propriété et de servitude existant sur le terrain où la construction doit être édifiée.

Les contestations qui naissent à ce sujet sont de la compétence de l'autorité judiciaire.

On autorisera toujours l'ouverture de portes, fenêtres sur les voies publiques, à moins de dispositions spéciales contraires, basées sur les bonnes mœurs ou la santé publique.

Il est formellement interdit de prolonger, par des réparations confortatives, la durée des constructions bordant la voie publique qui ne sont pas à l'alignement. Le propriétaire conserve la jouissance de sa chose, seulement il est obligé de la laisser dans l'état où elle se trouvait lors de l'approbation du plan d'alignement. Il résulte de ce qui précède que, dès que la démolition d'un bâtiment bordant la voie publique est opérée, le propriétaire ne peut élever une nouvelle construction qu'en se conformant à l'alignement.

Les terrains qui doivent être réunis aux propriétés riveraines, par suite de l'approbation du plan d'alignement, ne perdent leur caractère de voie publique que lorsque le plan a reçu son exécution.

Les plans d'alignement, après approbation du Ministre des Travaux publics, sont obligatoires pour tous les immeubles riverains de la voie publique, quels qu'ils soient.

### *Réparations aux bâtiments.*

On autorisera l'exécution de toutes sortes de réparations aux *bâtiments construits sur l'alignement*, à moins qu'après vérification, il n'ait été constaté que leur état de vétusté ne permet pas d'autoriser ces réparations sans danger pour la sécurité publique.

Le propriétaire, muni de l'autorisation de réparer, se conformera, s'il établit des ouvrages en saillie, aux prescriptions réglementaires concernant leurs dimensions, leur élévation au-dessus du sol, etc., etc.

Pour les constructions bordant la voie publique qui ne sont pas à l'alignement, on ne pourra autoriser des travaux qui seraient de nature à les reconforter, compléter, conserver ou soutenir, tels que :

A. — Fermeture de baies par des massifs de maçonnerie ;

B. — exhaussement d'un bâtiment ;



C. — Rejointement ou remplacement des pierres en mauvais état, cassées, écornées accidentellement ou par malveillance à l'étage inférieur d'une construction ;

Enfin, tous travaux qui auraient pour effet de retarder la prise d'alignement. Cependant, il sera fait exception à cette règle générale pour les monuments qu'il sera jugé utile de conserver dans l'intérêt de l'art ou de la science ; on y autorisera toutes réparations quelconques ; ils ne seront soumis à la prise d'alignement qu'après leur démolition partielle ou totale.

Les travaux désignés ci-dessous pourront être autorisés pour les bâtiments qui ne sont pas à l'alignement et qui seraient reconnus en bon état :

A. — Crépissage des murs au-dessus du rez-de-chaussée ;

B. — Réparation aux menuiseries ;

C. — Ouverture ou élargissement de baies dans toutes les parties de la façade, pourvu que les raccordements des maçonneries n'aient pas pour effet de fortifier les anciennes maçonneries.

Si, par suite de la prise d'alignement, un puits, une sakieh ou un tombeau se trouve sur la voie publique, on pourra autoriser sa conservation à la condition que la saille ne soit pas supérieure à un mètre et que la partie conservée soit protégée par un mur demi-cylindrique de *un mètre cinquante centimètres* de hauteur, complètement fermé du côté de la voie publique.

#### *Bâtiments en mauvais état.*

Les Ingénieurs du Tanzim sont obligés de surveiller les constructions qui bordent les voies de circulation au point de vue de la sécurité publique.

Lorsqu'ils adresseront à leur chef, une proposition pour la réparation ou la démolition d'un immeuble en mauvais état, ils devront joindre à cette proposition un rapport technique détaillé, faisant ressortir les causes pour lesquelles l'immeuble menace la sécurité publique et fixant, en même temps, le délai dans lequel les travaux de réparation ou de démolition devront être exécutés.

Avant de prendre un arrêté de démolition, le Conseil du Tanzim a le devoir de s'assurer par tel moyen qu'il jugera utile, et au besoin par une descente sur les lieux, de la nécessité absolue qu'il y a d'exiger la démolition,



La démolition des immeubles menaçant la sécurité publique est toujours une mesure très grave qui doit être ordonnée avec la plus grande circonspection ; mais, d'autre part, par suite des méthodes défectueuses de construction adoptées le plus souvent par les particuliers en Egypte, et du manque d'entretien des immeubles, il est d'une grande importance, au point de vue de la sécurité publique, de veiller avec le plus grand soin à ce que les prescriptions du règlement soient rigoureusement appliquées. Aussi, s'il était reconnu qu'un Ingénieur du Tanzim apporte de la négligence à signaler des immeubles menaçant la sécurité publique ou que, au contraire, il fait des rapports erronés ou exagérés ayant pour but d'obtenir la démolition d'immeubles encore solides, cet Ingénieur devra être signalé au Ministère des Travaux publics qui prendra à son égard telles mesures de rigueur qui lui paraîtront justes.

*Vérification des travaux exécutés par les particuliers.*

Les travaux de réparation, de construction, etc., etc., que les propriétaires auront exécutés en vertu des autorisations qui leur ont été délivrées, seront vérifiés par les Ingénieurs du Tanzim, à l'effet de s'assurer si les permissionnaires se sont conformés à la Rokhsa. Dans ce cas, il est dressé un procès-verbal de récolement selon la formule E ; mais si les travaux exécutés ne sont pas conformes à l'autorisation (Rokhsa), la contravention fera l'objet d'un procès-verbal dressé dans la forme ordinaire, formule C.

*Contraventions.*

Le procès-verbal de contravention doit être clair et précis ; il doit indiquer :

- A. — Les noms, prénoms et qualités des agents qui le dressent ;
- B. — Le lieu où il est rédigé ;
- C. — Les noms, prénoms, domicile et nationalité tant du propriétaire que de l'entrepreneur qui a dirigé les travaux ;
- D. — Le fait constitutif de la contravention ;
- E. — L'heure et la date du jour où il est dressé, ainsi que les signatures ou cachets des agents qui le dressent ;



*F.* — S'il est laissé copie du procès-verbal au propriétaire ou bien si, à son défaut, le procès-verbal a été affiché sur la construction.

Enfin tous les renseignements qui peuvent servir à la manifestation de la vérité.

Aucun mot ne doit être surchargé ou gratté; on ne laissera aucun blanc et l'on ne pourra écrire hors ligne ou interligne.

Les ratures devront être approuvées et les renvois signés ou, au moins, paraphés.

Les procès-verbaux devront, dans les vingt-quatre heures de la constatation de la contravention, être dressés en double et remis au bureau du Tanzim pour y être visés, et donner telle suite qu'il appartient.

Le procès-verbal sera visé par l'Ingénieur en chef du Tanzim et adressé, dans *les 48 heures de la réception*, à M. le Substitut du Procureur général du Tribunal dans le ressort duquel la contravention a eu lieu.

Fait au Caire, le 18 novembre 1889.

---



## ARRÊTÉ

du 7 janvier 1891, du Ministère de l'Intérieur, portant règlement provisoire d'organisation du Conseil du Tanzim.

---

Après avoir pris l'avis de son Collègue le Ministre des Travaux Publics,

Vu le Décret du 5 janvier 1890 instituant la Municipalité d'Alexandrie,

Vu le Décret du 26 août 1892 pour le Service du Tanzim et le règlement y annexé,

Considérant qu'aux termes de l'art. 15 du Décret du 5 janvier 1890, le Tanzim d'Alexandrie doit relever de la Municipalité,

Que les conditions dans lesquelles il doit excercer ses fonctions ne sont pas encore réglées,

Qu'en attendant, il est de toute urgence de pourvoir, au moins provisoirement, à ce que son fonctionnement dans cette ville ne soit pas interrompu.

### ARRÊTE :

#### ARTICLE PREMIER

Le Conseil du Tanzim, tel qu'il existait en vertu de l'art. 2 du Règlement en date du 8 septembre 1889, est rétabli à titre provisoire avec cette seule modification, qu'à la place du délégué du Gouvernorat, il y aura un délégué de la Municipalité.

#### ART. 2.

Le Conseil sera composé comme il suit :

- 1° Le Gouverneur d'Alexandrie ou son Wékil Président;
- 2° Un délégué de la Municipalité;
- 3° Un délégué du Service Sanitaire;
- 4° L'Ingénieur en Chef des Services de la Ville;
- 5° Un Ingénieur du Tanzim (1).

---

(1) Modifié par S.E. le Ministre de l'Intérieur le 13 janvier 1891 par l'Ingénieur en Chef des Bâtiments de l'Etat.



ART. 3.

Les propositions du Conseil du Tanzim dont il est mention aux paragraphes 5 et 7 de l'art. 4 du Règlement du 8 septembre 1889, seront adressées au Président de la Municipalité.

ART. 4.

Les cartes et les plans généraux seront dressés en double expédition dont l'une sera déposée à la Direction Générale des Villes et Bâtiments au Ministère des Travaux Publics et l'autre dans les Bureaux de la Municipalité.

Les plans du Tanzim devront être soumis, par la Municipalité, à l'approbation du Ministre des Travaux Publics, avant d'être rendus exécutoires.

ART. 5.

Toutes dispositions du Règlement du 8 septembre 1889, non contraires à celles qui précèdent, sont maintenues.

ART. 6.

Le présent arrêté restera en vigueur jusqu'au jour où les dispositions définitives seront édictées.

Fait au Caire, le 7 janvier 1891.

(Signé) RIAZ.

---



## DÉCRET

du 17 novembre 1891, arrêtant les conditions auxquelles des autorisations de fouilles peuvent être délivrées.

---

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Sur la proposition de Notre Ministre des Travaux Publics et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

Les fouilles ne peuvent être faites par des particuliers qu'en vertu d'une autorisation délivrée sur la proposition du directeur général des Musées et des fouilles, après examen par le Comité permanent d'Égyptologie, aux termes de l'art. 6 de son règlement intérieur du 9 mars 1889.

L'autorisation ne devient valable qu'après sanction par le Ministre des Travaux Publics. Elle sera délivrée par le directeur général des Musées et des fouilles.

ART. 2.

Tous les objets trouvés dans les fouilles appartiennent de droit à l'Etat et doivent être déposés au Musée de Guizeh.

ART. 3.

Toutefois, en considération des dépenses faites par le fouilleur, le gouvernement lui cèdera une partie des antiquités trouvées en se conformant aux règles suivantes.

ART. 4.

L'Administration du Service des Antiquités et le fouilleur procéderont ensemble au partage de ces objets, en deux lots d'égale valeur. Les deux lots formés seront tirés au sort par l'Administration et le fouilleur, si ceux-ci ne préfèrent une attribution à l'amiable.



ART. 5.

Est réservé à l'Administration, le droit de racheter toute pièce du lot échu au fouilleur.

L'Administration fera son offre. Si le fouilleur la refuse, il indiquera son prix. L'Administration aura alors la faculté soit de prendre l'objet au prix indiqué par le fouilleur, soit d'abandonner cet objet au fouilleur en recevant de lui le prix que l'Administration avait offert.

Dans tous les cas, l'Administration pourra s'approprier les objets qu'elle désire racheter, en dédommageant le fouilleur par une somme qui ne pourra jamais dépasser les frais de fouille faits pour leur découverte.

ART. 6.

Les art. 3, 4 et 5 ci-dessus ne s'appliquent pas :

1° Aux monuments fixés au sol, quel qu'en soit l'état, qui, au jugement de l'Administration, doivent être conservés sur place, ainsi que les fragments détachés qu'elle désire remettre en place ;

2° Aux pièces entièrement renversées, que l'Administration juge devoir être redressées ou conservées sur place ;

3° Aux pièces trop pesantes que le fouilleur refuse de transporter à ses frais.

ART. 7.

Toutes dispositions contraires au présent Décret sont et demeurent abrogées.

ART. 8.

Nos Ministres de l'Intérieur et des Travaux Publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait au palais d'Abdine, le 17 novembre 1891 (15 Rabi-Akher 1309)

MÉHÉMET TEWFICK.

Par le Khédivé :

*Le Président du Conseil des Ministres,*

*Ministre de l'Intérieur,*

MOUSTAPHA FEHMY.

*Le Ministre des Travaux Publics,*

MOHAMMED ZÉKI.



## RÈGLEMENT

du 4 décembre 1891, sur la propreté des rues <sup>(1)</sup>.

---

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu la délibération de cette Commission en date du 9 septembre 1891, approuvée par Son Excellence le Ministre de l'Intérieur le 25 février 1891.

Vu les articles 23 et 31 du Décret du 5 janvier 1890.

### ARRÊTE :

#### ARTICLE PREMIER.

Il est défendu de déposer des ordures, balayures ou immondices de n'importe quelle nature sur la voie publique, dans les terrains vagues, etc.

#### ART. 2.

Toutes ordures, balayures ou immondices y compris le papier, la paille, etc., devront être placées entre l'aube et huit heures du matin et entre une et trois heures p.m. dans des réceptacles convenables et faciles à manier qui seront déposés par les habitants dans la rue, contre le trottoir, à côté de la porte ou du seuil de la maison ou du magasin, etc.

#### ART. 3.

Les réceptacles seront vidés dans les charrettes du service de la voirie par les soins des agents du dit service et remis en place pour être retirés par les propriétaires sur le champ.

#### ART. 4.

Le battage et le secouement des tapis, couvertures, etc., aux portes, fenêtres ou balcons donnant sur la voie publique sont strictement interdits.

---

(1) Voir disposition additionnelle: Arrêté de 24 juillet 1895.



ART. 5.

Il est défendu d'arroser les pots et caisses à fleurs placés sur les fenêtres, balcons ou mawardehs, de manière à déverser l'eau sur la voie publique, comme aussi de laisser écouler, sur les rues ou trottoirs, l'eau ayant servi au lavage des fenêtres et balcons.

ART. 6.

Les dispositions qui précèdent sont applicables tant dans l'intérieur de la ville que dans la banlieue.

ART. 7.

Toute infraction aux dispositions de cet arrêté sera punie, conformément aux art. 331 du Code Pénal Mixte et 341 du Code Pénal Indigène, d'une amende de 5 à 25 P.T.

ART. 8.

Le présent arrêté entrera en vigueur 20 jours après sa publication au *Journal Officiel*.

Fait à Alexandrie, le 4 décembre 1891.

*Le Président,*  
OSMAN ORPHI.

---



## RÈGLEMENT

du 5 décembre 1891, pour la dénomination des rues  
et le numérotage des maisons.

---

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu la délibération de cette Commission en date de 8 juillet 1891,  
approuvée par Son Excellence le Ministre de l'Intérieur le 25 novembre 1891.

Vu les articles 23 et 31 du Décret du 5 janvier 1890.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'Administration Municipale d'Alexandrie procédera à la dénomination des places, rues, galeries, ruelles et impasses de cette ville et au numérotage des immeubles.

ART. 2.

Le Comité de la voirie et des Travaux Publics déterminera le nom des rues en conservant, autant que possible, les dénominations consacrées par l'usage.

ART. 3.

Il sera apposé, aux frais de la Municipalité, à l'angle des rues, places, etc., et aux autres endroits que les Services techniques de la ville jugeront convenir, des plaques portant le nom de la place, rue, ruelle ou impasse, en arabe et en français.

ART. 4.

Les propriétaires des immeubles sur lesquels il aura été décidé d'apposer ces plaques, seront tenus de les laisser apposer sans indemnité.



ART. 5.

Le numérotage des immeubles se fera, par les soins de la Municipalité, au moyen de plaques du modèle adopté par elle.

Il sera toutefois facultatif aux propriétaires de faire peindre, à leurs frais, sur une plaque ou une planchette, à l'endroit qui leur sera désigné, sur la façade ou la porte de leur immeuble, le numéro de la maison en chiffres semblables, quant aux dimensions et à la couleur, à ceux des plaques municipales et en se conformant aux instructions qui leur seront données à cet égard.

Ceux qui voudront faire usage de cette faculté devront en exprimer l'intention, par lettre adressée à la Municipalité, dans les 60 jours de la promulgation du présent règlement. Il leur sera donné récépissé de leur déclaration.

Dans les 60 jours qui suivront l'envoi de l'avis par lequel la Municipalité leur désignera le ou les numéros de leur immeuble, ils devront faire peindre ce ou ces numéros dans les conditions indiquées ci-dessus et suivant les instructions qu'ils seront tenus de réclamer à cet égard aux bureaux du Tanzim Municipal. Faute par eux de s'être conformés à cette obligation dans le délai précité ou d'avoir exécuté, dans ce même délai, toutes les prescriptions qui leur auront été données à cet effet, ils seront de plein droit déchus de la faculté dont il s'agit.

La Municipalité pourra alors, et sans avis préalable, faire apposer sur leur immeuble le nombre de plaques voulu et ils seront tenus de les payer au prix fixé. Les dispositions de l'art. 10 leur seront, en ce cas, applicables purement et simplement.

ART. 6.

Le numérotage de chaque rue, etc., se fera en commençant par l'extrémité de cette rue la plus rapprochée de la place Méhémet Aly.

Les rues, etc., seront numérotées dans ce sens : les immeubles situés à droite porteront les nombres pairs, ceux à gauche, les nombres impairs.

ART. 7.

Les plaques indiqueront à la fois les numéros en chiffres arabes et en chiffres européens.



ART. 8.

Si entre deux constructions il se trouve un terrain à bâtir, il sera laissé entre la première construction et la seconde un nombre de numéros calculé à raison d'un numéro par cinq mètres de front de rue.

Les fractions inférieures à cinq mètres seront négligées.

ART. 9.

Toute partie d'immeuble affectée à l'usage de magasin, boutique ou local, loués séparément et ayant une issue distincte sur la voie publique, portera un numéro.

ART. 10.

Le prix des plaques sera payé par les propriétaires à la caisse municipale, dans les trente jours qui suivront l'avis qui leur aura été donné par le directeur des Services techniques municipaux ou le fonctionnaire qui le remplacera, du nombre des plaques apposées sur leurs immeubles.

Ce prix qui comprendra aussi les autres dépenses, sera fixé par la Commission et ne pourra dépasser 140 millièmes par plaque.

ART. 11.

Les propriétaires auront la charge de l'entretien et de la conservation des numéros.

ART. 12.

Les contraventions aux art. 4, 5 et 11, de même que la destruction ou la dégradation des plaques indicatrices des rues etc., seront punies des peines prévues par l'art. 341 du Code Pénal Indigène ou 331 du Code Pénal mixte, sans préjudice de la condamnation du contrevenant, envers la Municipalité, à la réparation du dommage et, en cas de contravention aux art. 5 et 11, au paiement du prix des plaques du modèle adopté dont le placement sera fait ensuite par la Municipalité.

Ces condamnations seront toujours prononcées par le juge saisi de la contravention.



ART. 13.

Les contraventions seront constatées par les officiers et agents de police, les inspecteurs, ingénieurs et agents du Tanzim.

Les procès-verbaux dressés par eux feront foi en justice jusqu'à preuve contraire.

ART. 14.

Le montant des réparations prononcées par le juge sera recouvré comme en matière de contravention.

ART. 15.

Pour les immeubles qui seraient bâtis ou reconstruits à l'avenir, les propriétaires seront assujettis à toutes les obligations du présent règlement dans les deux mois qui suivront l'occupation, même partielle, des locaux édifiés par eux.

Alexandrie, le 5 décembre 1891.

*Le Président,*

OSMAN ORPHI.

---



## RÈGLEMENT PROVISOIRE

du 20 janvier 1892, sur l'organisation du corps et du service des  
pompiers <sup>(1)</sup>.

---

### ARTICLE PREMIER.

#### *Principes Généraux.*

Le service des pompiers étant rattaché à la Municipalité, relève directement de la Commission Municipale.

### ART. 2.

Le personnel auxiliaire et le corps des pompiers sont mis sous les ordres du surintendant qui en a le commandement effectif sous la surveillance et le contrôle de la Commission Municipale.

### ART. 3.

#### *Engagements.*

Les engagements ont lieu à la suite d'une visite corporelle faite par le médecin de l'Administration qui est chargé de constater la santé et la force physique de tout candidat.

Le médecin attestera si celui-ci est ou non en état de supporter, sans trop de peine, les fatigues du service.

### ART. 4.

#### *Enrôlements.*

Les individus acceptés à la suite de la visite médicale ne peuvent être enrôlés ni admis dans le corps que sur la présentation d'un certificat de bonnes vie et mœurs.

### ART. 5.

Les enrôlements doivent se faire de préférence parmi les gens exerçant un métier en rapport avec l'industrie du bâtiment ou du batelage.

---

(1) Voir règlement intérieur de la Municipalité du 12 juin 1905



ART. 6.

L'administration du corps des pompiers se divisera en trois catégories.

- 1° La surintendance.
- 2° Le personnel auxiliaire.
- 3° La brigade.

ART. 7.

*Surintendance.*

La surintendance est composée de :  
1 surintendant commandant en chef ;  
1 aide-surintendant ;  
1 commis.

ART. 8.

*Surintendant.*

Le Surintendant a seul le commandement de tout le service administratif et actif.

ART. 9.

En cas d'incendie, c'est lui qui dirige les manœuvres.

ART. 10.

Il ordonne les inspections générales et fixe les exercices ; fait en personne les inspections et la visite des remises, règle les gardes et les services de nuit, reçoit et approuve les rapports et les états de situation, ordonne les réparations urgentes et exerce tout le pouvoir d'un commandant en chef.

ART. 11.

*Aide-Surintendant.*

L'aide-surintendant a la direction du bureau et est chargé de recueillir les états de situation. Il contrôle l'exécution des punitions, fait signer les ordres du jour par le surintendant et organise le service de la ville. Dans les incendies, il transmet les ordres, surveille ou dirige les manœuvres, d'après les ordres du surintendant, et fixe, d'accord avec le surintendant, la rémunération des ouvriers auxiliaires.



Il a dans ses attributions l'équipement des hommes et surveille les travaux nécessaires au bon entretien du matériel. Il contrôle les dépenses. En cas d'absence ou d'empêchement du surintendant, il le remplace dans ses fonctions.

ART. 12.

*Commis.*

Le commis reçoit, au bureau, les réclamations et les rapports. Il tient à jour les rôles et les inventaires et est chargé des écritures. Il surveille les gens de service sous les ordres de l'aide-surintendant.

*Personnel auxiliaire.*

Le personnel auxiliaire est composé de :

1 mécanicien ;

1 chauffeur ;

4 cochers.

ART. 13.

*Mécanicien.*

Le mécanicien est obligé de tenir la pompe à vapeur qui lui est confiée, en bon état et prête à fonctionner à toute réquisition.

ART. 14.

*Cochers.*

Les cochers ont le devoir de tenir les écuries et les remises en bon état de propreté. Ils doivent fournir régulièrement les rations aux bêtes qui leur sont confiées. Ils doivent les bien soigner pour qu'elles soient toujours en état de satisfaire aux services qu'on peut en exiger.

ART. 15.

*Brigade.*

La brigade est composée de 2 chefs de poste, 2 sous-chefs de poste et 42 pompiers.

ART. 16.

Les deux chefs de poste sont chargés de la surveillance des hommes. Ils dirigent les exercices sous les ordres de l'aide-surintendant. Ils surveillent l'entretien du matériel et la bonne tenue des



hommes. Ils exécutent les ordres donnés par le surintendant et l'aide-surintendant à l'égard du service, des hommes, des punitions, des exercices, de l'équipement, etc., etc.

Ils sont responsables de tous les objets qui leur sont confiés.

ART. 17.

Les 2 sous-chefs de poste assistent et, au besoin, remplacent les chefs de poste dans l'accomplissement de leurs fonctions.

ART. 18.

Les 42 pompiers sont tenus d'observer rigoureusement la discipline et de se tenir toujours prêts à tout appel.

Lors de leur engagement, ils doivent prendre connaissance des dispositions du présent règlement qui concernent leur corps et déclarer par écrit les accepter et s'y soumettre.

Les uniformes et les accessoires nécessaires à leurs fonctions leur seront fournis par l'Administration conformément à l'état établi à cet effet. Les pompiers sont tenus de réparer et, le cas échéant, de renouveler à leurs frais les effets d'équipement, à moins que ces effets n'aient été détériorés par cas fortuit dans l'accomplissement de leurs fonctions.

En cas d'inconduite, les pompiers sont punis suivant le cas ;

a) D'une amende de 50 à 500 millièmes.

b) De la rétrogradation à un grade inférieur.

c) Du renvoi du service sans droit à aucune indemnité.

ART. 19.

Tout homme de la brigade a le droit de se démettre du service moyennant avis adressé par écrit au surintendant trois mois d'avance.

ART. 20.

Le surintendant propose au Président de la Commission Municipale les enrôlements, promotions, punitions et licenciements des hommes sous ses ordres.

Les avis de licenciement seront donnés trois mois d'avance, faute de quoi les hommes congédiés recevront trois mois de solde.

Alexandrie, le 20 Janvier 1892.

*Le Président,*  
OSMAN ORPHI.



## DÉCRET

du 1<sup>er</sup> août 1892, nommant les conservateurs-inspecteurs et les sous-inspecteurs du service des antiquités officiers de police judiciaire.

---

NOUS KHÉDIVE D'EGYPTE,

Vu l'art. 6 du code d'instruction criminelle pour les tribunaux indigènes modifié par le Décret du 3 Zi!-Hodgeh 1308 (9 Juillet 1891) ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et l'avis conforme du Conseil des Ministres,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

Les conservateurs-inspecteurs et les sous-inspecteurs du service des antiquités sont nommés officiers de police judiciaire.

ART. 2.

Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent Décret qui entrera en vigueur cinq jours après sa promulgation.

Fait au Palais de Ras-el-Tine, le 8 Moharrem 1310 (1<sup>er</sup> août 1892).

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

*Le Président p.i. du Conseil des Ministres,*

A. ROUCHDI.

*Le Ministre de la Justice*

IBRAHIM FOUAD.



## ARRÊTÉ

du Ministre des Travaux Publics, du 23 juillet 1895, portant  
règlement pour l'exploitation des carrières d'Alexandrie.

---

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu la décision prise par le Conseil des Ministres dans sa séance  
du 25 juin 1895 ;

Sur la proposition de M. le Sous-Secrétaire d'Etat,

### ARRÊTE :

#### ARTICLE PREMIER

Il est formellement interdit d'ouvrir ou d'exploiter, dans la ville  
d'Alexandrie et dans ses environs, des carrières de pierres sans  
avoir, au préalable, obtenu une autorisation du Ministère des  
Travaux Publics.

#### ART. 2.

Dans la zone comprise entre Bab-el-Charki et le jardin d'El-  
Nozha, il ne sera pas délivré d'autorisation ni pour exploiter des  
carrières ni pour établir des fours à chaux.

#### ART. 3.

En général, les fours à chaux seront installés au Mex.

#### ART. 4.

Le Gouvernement pourra autoriser l'établissement de fours à  
chaux au Sud du Canal Mahmoudieh, depuis la manutention de  
Gabbari jusqu'à Hagar-el-Nawatieh, à la condition que les fours  
soient à la distance de 750 mètres de la poudrière « Tabia-el-Yous-  
sara » et que la profondeur des excavations ne dépasse pas le niveau  
de la mer.



ART. 5.

Les demandes des rokhsas visées à l'art. 4 ci-dessus devront être accompagnées de la déclaration écrite de tous les propriétaires, compris dans un cercle de 150 mètres de rayon, qu'ils ne s'opposent pas à l'exploitation du four à chaux.

ART. 6.

Les demandes de rokhsas pour l'exploitation de carrières de pierres ou de fours à chaux seront inscrites sur papier timbré de 30 millièmes; elles indiqueront le nom, le prénom, la profession, le domicile, la nationalité du pétitionnaire, ainsi que l'emplacement de l'atelier à créer. Un plan d'ensemble de la disposition des lieux indiquant l'emplacement à exploiter sera joint à la pétition.

ART. 7.

En même temps qu'il remettra sa demande, le pétitionnaire versera, à la Caisse du Gouvernement, la somme de cinq cents (500) millièmes, pour frais d'instruction.

ART. 8.

Avec la rokhsa, l'Administration remettra un plan de l'emplacement de la carrière dont l'exploitation est autorisée, il en indiquera les dimensions planes et la position de la carrière par rapport à des points de repère reconnus.

ART. 9.

La taxe d'exploitation est fixée par mètre superficiel, mesuré en plan du terrain concédé; elle est perçue sur la superficie totale, soit pour l'exploitation de carrière en excavation (féhéra), soit pour l'exploitation en montagne.

ART. 10.

Les taxes sont citées comme suit, d'après les emplacements (voir les plans annexés au présent règlement);

A. — Pour les exploitations de carrière en excavation (féhéra) :

I. — Au Mex, dans un terrain de forme carrée de 800 mètres de côté, 5 mill. par mètre carré.



II. — A Oum-Québébeh, dans un terrain carré de 300 mètres de côté, 7  $\frac{1}{2}$  mill. par mètre carré.

III. — A Oum-Québébeh, dans un terrain de 500 mètres de long et 150 mètres de largeur, 10 mill. par mètre carré.

IV. — A Souk-el-Wardian, dans un terrain de 200 mètres de longueur et 100 mètres de largeur, 10 mill. par mètre carré.

B. — Pour les exploitations en montagne, il sera perçu 120 mill. par mètre carré.

#### ART. 11.

Les plans des divers emplacements des carrières indiquées à l'art. 10 ci-dessus sont déposés, à Alexandrie, au Gouvernorat, à la Municipalité et au bureau des Bâtiments de l'Etat, où les particuliers pourront les consulter sans frais.

#### ART. 12.

Le creusement en profondeur (féhéra) dans les carrières régulièrement exploitées, ne pourra avoir lieu que jusqu'au niveau de la mer.

Les bénéficiaires des rokhsas qui ne se conformeraient pas à cette prescription pourront être poursuivis en résiliation de l'autorisation, sans préjudice des dommages qui pourraient être réclamés de ce fait par le Gouvernement.

#### ART. 13.

Le permissionnaire est tenu de faire le remblai des excavations qu'il aura pratiquées sur le terrain concédé jusqu'à l'altitude (1 mètre) et ce au fur et à mesure de l'avancement de son exploitation; le remblayage devra être complètement achevé lorsque l'autorisation prendra fin.

Pour garantir l'exécution de cette prescription, les bénéficiaires des rokhsas, avant de recevoir l'autorisation, déposeront à la Caisse du Gouvernement un cautionnement en argent correspondant à cinquante millièmes pour chaque mètre carré de surface plane du terrain concédé. Cette somme sera rendue au titulaire de la rokhsa à l'expiration de son autorisation, si les excavations sont remblayées à cette époque dans les conditions énoncées ci-dessus.



Si les excavations n'ont pas été comblées en tout ou en partie, le cautionnement sera acquis au Gouvernement. Dans ce cas, le permissionnaire en recevra l'avis par lettre de l'ingénieur en chef du bureau des Bâtiments de l'Etat d'Alexandrie, dans les huit jours qui suivront la péremption de la rokhsa.

ART. 14.

Avant de délivrer la rokhsa, l'Administration s'entendra avec les services intéressés, à l'effet de percevoir les droits sanitaires ou autres.

ART. 15.

Il est interdit aux titulaires des rokhsas de les céder ou de les transmettre à des tiers, à moins qu'ils en aient, au préalable, obtenu l'autorisation du Gouvernement.

ART. 16.

Les rokhsas sont valables pour une année solaire à compter de la date de leur signature par le fonctionnaire chargé de les délivrer.

ART. 17.

Il est formellement interdit de faire des fouilles dans les voies, routes et sentiers servant à la circulation publique ou aux services militaires.

ART. 18.

En dehors du Mex, aucune autorisation pour exploiter un four à chaux ne peut être donnée sans l'avis favorable de la Direction Sanitaire.

ART. 19.

Le Gouvernement peut, en cas de besoin et pour une raison quelconque, même avant l'expiration des rokhsas, reprendre les terrains ainsi concédés. Dans ce cas, l'exploitation devra lui en faire la remise dans un délai ne dépassant pas trois mois, à compter de la date où l'avis lui aura été notifié par le Gouvernement, sans que cette mesure puisse donner lieu à réclamer aucune indemnité ou dommages-intérêts quelconques de la part du permissionnaire.



ART. 20.

Si l'exploitation découvre, en cours d'exécution, des monuments anciens, des citernes, etc., elle devra suspendre les travaux et informer, sans retard, l'ingénieur en chef des bâtiments ou son délégué chargé de la surveillance des carrières; il aura à se conformer ensuite aux instructions qui lui seront données par l'Administration.

ART. 21.

Tout bénéficiaire de rokhsa est responsable des dommages quelconques qui pourraient se produire pendant l'exploitation autorisée par suite d'explosion de mines, éboulement des berges ou toute autre cause.

ART. 22.

Est rapporté l'arrêté ministériel n° 349 du 2 juin 1885, portant règlement concernant l'exploitation des carrières de la ville d'Alexandrie.

Le 23 juillet 1895.

H. FAKHRY.

---



## ARRÊTÉ

du 24 juillet 1895, de la Municipalité d'Alexandrie, portant disposition additionnelle au règlement sur la propreté des rues.

---

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu la délibération de cette Assemblée en date du 10 juillet 1895, approuvée par S. E. le Ministre de l'Intérieur le 20 juillet 1895 ;

Vu l'arrêté du Président de la Commission Municipale en date du 4 décembre 1891 portant règlement sur la propreté des rues ;

Vu les art. 15 et 23 du Décret du 5 janvier 1890 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les contraventions prévues par les art. 4 et 5 du règlement sur la propreté des rues, du 4 décembre 1891, seront constatées à charge de l'occupant du local où l'infraction a été commise.

ART. 2.

La présente disposition additionnelle sera obligatoire dix jours après son insertion dans le *Journal Officiel*.

Alexandrie, le 24 juillet 1895.

*Le Président,*

EMINE FIKRY.



## DÉCRET

du 17 février 1896, sur les expropriations pour cause d'utilité publique.

---

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Sur la proposition de Notre Ministre des Travaux Publics et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Le Conseil législatif entendu,

DÉCRÉTONS :

### ARTICLE PREMIER

L'expropriation des biens immeubles, pour cause d'utilité publique ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un Décret spécial.

### ART. 2.

*Modifié par Décret du 12 juin 1896, comme suit :*

A ce Décret seront annexés :

1<sup>o</sup> Un état contenant la désignation de chaque terrain ou bâtiment dont l'expropriation est ordonnée, avec l'indication de sa nature, de sa contenance et de ses limites ;

2<sup>o</sup> Un tableau portant les noms, prénoms et domiciles des propriétaires qui figurent dans la moukalafat ou au rôle des impôts sur les propriétés bâties. Les immeubles qui ne figurent pas sur la moukalafat ni au rôle des impôts sur la propriété bâtie, seront désignés dans ce tableau par les noms, prénoms et domiciles des occupants.

Un exemplaire de ces annexes sera déposé à la Moudirieh ou au Gouvernorat, où il pourra en être pris connaissance.

### ART. 3.

On pourra comprendre dans l'expropriation non seulement les immeubles indispensables, mais aussi ceux avoisinants, en tout ou en partie, si l'occupation de ces immeubles est nécessaire pour mieux atteindre le but d'utilité publique qu'on se propose.



ART. 4.

Les bâtiments dont on doit exproprier une portion seront achetés en entier, si les propriétaires le requièrent.

ART. 5.

Le Décret sera publié dans les deux *Journaux Officiels* et affiché, à l'endroit destiné aux publications, à la moudirieh ou au gouvernorat et au tribunal de première instance où sont situés les immeubles expropriés.

Un extrait de ce Décret sera, en outre, signifié administrative-ment à chacun des propriétaires ou des occupants y indiqués, par les soins du moudir ou du gouverneur.

ART. 6.

Les immeubles loués ou grevés d'un droit d'usufruit seront estimés suivant leur valeur réelle. Une estimation de l'indemnité due au locataire ou à l'usufruitier jusqu'au jour de l'expropriation sera faite séparément, et le locataire ou l'usufruitier ne pourra pas réclamer une indemnité supérieure à celle qui lui aura été adjugée.

ART. 7.

Dans les quatre jours qui suivront la signification du Décret, le moudir ou le gouverneur invitera, par lettre, le représentant de l'Administration ou la personne qui a demandé l'expropriation, et les propriétaires intéressés, à comparaître devant lui dans un délai de dix jours au plus, pour traiter à l'amiable sur le montant du prix.

ART. 8.

Quinze jours après cette séance, s'il n'y a pas d'opposition, la somme qui est due aux propriétaires avec lesquels un arrangement a eu lieu, leur sera payée sur la présentation d'un certificat du bureau des hypothèques, constatant qu'il n'y a aucune inscription sur les immeubles.

Si des oppositions ont été faites, ou s'il existe des inscriptions, cette somme sera déposée à la caisse du tribunal dans le ressort duquel les immeubles sont situés.



ART. 9.

Le moudir ou le gouverneur, aussitôt après la dite séance, fera dresser un tableau contenant les noms, prénoms et domiciles des propriétaires qui ne se sont pas présentés, ou qui ne sont pas tombés d'accord sur le prix ; il y désignera les immeubles expropriés à l'encontre de ces propriétaires, et le transmettra avec le Décret et les autres pièces au président du Tribunal.

ART. 10.

Le président, dans les trois jours de la réception du dossier, nommera d'office un ou trois experts, selon l'importance de l'affaire, pour évaluer les immeubles indiqués au dit tableau.

Ces experts, seront choisis de préférence parmi les notables de la ville ou de la province.

Il fixera, dans son ordonnance, le délai dans lequel les experts devront présenter leur rapport.

Ce délai ne pourra dépasser les quinze jours.

ART. 11.

Aucune opposition ne sera admise contre cette ordonnance.

Le serment sera prêté par les experts, entre les mains du président, et le procès-verbal contiendra fixation du jour et de l'heure où les opérations de l'expertise devront commencer.

ART. 12.

Il ne sera pas nécessaire de signifier aux parties ni l'ordonnance de nomination ni le procès-verbal de prestation de serment ; mais les experts devront les avertir par lettre chargée, au moins six jours avant de commencer leurs opérations, afin qu'elles puissent se rendre sur les lieux, si elles le désirent.

Le récépissé de la poste, pour chaque lettre, sera annexé au rapport.

On observera les autres règles établies au Code de procédure civile et commerciale pour les expertises.

ART. 13.

Dans les cas d'expropriation totale d'un immeuble, le prix devra être calculé selon sa juste valeur, comme s'il s'agissait de le vendre.



Si l'expropriation n'est que partielle, le prix consistera dans la différence entre la juste valeur de tout l'immeuble et la juste valeur de la portion qui reste au propriétaire.

ART. 14.

Lorsque, par suite de l'exécution des travaux d'utilité publique, la portion non expropriée de l'immeuble viendrait à augmenter ou à diminuer de valeur on tiendra compte de cette augmentation ou de cette diminution ; mais la somme à déduire, ou à ajouter, ne pourra jamais excéder la moitié de ce qui reviendrait au propriétaire aux termes de l'article précédent.

ART. 15.

Il ne sera tenu, pour la fixation du prix, aucun compte de l'augmentation de valeur que l'exécution des travaux pourra apporter à la portion expropriée de l'immeuble.

Il en sera de même des constructions, plantations ou améliorations, s'il résulte qu'elles ont été faites dans le but d'avoir un prix plus élevé, sauf le droit au propriétaire d'enlever, à ses frais, les matériaux et tout ce qui peut être détaché sans préjudice des travaux à exécuter.

Sont considérées comme faites dans le but sus-indiqué, sans besoin de preuve, les constructions plantations et améliorations qui auront été entreprises après la publication du Décret d'expropriation dans les deux *Journaux Officiels*.

ART. 16.

Le président du Tribunal taxera les frais et honoraires dus aux experts et transmettra le rapport avec le dossier au moudir ou au gouverneur.

ART. 17.

L'Administration ou la personne qui a demandé l'expropriation, sera immédiatement avisée de cette transmission, et elle devra déposer à la caisse du Tribunal le prix fixé par les experts.

Les frais occasionnées par le dépôt seront, dans tous les cas, à sa charge.

ART. 18.

Sur le vu du certificat de dépôt, le Ministre des Travaux Publics ordonnera, par arrêté, l'occupation des immeubles expropriés.



ART. 19.

L'arrêté sera signifié administrativement à chacun des propriétaires expropriés, avec sommation de délaisser dans les dix jours les immeubles.

Ce délai expiré, on procédera à la prise de possession, même par la force.

Aucun recours ni aucune demande en revendication ou autre, ne pourra arrêter cette prise de possession, et ceux qui auront des droits sur les immeubles expropriés seront traités d'après les dispositions de l'article 6.

ART. 20.

Dans les trente jours à partir de la présentation du rapport des experts, les parties pourront attaquer l'expertise, dans les formes ordinaires, par devant le tribunal de 1<sup>re</sup> instance.

Passé ce délai, l'expertise deviendra définitive.

ART. 21.

Si l'expertise a été attaquée par un ou plusieurs des propriétaires et non par l'Administration ou la personne qui a demandé l'expropriation, ces propriétaires pourront retirer la somme déposée, sous les conditions énoncées à l'article 8, sans préjudice de leurs droits pour le surplus.

ART. 22.

Lorsque l'occupation temporaire d'un immeuble pour cause d'utilité publique sera reconnue nécessaire par le Ministère des Travaux Publics, le moudir ou le gouverneur sera chargé de s'entendre à l'amiable, avec le propriétaire, sur les conditions.

Si l'accord n'est pas possible, le moudir ou gouverneur fixera la somme à payer à titre d'indemnité et la durée de l'occupation dans les limites de deux ans au plus. Faute d'acceptation de la part du propriétaire, la dite somme sera déposée à la caisse du Tribunal, et l'indemnité sera ensuite déterminée conformément aux articles 9 et suivants.

Aussitôt le dépôt fait, l'occupation de l'immeuble aura lieu même par la force et aucune opposition ne pourra l'arrêter.

Le propriétaire pourra retirer la somme déposée, sans préjudice de ses droits pour le surplus.



ART. 23.

En cas d'inondation, de rupture d'une digue, de dégâts à un pont et dans tous les autres cas d'urgence le moudir ou le gouverneur pourra ordonner l'occupation temporaire des immeubles nécessaires à l'exécution des travaux de réparation ou de préservation.

Cette occupation aura lieu immédiatement, après qu'il aura fait constater par l'ingénieur de la province ou par un autre expert, la nature la contenance et l'état de ces immeubles, sans autres formalités.

Dans les trois jours suivants, le moudir ou le gouverneur fixera provisoirement la durée de l'occupation et le montant de l'indemnité due aux propriétaires des immeubles.

On observera, en cas de non acceptation de cette indemnité, les dispositions de l'article précédent.

ART. 24.

Par arrêté du moudir ou du gouverneur, si l'utilité publique l'exige, l'occupation temporaire dont il est fait mention aux articles 22 et 23, pourra être prolongée au delà de deux ans et jusqu'à trois ans, moyennant le paiement d'une indemnité calculée sur la base de celle primitivement fixée. Mais, si l'occupation est nécessaire pour un délai qui dépasse les six ans, à défaut d'arrangement à l'amiable, on devra procéder à l'expropriation.

ART. 25.

L'immeuble temporairement occupé devra être restitué dans le même état où il se trouvait au moment de l'occupation. Toute détérioration donnera droit à indemnité: et, si par suite des détériorations, l'immeuble est devenu impropre à l'usage auquel il était destiné, le gouvernement sera tenu de l'acheter et de payer la valeur qu'il avait au moment de sa prise de possession.

ART. 26.

Toutes les fois qu'il y aura lieu à expertise, afin de déterminer l'indemnité due pour une occupation temporaire, les experts devront aussi constater la valeur de l'immeuble et l'indiquer dans le rapport.



ART. 27.

Pour les immeubles expropriés qui appartiennent à des mineurs, incapables ou absents, ou à des établissements pieux, l'arrangement à l'amiable ne sera pas permis.

Dans ce cas, le prix des immeubles fixé par l'expertise ou par jugement, ne pourra être retiré par les tuteurs, curateurs ou administrateurs, sans une autorisation spéciale accordée par l'autorité compétente, et, s'il s'agit de wakfs qui n'ont pas la faculté d'aliéner, le prix sera versé à la caisse de l'Administration générale des Wakfs, si le wakf exproprié est musulman ; dans les autres cas, il sera remis à l'autorité dont ce wakf relève, pour telles fins prescrites par la loi régissant le dit wakf.

S'il s'agit d'établissements religieux il sera construit moyennant leur prix, d'autres établissements en tenant lieu suivant la loi.

ART. 28.

Le paiement du prix fait en conformité des articles précédents, aux propriétaires indiqués dans le Décret, comporte libération complète.

L'Administration ou la personne qui a demandé l'expropriation ne pourra plus être recherchée par qui que ce soit, et les immeubles resteront purgés de toutes espèces d'inscriptions.

ART. 29.

Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait au Palais d'Abdine, le 17 février 1896 (3 Ramadan 1313).

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,*

*Ministre de l'Intérieur,*

MOUSTAPHA FEHMY.



## ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 22 juin 1896, modifiant le Règlement du 31 mai 1885  
sur l'occupation de la voie publique.

---

LES MINISTRES DE L'INTÉRIEUR ET DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu le règlement concernant l'usage ou l'occupation de la voie publique, par les particuliers, en date du 31 mai 1885;

Vu l'avis émis par le Comité Consultatif de Législation dans sa séance du 29 février 1896 et les décisions prises par le Conseil des Ministres dans ses séances des 23 avril et 4 juin 1896,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER.

L'article premier du dit règlement est rapporté et remplacé par l'article suivant :

ARTICLE PREMIER.

Dans les villes du Caire, d'Alexandrie et dans toutes les villes d'Egypte qui seront désignées par arrêté du Ministre des Travaux Publics, il est défendu, à moins d'une autorisation spéciale de l'autorité compétente spécifiée à l'art. 4 ci-dessous :

1° De faire aucune fouille, tranchée ou construction sur le sol de la voie publique y compris les trottoirs ;

2° De laisser séjourner, en dehors des magasins et sur la voie publique, des meubles, caisses, ou autres objets quelconques, sauf pour le temps strictement nécessaire à leur chargement ou déchargement, emballage ou déballage ;

3° De faire des étalages de marchandises, dépôts de matériaux et généralement d'entraver d'une manière quelconque la circulation soit sur les rues, soit sur les trottoirs ;

4° D'occuper la voie publique par des installations provisoires quelconques, à l'occasion de fêtes de bienfaisance, illuminations, carnavaux, mariages, etc., etc.

Toutefois, l'occupation de la voie publique pour cause de deuil continuera à se faire à titre gratuit et sans qu'il soit nécessaire de



demander une autorisation, mais la superficie occupée ne devra, dans aucun cas, dépasser le tiers de la longueur de la voie.

ART. 2.

L'art. 2 du dit règlement est rapporté et remplacé par le suivant :

ART. 2.

Les autorisations dont il est question à l'article premier ci-dessus, détermineront les charges et conditions imposées aux bénéficiaires et fixeront le montant des taxes à recouvrer, s'il y a lieu, conformément au présent règlement.

Les autorisations visées au § 4 de l'article premier, seront délivrées aux conditions spéciales ci-après :

a) S'il s'agit de fêtes de bienfaisance, illuminations, carnavaux, les autorisations seront délivrées sans frais aux intéressés, et, dans ce cas, la portion de la voie publique qui sera occupée ne devra, en aucun cas, dépasser la moitié de sa largeur ;

b) A l'occasion des mariages, les particuliers pourront être autorisés à occuper la moitié de la largeur de la voie publique, lorsqu'ils en feront la demande en payant les taxes prévues à l'art. 13 du dit règlement.

L'Administration se réserve, dans tous les cas, de ménager, dans les voies occupées, un espace libre suffisant pour assurer la circulation publique. Elle pourra même refuser les autorisations qui lui seraient demandées pour occuper les rues très fréquentées telles que : le Mouski, Sharia El-Nahassin, Sharia El-Soukkarieh, Sharia El-Gourieh et autres.

Les bénéficiaires de la tolérance fixée au dernier alinéa de l'article premier, ainsi que ceux qui obtiendront des rokhsas suivant les prescriptions des paragraphes (a et b) ci-dessus, ont l'obligation de réparer les trottoirs et les chaussées s'il ont été dégradés ou endommagés par les installations provisoires, et ce, immédiatement après l'enlèvement de ces installations, sous peine d'y être contraints suivant la loi.

Fait au Caire, le 22 juin 1896.

*Le Ministre des Travaux Publics,*

H. FAKRI.

*Le Ministre de l'Intérieur,*

MOUSTAPHA FEHMY.



## ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 22 juin 1896, portant paragraphe additionnel au règlement  
du 31 mai 1885, sur l'occupation de la voie publique.

---

LES MINISTRES DE L'INTÉRIEUR ET DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu le règlement du 31 mai 1885 concernant l'usage ou l'occupation de la voie publique par les particuliers ;

Vu l'avis émis par le Comité consultatif de législation dans sa séance du 29 février 1896 et la décision du Conseil des Ministres en date du 23 avril de la même année,

ARRÊTENT :

ARTICLE UNIQUE.

Le paragraphe additionnel suivant est ajouté en avant-dernier paragraphe à l'art. 13 du règlement précité du 31 mai 1885.

d) Pour l'occupation permanente ou temporaire du sous-sol de la voie publique par un tuyau étanche (plomb, fonte, fer, etc.), destiné à conduire les liquides ou autres matières quelconques, il sera payé dix millièmes (0, L.E. 010) par an et pour chaque mètre de longueur de tuyau ainsi posé.

Fait au Caire, le 22 juin 1896.

*Le Ministre de l'Intérieur,*  
MOUSTAPHA FEHMY.

*Le Ministre des Travaux publics,*  
H. FAKHRY.



## RÈGLEMENT

du 7 juillet 1897, sur l'occupation de la voie publique à Minet-el-Bassal et Minet-el-Charagua.

---

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu la délibération de cette Assemblée en date du 7 juillet 1897 ;

Vu les articles 15 et 23 du Décret du 5 janvier 1890 ;

Vu le règlement ministériel du 31 mai 1885 ;

Arrête sous réserve de l'approbation ministérielle aux termes de l'article 19 du Décret du 5 janvier 1890 :

### ARTICLE PREMIER.

Les droits d'occupation de la voie publique à Minet-el-Bassal et Minet-el-Charagua, pour les cotons, les bois et autres marchandises du négoce en gros, sont arrêtés et établis comme suit et sous les conditions indiquées ci-après :

15	millièmes	par	m <sup>2</sup>	pour une occupation d'un mois.
40	»	»	»	de 3 mois.
70	»	»	»	de 6 mois.
100	»	»	»	d'un an.

Pour les rues qui ne sont pas pavées ou macadamisées, les droits ci-dessus seront réduits de moitié.

### ART. 2.

Les droits ainsi fixés devront être acquittés d'avance.

Les diverses périodes commenceront, au point de vue de la perception, savoir :

Celle d'un an, le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année — celle de six mois le 1<sup>er</sup> octobre ou le 1<sup>er</sup> avril — celle de trois mois, les 1<sup>er</sup> octobre, 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril ou 1<sup>er</sup> juillet — celle d'un mois, à partir du 1<sup>er</sup> de chaque mois.



Ces dispositions seront maintenues, quelle que soit la date de l'occupation effective, toute période commencée étant due en entier, avec effet rétroactif, quant à la perception.

La tolérance établie pour l'occupation gratuite de la voie publique, pendant le temps strictement nécessaire au chargement ou déchargement des dites marchandises, est limitée à 24 heures.

#### ART. 3.

Les négociants, qui voudront jouir du tarif fixé par l'art. 1<sup>er</sup>, devront en faire la demande au préalable à la Municipalité, en indiquant la superficie qu'ils désirent occuper.

Faute de quoi, le tarif établi par l'article 13 du règlement ministériel du 31 mai 1885 leur sera appliqué, comme il le sera également pour toute occupation dépassant les limites du permis délivré (roksa).

#### ART. 4.

Aucun permis d'occupation ne sera donné pour les rues d'une largeur inférieure à six mètres ou dans celles où la circulation est exceptionnellement active, comme la rue Ibrahim et celle du canal Mahmoudieh.

Dans les autres rues, on devra toujours laisser entièrement libre, sur tout leur parcours, un espace d'une largeur de 5 mètres, pour celles au-dessous de 8 mètres de largeur ;

Un espace de 6 mètres, pour celles larges de 8 à 10 mètres.

Un espace d'une largeur de 8 mètres, pour celles larges de 10 à 13 mètres.

Un espace d'une largeur de 10 mètres, dans les rues de 14 mètres et au-dessus.

#### ART. 5.

Tout permissionnaire ne pourra occuper la rue que devant ses dépôts ou magasins et de manière à ne pas empiéter sur l'espace réservé à la circulation, d'après ce qui est indiqué à l'article précédent.

#### ART. 6.

Pour le coton, les balles pressées hydrauliquement ne pourront être entassées que sur deux en hauteur ; quant aux balles pressées à la vapeur, elles pourront l'être sur quatre de hauteur si elles



sont placées, sur le sol, horizontalement, c'est-à-dire dans le sens de leur longueur ; elles ne pourront l'être que sur deux de hauteur si elles sont placées verticalement, c'est-à-dire, si la plus petite dimension des balles de la première rangée s'appuie sur le sol.

Pour les bois, on ne pourra les empiler à une hauteur de plus de 3 mètres.

ART. 7.

Les autorisations ne sont valables que pour des marchandises appartenant aux permissionnaires et ne pourront être transmises, ni cédées, sans le consentement écrit de la Municipalité.

ART. 8.

Les dispositions qui précèdent seront appliquées à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1897.

ART. 9.

Sur tous les points non contraires au présent, le règlement ministériel du 13 mai 1885, concernant l'usage ou l'occupation de la voie publique, par les particuliers, sera appliqué.

Le 7 juillet 1897.

Pour le Président :

*Le Directeur Général,*  
J. G. CHAKOUR.

---



## DÉCRET

du 12 août 1897, portant mesures de protection pour les antiquités.

---

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Vu le Décret du 31 janvier 1889 ;

Vu la délibération prise par la Cour d'Appel mixte en son Assemblée générale du 19 juin 1897 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Travaux Publics et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Le Conseil Législatif entendu ;

### DÉCRÉTONS :

#### ARTICLE PREMIER

Seront punis d'une amende de 50 à 100 P.T. et d'un emprisonnement de trois jours à une semaine :

1° Ceux qui, sans y être autorisés, feront des fouilles dans un terrain appartenant au Gouvernement ;

2° Ceux qui s'approprieront ou déplaceront dans le but de se l'approprier, une antiquité appartenant au Gouvernement en dehors de tous objets se trouvant dans les Musées ou les immeubles de l'Etat ;

3° Ceux qui, par leur fait, détérioreront ou dégraderont un monument antique ou causeront la ruine de tout ou partie d'une construction antique ou qui auront mutilé des bas-reliefs, statues, inscriptions sur les mêmes constructions, ou qui auront tracé des noms ou inscriptions sur les mêmes monuments ;

4° Ceux qui enlèveront du Sabakh d'un endroit prohibé.

Les circonstances atténuantes pourront être admises.



ART. 2.

Le juge, outre les peines ci-dessus, prononcera la restitution, au profit du Gouvernement, de toute antiquité, objet de la contravention.

ART. 3.

Nos Ministres des Travaux Publics et de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait au Palais de Ras-el-Tin, le 12 août 1897.

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,*

(Signé) MOUSTAPHA FEHMY.

*Pour le Ministre des Travaux publics,*

*Le Ministre des Finances,*

(Signé) AHMED MAZLOUM.

*Le Ministre de la Justice,*

(Signé) IBRAHIM FOUAD.

---



## ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 5 février 1899, modifiant le § 3 de l'art. 11 du Règlement du Tanzim du 8 septembre 1889.

---

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu l'art. 19 du Décret du 26 août 1889, N° 549, relatif au Règlement du Service du Tanzim ;

Vu la Décision du Conseil des Ministres du 12 Décembre 1898 ;

Vu la délibération de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte en date du 7 janvier 1899, prise en conformité de l'art. 2 du Décret du 31 janvier 1889 ;

Sur la proposition de M. le Sous-Secrétaire d'Etat ;

ARRÊTE :

### ARTICLE PREMIER

L'Arrêté Ministériel du 16 juin 1895 portant modification du 3<sup>me</sup> paragraphe de l'art. 11 du Règlement du Tanzim promulgué par Arrêté Ministériel en date du 8 septembre 1889, N° 549, est rapporté.

### ART. 2.

Le 3<sup>me</sup> paragraphe de l'art. 11 du Règlement du Tanzim, promulgué par Arrêté Ministériel en date du 8 septembre 1889, N° 549, est remplacé par le paragraphe suivant :

3° — Balcons établis à 4 m. 50 au moins au-dessus des seuils des portes d'entrée des maisons :

Dans les rues de 6 m. de largeur et au-dessus jusqu'à 12 m. exclusivement, *un mètre de saillie, corniche comprise*. Dans les rues de moins de 6 m. de largeur et au-dessous, *cinquante centimètres de saillie, corniche comprise*. Dans les rues de 12 m. de largeur et au-dessus, *un mètre vingt-cinq centimètres de saillie, corniche comprise*.

Ces balcons devront toujours être placés à une distance de un mètre au moins des limites des propriétés voisines ; ils pourront s'étendre sur tout ou partie de la façade entre les limites de un mètre imposées ci-dessus.

Des balcons avec colonnes supportant un autre balcon sont autorisés mais pour le 1<sup>er</sup> Étage seulement.



Ces balcons ne sont autorisés que sur les routes de 12 m. de largeur et au-dessus. Ils restent soumis, pour les hauteur et saillie, aux mêmes conditions que celles imposées pour les balcons ordinaires.

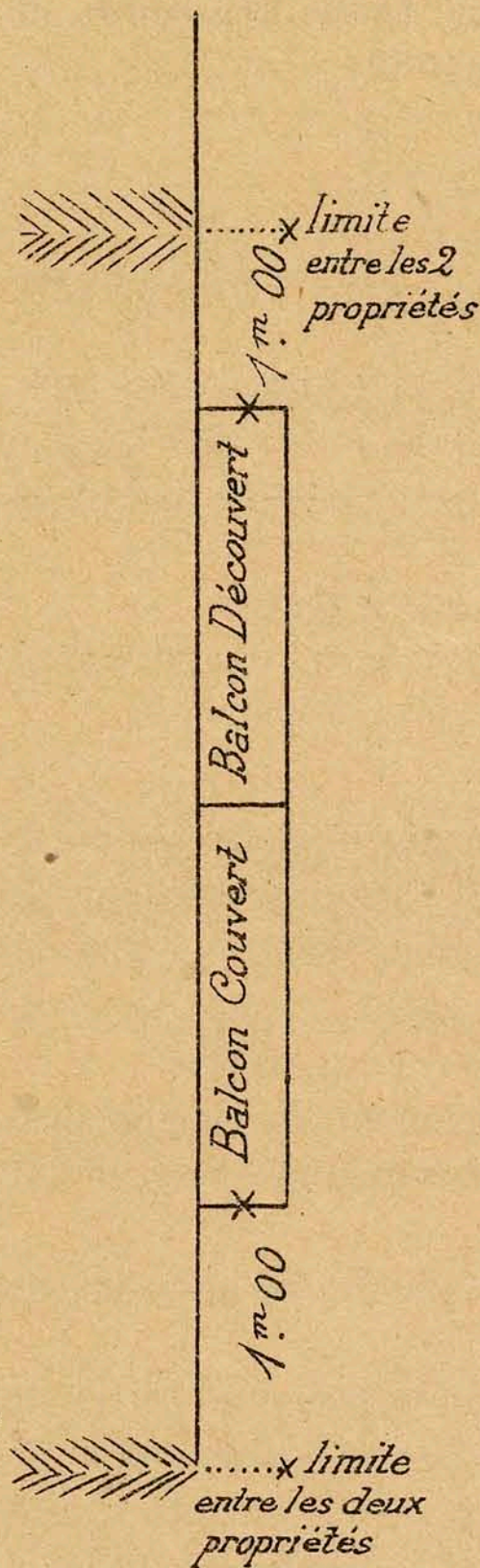
Des avant-corps légers, couverts, ornés de moucharabiehs ou autrement, pourront être construits à 4 m. 50 au moins de hauteur au-dessus du niveau des seuils des portes d'entrée des maisons, avec les saillies fixées pour les balcons.

La hauteur maxima de ces avant-corps devra toujours être de cinquante centimètres au moins inférieure à la hauteur de l'étage. En aucun cas, ils ne pourront être établis que sur une partie ne dépassant pas la moitié de la longueur de chaque façade.

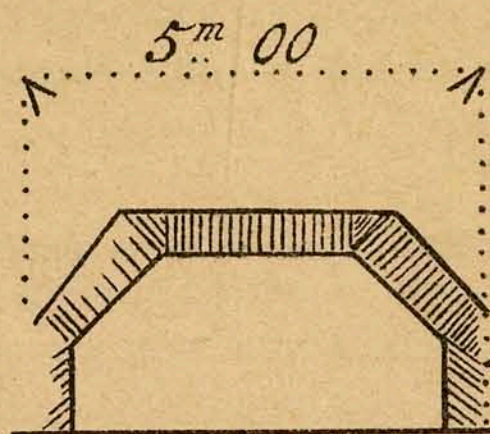
Ces avant-corps ne devront jamais s'avancer jusqu'aux limites des propriétés voisines ou des murs mitoyens, mais en seront distancés d'un mètre au moins (voir croquis).

Des encorbellements en forme de tourelles circulaires ou à pans coupés, sont autorisés sur les façades des maisons construites en bordure de route n'ayant pas moins de 12 m. de largeur. Elles seront placées à 4 m. 50 de hauteur minima au-dessus du niveau des seuils des portes d'entrée des maisons, les consoles non comprises. Elles pourront s'élever jusqu'au niveau de l'attique.

La saillie de ces tourelles ne pourra jamais être supérieure à 1 m. 35, mesurée du nu extérieur du mur de la tourelle, corniche non comprise.







Il n'est toléré qu'une seule tourelle par façade et en aucun cas, elle n'aura plus de cinq mètres de longueur, mesurée extérieurement, enduit compris et ne pourra occuper un espace supérieur au tiers de la longueur de la façade.

*au intérieur du mur*

Si l'immeuble a deux façades formant angle au croisement de deux rues, le pan coupé prévu à l'art. 5 paragraphe J du Règlement du Tanzim pourra être remplacé par une tourelle.

Dans tous les cas ci-dessus, le propriétaire est tenu de soumettre, en même temps que sa demande de Rokhsa, les plans-coupe et élévation des façades, et de n'entreprendre aucun travail avant d'avoir préalablement obtenu l'autorisation (Rokhsa) du Ministère. Les travaux se feront aux risques et périls du pétitionnaire, le Ministère des Travaux Publics n'entendant engager en rien sa responsabilité pour tout ce qui a trait à la solidité des ouvrages.

Le Caire, le 5 février 1899.

*Le Ministre des Travaux Publics,*

H. FAKHRY.



## RÈGLEMENT

sur les trottoirs, arrêté par la Commission Municipale dans sa séance  
du 16 mai 1900. <sup>(1)</sup>

---

### ARTICLE PREMIER

Dans toutes les rues et voies de la circonscription municipale, la construction, la réfection, la réparation et l'entretien des trottoirs sont à la charge des propriétaires pour toutes les parties de leurs immeubles, bâtis ou non, longeant la voie publique.

Cette charge ne confère aux propriétaires aucun droit privatif à l'usage des trottoirs.

Les bordures seront cependant posées par la Municipalité à ses frais.

Par dérogation, les propriétaires n'auront pas la charge des dépenses d'entretien et de réparation des parties de trottoirs occupés par des tiers, en vertu d'autorisation de la Municipalité et pendant le cours de cette autorisation.

Pour ce qui concerne les trottoirs devant être établis le long des immeubles non bâtis, l'exécution pourra être retardée pendant un délai maximum de deux ans, à partir de la date d'exécution du présent règlement fixée à l'art. 8.

### ART. 2.

Le type des trottoirs, leur longueur, largeur et niveau, la pente à leur assigner pour l'écoulement des eaux, la nature des matériaux à employer à leur construction, réfection, entretien et réparation seront déterminés par la Municipalité.

### ART. 3.

La Municipalité exécutera elle-même ces travaux. Exceptionnellement les propriétaires pourront être, sur leur demande, autorisés

---

(1) Voir clause additionnelle : arrêté du 11 Juin 1902.



à y procéder eux-mêmes sous la surveillance et dans les conditions acceptées par la Municipalité.

ART. 4.

Aucune entrée de cave ne pourra être pratiquée dans un trottoir. Au cas de contravention, la Municipalité procéderait à la fermeture immédiate aux frais de l'intéressé, sans préjudice des peines de contravention prévues par les art. 331 du Code pénal mixte et 341 du Code pénal indigène.

ART. 5.

Toute détérioration dans l'état des trottoirs devra régulièrement être signalée par les propriétaires du terrain ou de l'immeuble en bordure.

ART. 6.

Toutes les constructions bordant la voie publique déjà construites ou à construire devront être munies de cheneaux ou gouttières destinés à recueillir les eaux pluviales des toits et des terrasses.

Les tuyaux de descente, servant à l'écoulement des eaux pluviales ne pourront se déverser sur les trottoirs.

Ils devront être prolongés à l'aide de conduits de la longueur voulue, placés sous le trottoir et perpendiculairement à l'immeuble, de manière que les eaux provenant des toits et des terrasses s'écoulent directement dans les caniveaux longeant la bordure du trottoir.

Les conduits devront être placés par les propriétaires au même niveau que le trottoir et devront être conformes au modèle fixé par la Municipalité, à laquelle les propriétaires devront s'adresser préalablement ; elle pourra décider, selon les cas, que ces tuyaux devront être faits en fonte au lieu d'être faits en grès.

Faute par les propriétaires d'effectuer les installations énoncées au présent article, dans les deux mois de l'invitation qui leur en aura été faite administrativement par la Municipalité, elle pourra y procéder pour leur compte sans besoin de nouvelle mise en demeure et avec application de l'amende indiquée à l'article 4.



ART. 7.

Le recouvrement du montant des sommes déboursées par la Municipalité pour le coût des travaux à effectuer par elle, selon les dispositions qui précèdent, s'opérera, vis-à-vis des intéressés, conformément au Décret du 25 Mars 1880, sur état rendu exécutoire par le Président. Aucune opposition ne sera recevable sans versement préalable de la somme réclamée, à la caisse municipale.

Le coût des travaux d'installation ne pourra excéder 250 millièmes par mètre carré de trottoir.

ART. 8.

Le présent règlement entrera en vigueur trente jours après la date de son insertion au *Journal Officiel* (Insertion qui a eu lieu le 2 juillet 1900).

---



## DÉCRET <sup>(1)</sup>

du 5 novembre 1900, relatif aux Machines à vapeur et chaudières

---

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Vu Notre Décret du 27 juin 1896 sur les Établissements incommodes, insalubres ou dangereux ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Travaux Publics et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Vu la délibération de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte en date du 16 juin 1900, prise en conformité de l'art. 2 du Décret du 31 janvier 1889 ;

Le Conseil Législatif entendu ;

### DÉCRÉTONS :

#### ARTICLE PREMIER

Nul ne peut installer une machine à vapeur ou chaudière, soit dans un des établissements incommodes, insalubres ou dangereux, classés dans la nomenclature jointe au Décret et Règlement Général du 27 juin 1896, soit dans un établissement non classé dans la dite nomenclature, enfin, soit isolément pour un usage quelconque, sans, au préalable, en avoir obtenu l'autorisation du Ministre des Travaux Publics.

La même autorisation sera nécessaire lorsqu'une machine à vapeur ou chaudière autorisée, sera l'objet d'un changement notable ou d'une réparation importante de nature à modifier les effets de son exploitation sous le rapport de la commodité, de la salubrité et de la sécurité publique, ou en cas du transfert de la machine à une autre personne.

Une installation autorisée pour un endroit déterminé ne pourra être déplacée que sur une nouvelle autorisation.

---

(1) Par lettres des Départements des Travaux Publics des 3 décembre 1895 et 8 décembre 1900 et de l'Intérieur du 11 décembre 1900, le service des machines, à Alexandrie, été rattaché à la Municipalité.



ART. 2.

L'autorisation du Ministère des Travaux Publics sera également nécessaire pour tout moteur à pétrole, à gaz ou à air chaud, destiné à actionner une machine quelconque.

Les dispositions de ce Décret et du Règlement y annexé pourront leur être appliquées en tant que la nature de l'installation l'exigera.

Dans tous les cas où une autorisation est exigée, aux termes du présent Décret, elle devra être accordée ou refusée dans les soixante jours de la demande.

Le refus devra être motivé.

ART. 3.

Les machines et chaudières autorisées ou déclarées, conformément au Décret du 27 juin 1896, pourront continuer à être exploitées sans nouvelle autorisation ni déclaration.

Celles installées postérieurement à la promulgation du dit Décret, mais non autorisées, sont régies par les dispositions du présent Décret pour les machines nouvelles.

Les propriétaires des machines ou chaudières installées avant la promulgation du Décret du 27 juin 1896 mais qui n'ont pas fait au Ministère des Travaux Publics la déclaration prescrite à l'art. 5 du règlement général du 27 juin 1896, seront tenus de faire la dite déclaration au Ministère précité, dans un nouveau délai de 60 jours après l'entrée en vigueur du présent Décret.

Cette déclaration devra être écrite sur papier timbré de 30 mill. et contenir les indications mentionnées à l'art. 1<sup>er</sup> paragraphes 1<sup>er</sup> à 7 du Règlement ci-annexé.

S'ils ne s'y sont pas conformés dans le dit délai, les machines et chaudières seront traitées comme installations nouvelles et ne pourront plus être exploitées sans autorisation préalable.

ART. 4.

Les machines et chaudières, quelle que soit la date à laquelle elles ont été établies, pourront être visitées par des délégués du Ministère des Travaux Publics, chargés de vérifier si, au point de vue de la sécurité publique, les prescriptions du Règlement ci-annexé sont observées et suivies.



Si le propriétaire de l'établissement est un étranger, l'avis préalable du jour de la visite sera donné à son Consulat pour le mettre à même d'assister à la vérification s'il le croit opportun.

Ces visites ne pourront s'étendre à la partie des locaux exclusivement destinés soit à l'usage de l'habitation, soit au service des bureaux.

Les Délégués seront choisis parmi les Agents Supérieurs de ces Administrations.

#### ART. 5.

En cas d'inconvénients graves pour la commodité, la salubrité ou la sécurité publique, les propriétaires des machines et chaudières, même autorisées seront tenus de se conformer pour le mode d'exploitation, aux précautions qui seraient prescrites par l'autorité compétente et approuvées par arrêté ministériel.

S'ils ne s'y conforment pas dans le délai prescrit, il sera procédé conformément aux dispositions de l'art. 12 du Règlement ci-annexé.

#### ART. 6.

Les machines et chaudières à vapeur destinées exclusivement à l'élévation des eaux d'arrosage ou de dessèchement continueront à être régies par le Décret du 8 mars et le Règlement du 6 avril 1881 concernant les machines élévatoires.

Toutefois, le Ministère pourra, quand le besoin se fera sentir, appliquer à ces machines telles conditions de sûreté, prescrites au Règlement ci-annexé, qu'il jugera nécessaires.

Au cas où leurs propriétaires voudraient les adapter, en même temps, à un usage industriel quelconque, l'autorité compétente, chargée de délivrer l'autorisation pour l'exploitation de l'industrie, devra, au préalable, s'entendre avec le Ministère des Travaux Publics (service des machines à vapeur) sur les conditions relatives à la sécurité publique qu'il y aurait lieu d'imposer dans l'acte d'autorisation.

#### ART. 7.

Un règlement émanant du Ministère des Travaux Publics sera annexé au présent Décret pour en régler les conditions d'application.



ART. 8.

Toute contravention au présent Décret et au Règlement prévu par l'art. 7 ci-dessus sera punie suivant les dispositions du dit Règlement.

Au cas où les copropriétaires d'une machine à vapeur incriminée seraient en partie européens et en partie indigènes, la poursuite en contravention sera intentée devant la Juridiction Mixte.

ART. 9.

Tous Décret et Règlement antérieurs, sur les machines à vapeur, seront abrogés en ce qu'ils ont de contraire au présent Décret.

ART. 10.

Nos Ministres de l'Intérieur et des Travaux Publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait au Palais d'Abdine, le 5 Novembre 1900.

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,*  
*Ministre de l'Intérieur,*  
(Signé) MOUSTAPHA FEHMY.

*Le Ministre des Travaux Publics,*  
(Signé) H. FAKHRI.

---



## ARRÊTÉ

du 6 novembre 1900, du Ministère des Travaux Publics,  
portant Règlement sur les machines à vapeur.

---

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu l'art. 7 du Décret du 5 novembre 1900 sur les machines à vapeur ;

Avec l'approbation du Conseil des Ministres ;

Le Conseil Législatif entendu ;

Vu la délibération de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte en date du 16 juin 1900 prise en conformité de l'art. 2 du Décret du 31 janvier 1889 ;

ARRÊTE :

### ARTICLE PREMIER.

La demande pour l'obtention de l'autorisation devra être écrite sur papier timbré de 30 mill., elle devra indiquer :

1° Les nom, prénoms, profession, nationalité et domicile du propriétaire de la machine.

2° Le lieu où la machine doit être installée.

3° L'usage auquel elle est destinée.

4° La force et le type de la machine.

5° L'âge de la chaudière, si elle a déjà servi.

6° Le système et les dimensions générales de la chaudière l'épaisseur des parois et la nature des matériaux dont elle est faite.

7° Description des moyens d'alimentation.

La demande devra être accompagnée d'un plan de situation et de bâtiment.

Ce plan doit indiquer les voies publiques et les propriétés contiguës au lieu d'installation, les lieux construits ou à construire pour les travaux auxquels la machine est destinée, la position de la machine et de la chaudière et la position de la cheminée et sa hauteur.



Le dessin doit être fait par un géomètre à une échelle de  $\frac{1}{500}$ .  
Le permissionnaire est tenu, avant de recevoir la Roksä, de payer une somme de P.T. 100 pour droits d'instruction.

ART. 2.

Une fois la demande instruite et examinée par les ingénieurs du Ministère, elle sera soumise avec le rapport de l'ingénieur y relatif au Conseil des Machines qui statuera :

Ce Conseil sera composé de la manière suivante :

Le Chef du Service Technique, Président ;

L'Inspecteur en chef des machines à vapeur, un Inspecteur Sanitaire, Membres.

Pour toute chaudière près d'un Canal, l'avis favorable de M<sup>r</sup> l'Inspecteur d'Irrigation intéressé devra être pris par le Service des Machines avant la délivrance de l'autorisation.

ART. 3.

La machine sera installée comme l'indique le plan, dont une copie sera délivrée au postulant, et dans les conditions suivantes.

*Pour les chaudières de plus de six chevaux de force nominale.*

a) Une chaudière de plus de 6 chevaux de force nominale devra être placée à dix mètres au moins des habitations, digues et voies publiques voisines.

b) La cheminée de la chaudière dépassera au moins de 2 mètres les parties les plus hautes de toutes les constructions comprises dans un rayon de 50 mètres.

c) L'emplacement de la chaudière sera entouré d'un mur, en bonne et solide maçonnerie faite au mortier hydraulique sans mélange de terre, d'une épaisseur que le Conseil des Machines déterminera en la séance même accordant l'autorisation, avec une toiture légère séparée des toits et terrasses environnants.

*Pour les chaudières de six chevaux de force nominale  
et au dessous.*

Ces chaudières peuvent, au besoin, être placées dans l'intérieur de tout atelier, à condition que l'atelier soit lui-même construit en bonne maçonnerie au mortier hydraulique et qu'il ne fasse pas partie d'une maison d'habitation ni qu'il soit surmonté d'étages.



Le foyer doit être séparé des murs de l'atelier par un intervalle libre de 2 mètres au moins.

Si la chaudière est destinée à fonctionner hors d'un atelier elle devra être installée conformément aux prescriptions du paragraphe 3 du présent article.

La cheminée de la chaudière dépassera au moins de 2 mètres les parties les plus hautes de toutes les constructions comprises dans un rayon de 50 mètres.

#### ART. 4.

##### *Mesures de sûreté relatives aux machines à vapeur et chaudières placées à demeure.*

a) Les chaudières ne pourront être mises en service qu'après avoir été éprouvées chez le permissionnaire sous la direction et à la satisfaction de l'agent délégué du Ministère, et qu'après remise au permissionnaire d'un permis de fonctionnement.

b) L'épreuve consiste à soumettre la chaudière à une pression hydraulique supérieure à la pression effective maxima ; cette pression d'épreuve, qui ne devra produire ni déformation, ni fuite, sera maintenue pendant le temps nécessaire à l'examen de la chaudière, dont toutes les parties doivent pouvoir être visitées.

c) La surcharge d'épreuve par centimètre carré est égale à la pression effective, sans jamais être inférieure à un demi-Kilog. ni supérieure à six Kilog.

La chaudière ne devra pas être maçonnée ni couverte avant les épreuves.

d) L'épreuve n'est pas exigée pour l'ensemble d'une chaudière dont les diverses parties, éprouvées séparément, ne doivent être réunies que par des tuyaux placés sur leur parcours en dehors du foyer et des conduites de flammes, et dont les joints peuvent être facilement démontés.

e) Le Ministère des Travaux Publics fournira les instruments nécessaires à l'opération, le permissionnaire fournissant la main-d'œuvre à ses frais.

f) Après qu'une chaudière ou partie de chaudière a été éprouvée avec succès, il y est apposé un timbre indiquant, en kilogrammes par centimètre carré, la pression effective que la vapeur ne doit pas dépasser.



g) Les timbres sont poinçonnés et reçoivent 3 nombres indiquant le jour, le mois et l'année de l'épreuve.

h) Un de ces timbres est placé de manière à être toujours apparent après la mise en place de la chaudière.

#### ART. 5.

Les chaudières devront être établies et devront fonctionner conformément aux conditions générales suivantes :

1° Toute chaudière mise en service doit être munie d'une plaque indiquant la date de la fabrication et la pression effective maxima.

Cette plaque doit être fixée à la chaudière avec des rivets en cuivre et de façon à être bien lisible ;

2° Chaque chaudière sera munie de deux soupapes de sûreté chargées de manière à laisser la vapeur s'écouler dès que sa pression effective atteint la limite maxima indiquée par le timbre réglementaire.

L'orifice de chacune des soupapes doit suffire à maintenir (celle-ci étant au besoin convenablement déchargée ou soulevée), quelle que soit l'activité du feu, la vapeur dans la chaudière à un degré de pression qui n'excède, en aucun cas, la limite ci dessus.

La section totale d'écoulement nécessaire des deux soupapes réglementaires peut être répartie entre un plus grand nombre de soupapes ;

3° Toute chaudière sera munie d'un manomètre en bon état, placé en vue du chauffeur et gradué de manière à indiquer en Kilog. la pression effective de la vapeur dans la chaudière.

Une marque très apparente indiquera sur l'échelle du manomètre la limite que la pression effective ne doit pas dépasser ;

4° Chaque chaudière sera munie d'un appareil de retenue, soupape ou clapet, fonctionnant automatiquement par la pression de l'eau et placé au point d'insertion du tuyau d'alimentation qui lui est propre ;

5° Chaque chaudière de plus de six chevaux de force nominale sera munie de deux appareils d'alimentation d'eau capables chacun de livrer toute l'eau nécessaire à son alimentation ;

6° Chaque chaudière sera munie d'une soupape ou d'un robinet d'arrêt de vapeur, placé autant que possible, à l'origine du tuyau de conduite de vapeur sur la chaudière même ;



7° Chaque chaudière sera munie de deux indicateurs de niveau d'eau, indépendants l'un de l'autre, et placées en vue de l'ouvrier chargé de l'alimentation.

L'un de ces indicateurs sera un tube en verre disposé de manière à pouvoir être facilement nettoyé ou remplacé au besoin.

Si l'autre indicateur est un robinet, il sera placé à la hauteur du niveau maximum d'eau réglementaire et installé de façon à permettre l'introduction, dans la chaudière, d'une tringle de fer horizontale.

La position limite de l'eau sera indiquée d'une manière très apparente sur le tube de niveau et sur la face de la chaudière ou de la maçonnerie.

Pour les chaudières verticales de grande hauteur le tube en verre sera remplacé par un appareil disposé de manière à reporter en vue de l'ouvrier chargé de l'alimentation l'indication du niveau d'eau dans la chaudière.

#### ART. 6.

Les épreuves dont il est question à l'art. 4 ci-dessus seront renouvelées :

1° Toutes les fois que la chaudière sera l'objet d'une nouvelle autorisation.

2° Lorsqu'elle sera mise en service après un chômage de six mois au moins. L'intervalle entre deux épreuves ne doit pas dépasser six ans.

Dans les divers cas indiqués ci-dessus, une chaudière ne pourra être mise en service qu'après remise au permissionnaire d'un permis de fonctionnement constatant que les épreuves ont été satisfaisantes.

#### ART. 7.

Les épreuves prescrites aux articles 4 et 6 ci-dessus seront exécutées, pour la première fois, aux frais du Ministère.

Au cas où la première épreuve ne serait pas satisfaisante, elle sera renouvelée aux frais du permissionnaire.

#### ART. 8.

Si, dans une année à partir de la date de l'autorisation, le permissionnaire n'a pas demandé les épreuves prescrites à l'article 4 ci-dessus, cette autorisation se trouvera périmée.



Elle se trouvera annulée, si le bénéficiaire a fait fonctionner sa machine avant de s'être muni du permis de fonctionnement constatant que les épreuves ont été satisfaisantes et que les conditions de l'autorisation ont été suivies.

Le transfert de la machine à une autre personne que le permissionnaire entraîne également l'annulation de l'autorisation, comme il est dit au deuxième alinéa de l'art. 1<sup>er</sup> du Décret auquel ce règlement est annexé.

Dans ce cas, le nouveau possesseur de la machine aura, avant d'en faire usage, à se pourvoir d'une nouvelle autorisation. Faute de quoi il sera considéré et traité comme ayant une machine sans autorisation, et les pénalités y relatives, édictées par l'article 13 ci-après, lui seront appliquées.

#### ART. 9.

##### *Machines et Chaudières Locomobiles.*

Sont considérées comme locomobiles les machines et chaudières à vapeur qui ne sont employées que d'une manière temporaire à chaque station ; qui peuvent être transportées facilement d'un lieu à un autre et qui n'exigent aucune construction pour fonctionner sur un point donné.

Les dispositions concernant les mesures de sûreté sont applicables aux chaudières locomobiles.

Chaque chaudière doit porter une plaque sur laquelle sont gravés en caractères très apparents, le nom, le domicile du propriétaire et un numéro d'ordre, si ce propriétaire possède plusieurs chaudières locomobiles.

#### ART. 10.

##### *Dispositions Générales.*

L'autorisation est délivrée au permissionnaire à ses risques et périls, sans que le Gouvernement puisse encourir aucune responsabilité vis-à-vis de l'intéressé, des voisins ou de qui que ce soit, pour l'usage qui en sera fait.

L'autorisation délivrée par ce Ministère ne concerne pas l'industrie à laquelle doit être employée la machine à vapeur, le permissionnaire devant se munir, s'il y a lieu, suivant les règlements sur les établissements industriels, et auprès des autorités compétentes, des autorisations nécessaires pour l'exercice de cette industrie.



ART. 11.

Si, à la suite de la visite prévue à l'art. 4 du Décret auquel le présent règlement est annexé, on a constaté des irrégularités dans le fonctionnement de la machine ou de la chaudière, présentant un danger pour la sécurité publique, ou bien que l'une quelconque des conditions de l'autorisation ou du permis de fonctionnement n'a pas été observée, il sera immédiatement notifié au propriétaire de la machine un avis administratif lui indiquant la cause constituant le danger ou la condition de l'autorisation ou du permis de fonctionnement, violée ou inobservée, et lui enjoignant d'y remédier dans un délai qui ne devra pas être moindre de 20 jours.

Ce délai courra à partir de la date de la notification de l'avis administratif.

Au cas où, après l'expiration du délai fixé, l'avis administratif, n'aura pas été exécuté, procès-verbal de contravention sera dressé contre le propriétaire même de la machine, auquel il incombera de régulariser sa position vis-à-vis des locataires ou autres occupants.

En cas de danger imminent, et sur Arrêté Ministériel dûment motivé, le fonctionnement de la machine sera immédiatement suspendu par l'autorité administrative locale, en attendant le jugement à intervenir sur la contravention constatée.

ART. 12.

Les arrêtés visés à l'art. 5 du Décret devront être motivés et indiquer un délai pour leur exécution, délai qui ne pourra être inférieur à 20 jours à partir de la date de la notification par voie administrative.

Au cas où, après l'expiration du délai fixé, l'arrêté n'aura pas été exécuté, il sera procédé conformément aux dispositions de l'article précédent.

ART. 13.

Le propriétaire qui a fait fonctionner une machine ou chaudière à une pression supérieure au degré déterminé dans l'acte d'autorisation, ou qui a surchargé les soupapes de sûreté d'une chaudière, qui a faussé ou paralysé les autres appareils de sûreté, tels que manomètre, indicateur de niveau de chaudière, sera puni d'une amende de 100 P.T.



En cas de récidive dans l'année, le Juge, en appliquant l'amende, pourra ordonner l'arrêt de la machine.

ART. 14.

Toute autre contravention aux dispositions du Décret et du présent Règlement sera punie d'une amende de P.T. 10 à 100.

Le Juge devra ordonner l'arrêt de la machine toutes les fois qu'il y aura défaut d'autorisation de permis ou de déclaration, et il pourra l'ordonner dans tous les autres cas suivant les circonstances.

Le Caire, le 6 novembre 1900.

*Le Ministre des Travaux Publics,*

H. FAKHRY.

---



## ENTENTE

**Entre le Gouvernorat et la Municipalité au sujet de l'occupation de la voie publique, approuvée par la Commission Municipale dans sa séance du 27 février 1901.**

---

### ARTICLE PREMIER.

Les rues dans lesquelles toute occupation de la voie publique sera interdite sont : rue Chérif Pacha, rue des Sœurs (de la Place jusqu'au Café des vitres), rue de la Poste (de la Place jusqu'à la fin de l'Hôtel des Postes), rue d'Anastassi (de la Place jusqu'au fort Napoléon), rue de la Gare du Caire, rue de Constantinople, rue Sésostris, rue Tewfick, rue Zaptieh (France), rue du Télégraphe Anglais et rue du Temple Menasce; toutefois, dans ces rues on pourra autoriser la pose de vitrines ou devantures n'excédant pas 0<sup>m</sup>25 de largeur.

L'occupation sera restreinte dans les rues de la Gare de Ramleh et Toussoun.

### ART. 2.

Dans les rues traversées par des lignes de Tramway, les occupations ne pourront excéder 0<sup>m</sup>40 de largeur et ne seront accordées que si la rue a une largeur de 12 mètres pour les doubles lignes et 10 mètres pour les lignes uniques. Dans tous les cas, aucune occupation ne sera autorisée si la rue n'est pas pourvue de trottoirs.

### ART. 3.

Dans les rues non traversées par les Tramways ou non pourvues de trottoirs, les occupations de la voie publique seront réglées de la manière suivante :

1<sup>o</sup> Dans les rues de 20 mètres et au-dessus, l'autorisation pourra être accordée jusqu'à 1 m. 50 de largeur.

2<sup>o</sup> Dans les rues de 15 mètres et au-dessus 1<sup>m</sup> —.

3<sup>o</sup>       »       »       10       »       »       0<sup>m</sup> 75.

4<sup>o</sup>       »       »       5       »       »       0<sup>m</sup> 50.



Dans les rues ayant des trottoirs, l'occupation est réglée ainsi :

1° Si le trottoir a 3 mètres de largeur et au-dessus, l'autorisation peut être accordée jusqu'à 1 m. 50 de largeur.

2° Dans les rues dont le trottoir est de 2 m. et au-dessus 1<sup>m</sup> —.

3°       »       »       »       »       1<sup>m</sup> 50       »       0<sup>m</sup> 75.

4°       »       »       »       »       1<sup>m</sup> —       »       0<sup>m</sup> 50.

A l'exception des places, les chaussées des rues pourvues de trottoirs ne pourront pas être occupées.

#### ART. 4.

Dans les ruelles de moins de 5 mètres, il ne sera autorisé d'occupation que pour celles d'entre les ruelles qui ne sont pas fréquentées par les voitures.

#### ART. 5.

Les rues ou ruelles de moins de 5 mètres de largeur, où se tiennent des marchés, des bazars, des magasins de petit commerce ou de petite industrie, pourront être occupées des deux côtés par des étalages ou des bancs ne dépassant pas 40 cent. de largeur de chaque côté.

#### ART. 6.

L'occupation ne pourra être autorisée aux angles des rues et ruelles qu'à une distance de 1 mètre au moins à partir de ces angles.

#### ART. 7.

Toute autorisation doit indiquer en détail et clairement la superficie à occuper et être accompagnée d'un croquis indiquant l'emplacement et les dimensions. Cette superficie, pour les chaises et tables, doit comprendre les passages à laisser libres entre les tables et, pour les étalages, dépôts de marchandises etc., elle doit être prise du nu du mur de façade.

#### ART. 8.

Les autorisations seront absolument personnelles ; elles seront nulles de plein droit si les permissionnaires les cèdent ou en font bénéficier d'autres, ou changent l'objet de l'occupation pour lequel ces autorisations ont été délivrées.



ART. 9.

Il ne sera autorisé de placer sur la voie publique aucune baraque ou kiosque avant qu'un dessin signé par le permissionnaire ne soit, au préalable, soumis à la Municipalité qui se réserve le droit d'approuver, de modifier ou de ne pas accepter ce dessin.

Les demandes d'installation de kiosques devront en outre être soumises à la Police pour constater si les conditions prévues par le règlement sur les établissements dangereux, y sont observées.

ART. 10.

La Municipalité n'aura plus à requérir l'avis préalable du Gouvernorat sur les occupations délivrées conformément à ce règlement. Toutefois, pour l'information du Gouvernorat et dans le but de lui faciliter la constatation des contraventions concernant les occupations indues de la voie publique, un état des autorisations accordées lui sera adressé journellement.

---



## DÉCRET

du 16 mai 1901, étendant le périmètre de la Ville d'Alexandrie.

---

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE

✓ Vu l'article 14 du Décret du 5 janvier 1890 ;

Vu l'arrêté du 20 février 1893 et la dépêche du 9 avril 1899, de Notre Ministre de l'Intérieur, étendant successivement le périmètre de la ville d'Alexandrie et de sa banlieue du côté ouest ;

Vu l'article 27 du Décret du 13 mars 1884 et le Décret du 19 juin 1884, relatifs à l'impôt de la propriété bâtie ;

Vu l'arrêté du 18 février 1900 de Notre Ministre des Finances, confiant à la Commission Municipale le service de l'impôt sur la propriété bâtie à Alexandrie ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

DÉCRÉTONS :

### ARTICLE PREMIER.

La circonscription de la ville d'Alexandrie et de sa banlieue, où la Commission Municipale exerce son action, est étendue, du côté ouest, de Om-Kobéba jusques et y compris le village de Dékhéila, en passant par les forts du Mex, suivant la délimitation indiquée par un premier liseré vermillon, hachuré de noir, et un second liseré jaune, sur le plan visé par l'article 14 du Décret précité du 5 janvier 1890.

Le périmètre de la ville d'Alexandrie et de sa banlieue est, par suite, délimité comme suit :

Au nord, par la Méditerranée.

A l'est, par une perpendiculaire à la route de Montazah, passant à l'est de Izbet El-Mandara et allant de la mer à la limite nord des terres cultivées de la Société d'Aboukir.

Au sud, en partie, par la route militaire d'Aboukir passant à travers les terres de la Société d'Aboukir et celles des hoirs Nubar



Pacha, et par le canal Kasr-el-Ali jusqu'au Mahmoudieh, et, en partie, par la rive sud de ce canal jusqu'au canal Farkha, et, de là par le rivage du lac Maréotis.

A l'ouest, par une ligne passant à l'ouest du village de Dékhéila, entre le lac Maréotis et la mer, et dont le prolongement passe par la tourelle du fort Agami.

ART. 2.

Les taxes municipales et autres, affectées à la Commission Municipale continueront à être perçues dans les limites de la circonscription déterminée par le présent Décret.

ART. 3.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1901, les limites dans lesquelles l'impôt du douzième sur les immeubles bâtis doit être perçu aux termes du Décret du 19 juin 1884, sont étendues pour la ville d'Alexandrie, conformément à l'article 1<sup>er</sup> du présent Décret.

ART. 4.

Toutefois, les immeubles bâtis dans la région qui s'étend depuis les forts du Mex, jusques et y compris le village de Dékhéila, délimité au plan par un liseré jaune, se sont provisoirement exempts de l'impôt sur la propriété bâtie.

ART. 5.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Décret.

Fait au Palais de Ras-el-Tin, le 16 mai 1901 (27 Moharrem 1319).

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,*  
*Ministre de l'Intérieur,*  
MOUSTAPHA FEHMY.



## ARRÊTÉ

du 11 juin 1902, du Président de la Commission Municipale  
portant clause additionnelle au règlement sur les trottoirs.

---

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu le règlement municipal du 2 juillet 1900 sur les trottoirs ;

Vu la délibération de la Commission Municipale du 11 juin 1902 ;

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE.

En outre de l'amende indiquée à l'art. 4 du règlement sur les trottoirs, il y aura lieu, d'ordre du Juge, à la suppression de tous travaux exécutés en contravention aux dispositions du dit règlement.

Fait à Alexandrie, le 11 juin 1902.

---



## DÉCRET

du 16 juin 1902, nommant officier de police judiciaire l'ingénieur de la Municipalité d'Alexandrie chargé de la surveillance des machines à vapeur.

---

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Vu l'article 6 des Codes d'Instruction Criminelle pour les Tribunaux mixtes et indigènes ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres.

### DÉCRÉTONS :

#### ARTICLE PREMIER

L'Ingénieur de Municipalité d'Alexandrie chargé de la surveillance des machines à vapeur, est nommé officier de police judiciaire pour ce qui concerne les contraventions qu'il aura à constater dans l'exercice des attributions qui lui sont ou qui pourront lui être ultérieurement conférées.

#### ART. 2.

Nos Ministres de la Justice et de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret, qui entrera en vigueur quinze jours après sa promulgation.

Fait au Palais de Ras-el-Tin, le 16 Juin 1902.

ABBAS HILMI.

Par le Khédivé :

*Le Président du Conseil des Ministres, p. i.,*

*Ministre de l'Intérieur p. i.,*

(Signé) H. FAKHRY.



## RÈGLEMENT

du 30 décembre 1903, sur les automobiles.

---

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu la délibération de l'Assemblée générale de la Cour d'appel mixte, en date du 23 décembre 1903, prise en conformité du Décret du 31 janvier 1889 ;

ARRÊTE :

### ARTICLE PREMIER

Aucune automobile ne pourra circuler sur les voies publiques sans avoir été, au préalable, inscrite au gouvernorat ou à la moudirieh.

La demande d'inscription indiquera le nom, le domicile et la nationalité du propriétaire.

Le récépissé indiquera le numéro d'ordre assigné au véhicule.

L'inscription dans un gouvernorat ou dans une moudirieh sera valable pour toute l'Egypte.

### ART. 2.

Le conducteur d'une automobile est tenu de s'arrêter sur la sommation de tout agent de police et de lui présenter, s'il en est requis, le récépissé d'inscription.

### ART. 3.

Toute automobile portera deux plaques, sur lesquelles sera inscrit en chiffres arabes et européens, le numéro de l'immatriculation, suivi de l'indication du gouvernorat ou de la moudirieh, d'après un modèle arrêté par la police.

Elles seront placées, l'une à l'avant et l'autre à l'arrière, de façon à être toujours en évidence.

Pendant la nuit, on placera à l'arrière une lanterne, qui éclairera par transparence un verre dépoli recouvert d'une plaque ajourée,



de manière que les chiffres et les lettres se détachent en clair sur fond obscur.

En outre, pendant la nuit, toute automobile sera munie, à l'avant, d'une lanterne qui devra être allumée dès le coucher du soleil

#### ART. 4.

Le conducteur de l'automobile devra rester constamment maître de sa vitesse. Il ralentira ou même arrêtera le mouvement toutes les fois que le véhicule pourrait être une cause d'accident ou de gêne pour la circulation, et en signalera l'approche, en cas de besoin, au moyen d'une trompe.

La vitesse doit être ramenée à celle d'un homme au pas dans les passages étroits ou encombrés et au tournant des rues. La vitesse devra être réglée de façon à éviter tout danger au public, et, en aucun cas, n'excédera celle de 15 kilomètres à l'heure dans l'intérieur des villes.

#### ART. 5.

Toute automobile devra prendre la droite de la route et ne pourra dépasser une autre voiture si elle n'a pas à gauche un espace suffisant.

#### ART. 6.

Il est défendu de faire passer des automobiles sur les trottoirs si ce n'est pour pénétrer dans l'intérieur d'une maison, et, dans ce cas, la vitesse doit être ramenée, comme il est dit à l'article 4, à l'allure d'un homme au pas.

#### ART. 7.

Le conducteur ne devra jamais quitter la voiture sans avoir pris les précautions utiles pour prévenir tout accident et toute mise en route intempestive.

#### ART. 8.

Les automobiles ne pourront être affectées au louage qu'en vertu d'une autorisation spéciale du gouverneur ou du moudir.

En outre des dispositions du présent règlement, les automobiles de louage seront soumises aux dispositions des articles, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 22, 23, 25, 26, 27, 28, 29 et 30 du règlement sur les voitures publiques.



ART. 9.

Nul ne pourra conduire une automobile de louage s'il n'est porteur d'un certificat de capacité délivré par le gouverneur ou le moudir.

Avant de délivrer ce certificat, le gouverneur ou le moudir peut soumettre le pétitionnaire à un examen technique devant des personnes désignées à cet effet.

Ce certificat devra être produit à toute réquisition de la police.

ART. 10.

Toute contravention au présent règlement sera punie d'une amende ne dépassant pas 100 P.T. ou d'un emprisonnement n'excédant pas une semaine.

ART. 11.

Le présent règlement entrera en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal Officiel*.

Les automobiles en circulation au moment de son entrée en vigueur auront le délai d'un mois pour se conformer à la disposition de l'article premier.

Le Caire, le 30 décembre 1903 (11 chawal 1321).

*Le Ministre de l'Intérieur,*  
MOUSTAPHA FEHMY.

---



## ARRÊTÉ

du 8 décembre 1903, relatif à la prise de sable et occupation  
du rivage de la mer à Alexandrie.

---

LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,

Vu l'article 351 du Code pénal indigène ;

### ARRÊTE :

#### ARTICLE PREMIER

Les lieux où il est permis de prendre du sable sont les suivants :

- 1° Entre Sidi Bichre et le palais de S. A. la Khédivah.
- 2° A gauche du boulevard El Montazah, après l'atelier Diamanti
- 3° Des collines de Hadara.

#### ART. 2.

Tout individu qui prendra du sable de tout autre localité sera puni d'une amende ne pouvant excéder 100 P.T.

#### ART. 3.

Sera puni de la même amende quiconque occupera les rivages et les lais et relais de la mer, sans autorisation préalable.

#### ART. 4.

Le présent arrêté entrera en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal Officiel*.

Alexandrie, le 19 ramadan 1321 (8 décembre 1903).

*Le Gouverneur,*  
MAHMOUD SIDKY.



## RÈGLEMENT

sur les théâtres, arrêté par la Commission Municipale  
dans sa séance du 29 juin 1904.

---

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu l'art. 15 du Décret du 5 Janvier 1890 ;

Vu la délibération prise par cette Assemblée, en date du 29 Juin 1904, approuvée par S.E. le Ministre de l'intérieur ;

ARRÊTE :

*Dispositions Générales.*

### ARTICLE PREMIER

Aucun théâtre ne pourra être construit sans l'autorisation écrite et préalable de la Municipalité.

La demande d'autorisation devra être accompagnée d'un plan indiquant en détail les dispositions intérieures du théâtre, ainsi que les rues et les propriétés qui lui sont contiguës.

### ART. 2.

L'ouverture et l'exploitation du théâtre ne pourront avoir lieu qu'après un rapport favorable de la Commission des théâtres constatant que toutes les prescriptions de l'autorisation auront été observées.

### ART. 3.

La Commission visitera les théâtres existants au moment de la promulgation de ce Règlement et fixera, pour chacun d'eux, le délai dans lequel les mesures prescrites devront être exécutées.

### ART. 4.

Les propriétaires et exploitants des théâtres anciens et nouveaux seront, en outre, toujours tenus, au cas où des inconvénients



graves pour la sécurité viendraient à se manifester, de se conformer aux précautions ou mesures qui seraient prescrites par la Municipalité sur le rapport de la Commission des Théâtres.

ART. 5.

Une inspection minutieuse des théâtres, dont procès-verbal sera dressé, devra être faite par la Commission des Théâtres avant le commencement de chaque saison.

Des inspections sommaires pourront être faites, deux ou trois fois par semaine, par un officier supérieur de la Brigade des Pompiers.

ART. 6.

La Commission des théâtres sera composée comme suit :

Le chef de l'Administration Municipale, Président,

L'Ingénieur en chef de la Municipalité ou son délégué,

L'Inspecteur Sanitaire de la ville, et trois autres membres désignés par le Gouvernement parmi ses fonctionnaires à Alexandrie et dont l'un sera vice-président de droit de la Commission.

Cette Commission pourra, s'il y a lieu, s'adjoindre des experts appartenant aux divers services de la ville.

A l'issue de chaque inspection, un procès-verbal sera dressé et transmis à la Municipalité.

*Constructions et aménagements.*

ART. 7.

L'installation de la lumière électrique est obligatoire dans tous les théâtres. L'emploi du gaz ou de tout autre mode d'éclairage, à l'exception du mode prévu au parag. 1<sup>er</sup> de l'art. 8, est rigoureusement interdit.

Les sections des conducteurs isolés en cuivre seront assez grandes pour que l'intensité du courant par millimètre carré ne dépasse pas

2 ampères pour les sections inférieures à 6

1 1/2 » » » » supérieures à 6

La section minima employée sera de 1 m/m<sup>2</sup>.

L'isolement doit être tel que, dans une section quelconque de l'isolation, la perte du courant, soit entre un conducteur et la terre, soit entre deux conducteurs, sera au plus égale à un vingt-



millième  $\frac{1}{20000}$  du courant qui doit alimenter les appareils de cette section.

Tous les conducteurs auront une double couche de caoutchouc.

Les coupe-circuits seront bi-polaires et porteront les plombs de manière à pouvoir facilement les rechanger.

Les fils devront être apparents et fixés sur isolateurs en verre ou porcelaine. Les isolateurs seront fixés sur le bois par vis, et sur le mur par vis sur coins coniques.

Pour le percement des murs et plafonds, des tuyaux en porcelaine ou du système Bergmann seront employés.

Pour cacher les fils dans des endroits quelconques, ils seront placés dans des tuyaux Bergmann ou métalliques, et non recouverts de moulure.

Les plans d'installation de la lumière électrique, dans les théâtres qui n'en sont pas encore pourvus, devront recevoir l'approbation de la Commission des Théâtres.

Il reste bien entendu que ces installations, avant d'être mises en fonctionnement, doivent être examinées et approuvées par l'ingénieur électricien en chef du Ministère des Travaux Publics.

#### ART. 8.

Le foyer, les coulisses, les corridors, etc., du théâtre doivent être munis de lampes à huile végétale ou de bougies protégées, pour prévenir une obscurité complète en cas d'extinction de l'électricité.

Les lumières des corridors devront être placées à chaque issue de la salle, de manière à éclairer le public et lui indiquer les sorties.

Les lumières de la rampe ainsi que les lampes de toutes sortes à la portée du public, des acteurs ou du personnel du théâtre, doivent être protégées par des masques en fil de fer.

#### ART. 9.

La lumière ne pourra être éteinte, à la fin des représentations, que lorsque le théâtre aura été entièrement évacué et inspecté par les pompiers de service.

#### ART. 10.

La scène sera pourvue d'un rideau en fer. Ce rideau devra être levé et baissé en présence de l'agent de la brigade des pompiers en service, une ou deux fois au moins avant chaque représentation.



Dans les théâtres en maçonnerie, le nombre des sorties ne pourra être inférieur à 3 pour 300 personnes et à 5 pour 500 personnes, etc.; et dans les théâtres en bois, ce nombre devra être doublé.

La largeur des portes ne devra, dans tous les cas, pas être inférieure à 2 m. 50.

Les portes de sortie de la scène devront être suffisamment nombreuses pour permettre aux artistes de trouver une prompte retraite en cas de sinistre.

Les battants de toutes les portes devront s'ouvrir du dedans au dehors et être construites avec un matériel très fragile pour pouvoir céder facilement en cas de danger. Durant les représentations, elles ne devront pas être fermées à clef ni verrouillées.

Les portes des loges devront s'ouvrir intérieurement pour ne point entraver la circulation dans les couloirs.

Les barrières mobiles, établies pour régler la circulation à l'entrée, aux abords des bureaux, devront être enlevées dès le commencement du spectacle.

Un personnel sera spécialement affecté à l'ouverture des portes. Ce personnel sera constamment prêt, même pendant le spectacle, à ouvrir immédiatement les issues en cas de danger. A la fin du spectacle toutes les issues doivent être ouvertes pour faciliter la sortie du public.

Pour les théâtres existants ou à créer, la Commission se réserve la faculté d'augmenter, si elle le reconnaît nécessaire, le nombre des sorties ci-dessus, suivant les besoins.

#### ART. 11.

Des hydrants seront installés en nombre suffisant pour permettre de lancer l'eau à toutes les extrémités du théâtre.

Deux couvertures fortement imprégnées d'eau doivent toujours être suspendues aux manteaux d'arlequin de droite et de gauche de la scène.

Deux lanternes à huile doivent toujours être fournies par le Directeur aux sapeurs-pompiers pour faire des rondes dans les dessous et les combles pendant la représentation.

A la fin du spectacle, le théâtre sera visité dans toutes ses parties par les hommes de garde et un sapeur-pompier.



ART. 12.

Les exploitants de théâtres doivent se fournir les accessoires nécessaires pour les premières mesures à prendre en cas d'incendie, tels que tuyaux, seaux, pompes à main, etc., d'après la note qui leur sera remise par l'Autorité locale, suivant la nature de chaque théâtre.

Ce matériel sera conservé et entretenu par le propriétaire du théâtre, et vérifié par le service des Pompiers avant l'ouverture d'une saison. Il pourra, de même, être vérifié avant une représentation quelconque.

Les accessoires de scène, tels que rideaux, cordages, coulisses, doivent être fréquemment imbibés avec de l'alun ou confectionnés en asbestos.

ART. 13.

Les places de parterre (bancs, fauteuils ou chaises) doivent être fixées au parquet.

ART. 14.

Pour les constructions nouvelles, la distance à observer entre le théâtre et toute propriété avoisinante ne peut être inférieure à 10 mètres.

ART. 15.

Les théâtres doivent avoir une communication téléphonique spéciale avec le poste central de la brigade des pompiers.

ART. 16.

Un ou plusieurs pompiers seront de garde toutes les fois que le théâtre sera occupé. Les exploitants de théâtres devront, à cet effet, aviser la Brigade 24 heures, au moins, avant chaque représentation, et acquitter, en même temps, l'indemnité requise pour le travail supplémentaire des dits agents.

ART. 17.

Les exploitants de théâtres sont tenus de prendre les mesures voulues pour assurer une surveillance minutieuse et constante des diverses parties de leurs théâtres.



*Règles spéciales aux théâtres en maçonnerie.*

ART. 18.

Les murs intérieurs, les murs qui séparent les loges d'acteurs et le théâtre, le mur d'avant-scène, le mur qui sépare la salle d'avec le vestibule et les escaliers, seront en maçonnerie.

On évitera le plus possible l'emploi du bois, en le remplaçant dans les planchers par des poutrelles en acier à entrevous en briques creuses.

Les portes de communication entre les loges d'acteurs et le théâtre seront en fer et battantes, de manière à être constamment fermées.

Pour isoler plus complètement encore la scène de l'auditoire et empêcher toute communication de flammes, le mur dans lequel sera pratiquée l'ouverture de la scène, ouverture protégée par le rideau en fer cité à l'art. 10, sera en maçonnerie de briques au ciment, et il devra dépasser d'au moins deux mètres les toitures. La disposition, la forme et l'épaisseur de ce mur seront déterminées par la Commission des théâtres, suivant la nature et les dimensions des bâtiments; deux baies mettant en communication avec la scène et fermées par des portes en tôle peuvent être ouvertes dans ce mur.

ART. 19.

Le rideau isolateur sera soutenu par un système de cordages perfectionné qui devra être préalablement approuvé par la Municipalité.

Un préposé spécial sera installé en permanence à l'endroit où sont suspendus les herses et les rideaux, pour couper les accessoires de scène en cas de sinistre.

ART. 20.

Les toitures des théâtres nouveaux seront construites en charpente d'acier très légère ou en béton armé; les vides entre les poutres seront remplis par des panneaux mobiles faciles à manœuvrer, en tôle galvanisée, pour que, en cas d'incendie, des ouvertures puissent être démasquées en vue de livrer un passage à la fumée de la salle après descente du rideau métallique.



*Règles spéciales aux théâtres en bois.*

ART. 21.

Les loges ne seront tolérées dans les théâtres en bois qu'à la condition qu'elles soient placées sur une seule rangée à une hauteur maximum de 2<sup>m</sup> 50 au dessus du parquet. Elles devront être pourvues d'une galerie avec des escaliers extérieurs de dégagement.

ART. 22.

Le toit, dans les théâtres en bois couverts, devra être en tôle galvanisée, supporté par des colonnes de maçonnerie (briques ou pierres, à l'exclusion de la pierre à chaux) ou en béton armé.

*Mesures d'ordre et de police.*

ART. 23.

Tout exploitant d'un théâtre doit, au préalable, soumettre au Gouverneur de la ville le répertoire des spectacles ou des représentations qu'il a l'intention de donner et en obtenir l'approbation.

Tout spectacle et toute représentation d'un genre immoral seront interdits formellement.

La police a le droit de suspendre les représentations ou les spectacles de ce genre.

ART. 24.

Il est défendu de stationner dans l'enceinte extérieure d'un théâtre.

ART. 25.

Un officier de police est chargé de la surveillance générale pendant la représentation ; et une place convenable lui sera assignée dans l'intérieur de la salle.

Un nombre suffisant d'agents sera distribué dans l'intérieur du théâtre pour aider l'officier à assurer le bon ordre.

ART. 26.

Il est défendu de stationner dans les passages ménagés pour la circulation ou d'y placer des sièges.



ART. 27.

Il est défendu de fumer dans l'intérieur du théâtre, si ce n'est dans les fumoirs désignés *ad hoc*.

ART. 28.

Il est défendu de faire du tapage au théâtre de nature à troubler la représentation.

ART. 29.

Toutes les fois que, dans une représentation, il devra être fait usage d'armes à feu, le tir ne doit pas s'effectuer dans la direction de la salle.

ART. 30.

Quand la représentation comportera un simulacre d'incendie ou le tir de feux d'artifice, l'officier des Pompiers devra être prévenu 24 heures à l'avance.

ART. 31.

L'heure de clôture des représentations théâtrales est fixée à une heure du matin, sauf autorisation spéciale.

*Cafés-concerts et autres spectacles publics similaires.*

ART. 32.

Les dispositions des articles 23 à 31 seront applicables aux cafés-concerts et autres établissements analogues existants.

ART. 33.

Toute personne qui voudra convertir un établissement déjà existant en café-concert, ou qui voudra construire un établissement de ce genre, devra au préalable en demander l'autorisation à la Municipalité et joindre à sa demande le plan mentionné à l'art. 1<sup>er</sup>.

ART. 34.

La commission des théâtres déterminera, selon l'importance de l'établissement, quelles sont les prescriptions auxquelles les exploitants doivent se soumettre parmi celles du présent règlement ayant trait à la construction et à l'aménagement (a à 22). La



commission pourra, en outre, prescrire d'autres mesures de sûreté, s'il y a lieu. Les unes et les autres seront notées sur l'acte d'autorisation.

*Dispositions finales.*

ART. 35.

Les prescriptions du présent règlement sont applicables aux théâtres, cafés-concerts, etc., existant au moment de la promulgation de ce règlement.

ART. 36.

Toute infraction aux dispositions de ce règlement sera passible d'une peine n'excédant pas 100 P.T. d'amende, sans préjudice de la fermeture du théâtre, à ordonner par le juge, pour faire cesser l'état de contravention.

ART. 37.

Un exemplaire de ce règlement sera affiché dans chaque théâtre, café-concert, à l'endroit désigné par la Municipalité.

Alexandrie, le 20 juillet 1904.

*Le Président,*  
D<sup>r</sup> SIDKY.

---



## ARRÊTÉ

du 27 octobre 1906, concernant le transport des matières pouvant dégager de la poussière ou de mauvaises odeurs.

---

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu l'article 15 du Décret du 5 janvier 1890 ;

Vu la délibération de la Commission Municipale en date du 3 octobre 1906, approuvée par lettre du 25 octobre 1906, n° 5414, du Ministère de l'Intérieur,

ARRÊTE :

### ARTICLE PREMIER

Les charrettes ou véhicules de toutes sortes transportant, dans la ville d'Alexandrie ou dans sa banlieue des matières pouvant dégager de la poussière, telles que : plâtre, chaux, ciment, sable, charbon, etc., ou des mauvaises odeurs, telles que : immondices, engrais, etc., devront être recouverts de bâches, de telle manière à empêcher tout dégagement de poussière, d'odeur ou le déversement d'une partie quelconque du chargement pendant le parcours.

### ART. 2.

Toute infraction aux présentes dispositions sera punie, conformément aux art. 348 du Code pénal indigène et 331 du Code pénal mixte d'une amende de 5 à 25 P.T. à prononcer contre le propriétaire et le conducteur de la charrette ou du véhicule.

### ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur trente jours après sa publication au *Journal Officiel*.

Fait à Alexandrie, le 27 octobre 1906.

*Le Président,*

M. IBADI.



